

Programme
des Nations Unies
pour le Développement



Ministère du Développement Rural

DAPS

Etudes sur les conditions de vie des ménages ruraux (ECVR)

ZONE II

**PROFIL DE LA PAUVRETE RURALE
ET CARACTERISTIQUES
SOCIO-ECONOMIQUES
DES MENAGES RURAUX
DE LA ZONE COTONNIERE
DU NORD-BENIN**

Fevrier 1996

République du Bénin

AVANT-PROPOS

Ce document a été rédigé en version préliminaire par Monsieur Bio Tabé puis finalisé par Messieurs Sylvain Larivière, Frédéric Martin et Ambroise Agbota Consultants PNUD et Raphaël Dansou de la DAPS/MDR sous la supervision de Messieurs Gilbert Aho et Djibrina Barry de l'Unité Economique du PNUD. Le traitement informatique des données a été effectué par Monsieur Félix Sessou Consultant national en Informatique du PNUD.

S'inscrivant dans le cadre des activités de l'observatoire sur les ménages ruraux, le présent document est le fruit des réflexions et concertations régulières et périodiques de nombreux cadres des directions techniques et des directions de la programmation, du suivi et de l'évaluation (DPSE) des six CARDER du Ministère du Développement Rural (MDR), des cadres de la cellule technique de la Dimension Sociale du Développement (DSD) et de l'INSAE du Ministère du Plan et de la Restructuration Economique(MPRE), de la Direction de la Promotion de l'Emploi (DPE), des consultants internationaux et nationaux avec le soutien technique et financier du PNUD et de l'UNICEF.

Ont participé à ces séances de travail, de revue mi-parcours et d'analyse des résultats de chacun des quatre passages :

- Messieurs les auteurs de ce document;*
- Messieurs André Ganmavo, Yves Ajavon, Nazaire Ehoumi, Etienne Akpamoli, Emmanuel Foudah et Sossou Biadja Grégoire de la DAPS/MDR; Messieurs Pierre Basso et Bio Sourokou du CARDER Atacora; Messieurs Claude Adamazè, Toussaint Agbodémakou et Mesdames Omalara Adjadji et Lawani Alice du CARDER Atlantique; Monsieur Antonin Alavo du CARDER Borgou; Messieurs Frédéric Biaou et Donatien Zola du CARDER Mono; Messieurs Salomon Jekinnou et Sèïdi Sahabi du CARDER Ouémé; Messieurs Bonaventure Kouakanou et Hilaire Kotomalè du CARDER Zou; Messieurs Sylvestre Djogbénou de la DAGRI, Ibouraïma Tiamiyou de la DANA et cyprien Sonon de l'ONASA;*
- Mesdames Eléonore Soglo et Ramatou Osséni, Messieurs Christophe Migan et Isidore Houngbédji de la DPE/MTEAS;*
- Messieurs Martin Gibril, Moussiliou Moustapha, Martin Laourou de l'INSAE; Messieurs Boukary et Ahyi de la DSD/MPRE;*
- Messieurs Karim Andélé, Mohamed Cissé, Andrée Cossi et Souleymane Diallo de l'UNICEF.*

Les auteurs tiennent à remercier Madame Anne Floquet et Messieurs Roch Mongbo, Michel Ahohouunkpanzon, Maurice Bankolé et Guillaume Hounsou-vè pour leurs commentaires et apports qui ont permis d'améliorer le contenu du document. Les remerciements vont également vers les nombreux enquêteurs et contrôleurs, le personnel du projet BEN/87/023 "Planification macro-économique, sectorielle et régionale " du PNUD et tous les membres des nombreux ménages ruraux qui se sont prêtés à l'investigation.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	i
INTRODUCTION	1
 I. DESCRIPTION ET CARACTERISTIQUES DE LA ZONE	 3
1.1 Délimitations	3
1.2 Caractéristiques démographiques	3
1.3. Caractéristiques agro-écologiques	3
1.4. Infrastructures socio-économiques des villages de la zone	5
1.5. Organisations paysannes	7
 II. INCIDENCE ET PROFONDEUR DE LA PAUVRETE	 8
2.1. Evolution des seuils de pauvreté rurale	8
2.2. Indicateurs de la pauvreté rurale	10
2.2.1. Choix conceptuels et méthodologiques de base	10
2.2.2. Incidence de la pauvreté alimentaire	11
2.2.3. Incidence de la pauvreté globale	12
2.2.4. Ratio de déficit des dépenses	13
2.2.5. Coefficient de contribution	14
2.2.6. Pauvreté conjoncturelle et structurelle	15
 III. CARACTERISTIQUES SOCIO-ECONOMIQUES DES MENAGES RURAUX	 16
3.1. Caractéristiques démographiques des ménages ruraux	16
3.2. Emplois des ménages ruraux	17
3.3. Revenus des ménages ruraux par source	20
3.4. Dépenses globales des ménages ruraux	23
3.5. Dépenses alimentaires des ménages ruraux	25
3.6. Dépenses non alimentaires des ménages ruraux	30
3.7. Etat nutritionnel et sanitaire et accès aux soins de santé des ménages ruraux	33
3.7.1. Etat nutritionnel des enfants de moins de 5 ans selon la classification de Waterlow	33

3.7.2. Quelques indicateurs de santé des enfants de moins de 5 ans	36
3.7.3. Utilisation des services socio-sanitaires	37
3.8. Niveau et accès à l'éducation des ménages ruraux	39
3.9. Patrimoine des ménages ruraux	43
IV. PROBLEMES DES MENAGES RURAUX ET SOLUTIONS ADOPTEES	47
4.1 Difficultés des chefs de ménages-hommes et des femmes en milieu rural . . .	47
4.2 Difficultés des ménages ruraux pauvres et non pauvres	49
4.3 Causes des principales difficultés et solutions adoptées par les ménages pauvres et non pauvres	50
V. PRESENTATION DES RESULTATS D'UNE ENQUETE D'OPINION AUPRES DES MENAGES RURAUX SUR L'IMPACT DE LA DEVALUATION DU F.CFA	56
5.1. L'évolution des prix sur les marchés ruraux	56
5.2. Impact de la dévaluation du F.CFA sur la consommation alimentaire des ménages ruraux	56
5.3. Impact de la dévaluation du F.CFA sur la consommation non-alimentaire des ménages ruraux	57
5.4. Impact de la dévaluation du F.CFA sur la production vivrière des ménages ruraux	58
5.5. Impact de la dévaluation du F.CFA sur la production des cultures de rente des ménages ruraux	58
5.6. Impact de la dévaluation du F.CFA sur les activités de transformation agro-alimentaire des ménages ruraux	59
5.7. Impact de la dévaluation du F.CFA sur les activités de commerce des ménages ruraux	60
5.8. Impact de la dévaluation du F.CFA sur la solidarité communautaire des ménages ruraux	60

VI.	ORIENTATIONS POUR L'AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE ET LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE RURALE	61
6.1.	Principes directeurs	61
6.2.	Premier domaine d'intervention: l'augmentation des revenus des ménages ruraux	61
6.3.	Deuxième domaine d'intervention: l'amélioration de l'accès des ménages ruraux aux services sociaux	66
6.4.	Troisième domaine d'intervention: Améliorer le cadre politique, administratif et social de la vie rurale	69
6.5.	Quatrième domaine d'intervention: la maîtrise de la croissance démographique en milieu rural	71

LISTE DES TABLEAUX

	Pages
Tableau 1.1 Effectif des principales espèces animales de la zone cotonnière du nord-Bénin	4
Tableau 1.2a Infrastructures socio-économiques des villages de la zone cotonnière du nord-Bénin	6
Tableau 1.2b Infrastructures socio-économiques des villages de la zone cotonnière du nord-Bénin	6
Tableau 1.3 Organisations paysannes de la zone cotonnière du nord-Bénin	7
Tableau 2.1 Evolution des seuils de pauvreté rural de la zone cotonnière du nord-Bénin	8
Tableau 2.2 Répartition des ménages ruraux de la zone cotonnière du nord-Bénin en catégories socio-économiques selon le seuil de pauvreté alimentaire	12
Tableau 2.3 Répartition des ménages ruraux de la zone cotonnière du nord-Bénin en catégories socio-économiques selon le seuil de pauvreté globale	12
Tableau 2.4 Evolution du ratio de déficit des dépenses par trimestre selon le SPG	14
Tableau 2.5 Pauvreté, poids démographique et coefficient annuel moyen de contribution de la zone à la pauvreté rurale nationale	14
Tableau 2.6 Montant des ressources nécessaires pour éliminer la pauvreté rurale dans la zone cotonnière du nord-Bénin par passage	15
Tableau 2.7 Répartition des ménages ruraux selon le nombre de passages où ils sont pauvres dans la zone cotonnière du nord-Bénin	15
Tableau 3.1a Quelques indicateurs démographiques des ménages de la zone cotonnière du nord-Bénin	16
Tableau 3.1b Indicateurs de dépendance des ménages de la zone cotonnière du nord-Bénin	17
Tableau 3.2 Répartition du nombre moyen d'heures de travail au cours des 7 derniers jours par membre du ménage rural de la zone cotonnière du nord-Bénin	18
Tableau 3.3 Répartition du nombre moyen d'heures de travail au cours des 7 derniers jours par membre du ménage rural non pauvre de la zone cotonnière du nord-Bénin	19
Tableau 3.4 Répartition du nombre moyen d'heures de travail au cours des 7 derniers jours par membre du ménage rural pauvre de la zone cotonnière du nord-Bénin	19

Tableau 3.5	Niveau et sources des revenus trimestriels par membre du ménage de la zone cotonnière du nord-Bénin	22
Tableau 3.6	Niveau et sources des revenus trimestriels par membre du ménage non pauvre de la zone cotonnière du nord-Bénin	22
Tableau 3.7	Niveau et sources des revenus trimestriels par membre du ménage pauvre de la zone cotonnière du nord-Bénin	23
Tableau 3.8	Niveau et composition des dépenses globales par membre du ménage rural de la zone cotonnière du nord-Bénin	25
Tableau 3.9	Niveau et composition des dépenses globales par membre du ménage rural non pauvre de la zone cotonnière du nord-Bénin	25
Tableau 3.10	Niveau et composition des dépenses globales par membre du ménage rural pauvre de la zone cotonnière du nord-Bénin	25
Tableau 3.11	Composition de dépenses alimentaires par membre du ménage rural de la zone cotonnière du nord-Bénin	27
Tableau 3.12	Composition de dépenses alimentaires par membre du ménage rural non pauvre de la zone cotonnière du nord-Bénin	27
Tableau 3.13	Composition de dépenses alimentaires par membre du ménage rural pauvre de la zone cotonnière du nord-Bénin	27
Tableau 3.14	Dépenses pour les céréales et les tubercules par membre du ménage rural de la zone cotonnière du nord-Bénin	28
Tableau 3.15	Dépenses pour les céréales et les tubercules par membre du ménage rural non pauvre de la zone cotonnière du nord-Bénin	28
Tableau 3.16	Dépenses pour les céréales et les tubercules par membre du ménage rural pauvre de la zone cotonnière du nord-Bénin	29
Tableau 3.17	Part de la consommation des principaux produits de base achetée par les membres du ménage rural de la zone cotonnière du nord-Bénin	30
Tableau 3.18	Part de la consommation des principaux produits de base achetée par les membres du ménage rural non pauvre de la zone cotonnière du nord-Bénin	30
Tableau 3.19	Part de la consommation des principaux produits de base achetée par les membres du ménage rural pauvre de la zone cotonnière du nord-Bénin	30
Tableau 3.20	Composition des dépenses non alimentaires par membre du ménage rural de la zone cotonnière du nord-Bénin	32

Tableau 3.21	Composition des dépenses non alimentaires par membre du ménage rural non pauvre de la zone cotonnière du nord-Bénin	32
Tableau 3.22	Composition des dépenses non alimentaires par membre du ménage rural pauvre de la zone cotonnière du nord-Bénin	32
Tableau 3.23	Evolution de l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans de la zone cotonnière du nord-Bénin selon la classification de Waterlow	34
Tableau 3.24	Etat nutritionnel des enfants de moins de 5 ans de la zone cotonnière du nord-Bénin selon le sexe au cours des deux derniers passages	35
Tableau 3.25	Etat nutritionnel des enfants de la zone cotonnière du nord-Bénin selon les catégories socio-économiques	36
Tableau 3.26	Evolution des indicateurs de santé des enfants de moins de 5 ans de la zone cotonnière du nord-Bénin	37
Tableau 3.27	Indicateurs de santé des enfants de moins de 5 ans de la zone cotonnière du nord-Bénin selon le sexe au cours des deux derniers passages	37
Tableau 3.28	Utilisation de certaines pratiques sanitaires auprès des enfants de la zone cotonnière du nord-Bénin au cours des deux derniers passages	38
Tableau 3.29	Recours aux soins de santé des membres de ménages selon les différentes catégories socio-économiques de la zone cotonnière du nord-Bénin	38
Tableau 3.30	Niveau d'éducation des membres des ménages de la zone cotonnière du nord-Bénin dans différentes catégories socio-économiques	40
Tableau 3.31	Niveau d'éducation des membres des ménages de la zone cotonnière du nord-Bénin selon le sexe des membres	41
Tableau 3.32	Accès actuel à l'éducation des enfants des ménages de la zone cotonnière du nord-Bénin selon le sexe de l'enfant	42
Tableau 3.33	Accès actuel à l'éducation des enfants des ménages de la zone cotonnière du nord-Bénin selon le sexe de l'enfant	42
Tableau 3.34	Raisons de non scolarisation des enfants des ménages de la zone Cotonnière du nord-Bénin selon le sexe	43
Tableau 3.35	Nombre moyen et pourcentage des maisons selon le type et la catégorie socio-économique des ménages	44
Tableau 3.36	Nombre moyen des installations fixes selon le type et la catégorie socio-économique des ménages	44
Tableau 3.37	Nombre moyen par type d'équipement agricole possédé par le ménage rural de la zone cotonnière du nord-Bénin	45

Tableau 3.38	Nombre moyen par type d'équipement ménager possédé par le ménage rural de la zone cotonnière du nord-Bénin	46
Tableau 3.39	Nombre moyen par espèce d'animaux possédé par le ménage rural de la zone cotonnière du nord-Bénin	46
Tableau 4.1	Principales difficultés citées par les chefs de ménages hommes	48
Tableau 4.2	Principales difficultés citées par les femmes	48
Tableau 4.3	Principales difficultés citées par les ménages non pauvres	49
Tableau 4.4	Principales difficultés citées par les ménages pauvres	50
Tableau 4.5	Causes, difficultés et solutions adoptées par les ménages ruraux pauvres	51
Tableau 4.6	Causes, difficultés et solutions adoptées par les ménages ruraux non pauvres	52
Tableau 5.1	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la consommation de produits alimentaires par les ménages ruraux de la zone	57
Tableau 5.2	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la consommation de produits non alimentaires par les ménages ruraux de la zone	57
Tableau 5.3	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la rentabilité des cultures vivrières par les ménages ruraux de la zone cotonnière du nord-Bénin	58
Tableau 5.4	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la production des cultures vivrières par les ménages ruraux de la zone cotonnière du nord-Bénin	58
Tableau 5.5	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la rentabilité des cultures de rente par les ménages ruraux de la zone cotonnière du nord-Bénin	59
Tableau 5.6	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la production des cultures de rente par les ménages ruraux de la zone cotonnière du nord-Bénin	59
Tableau 5.7	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la rentabilité des activités de transformation agro-alimentaire par les ménages ruraux de la zone cotonnière du nord-Bénin	59
Tableau 5.8	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la rentabilité des activités de commerce par les ménages ruraux de la zone cotonnière du nord-Bénin	60

Tableau 5.9	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la solidarité communautaire des ménages ruraux de la zone cotonnière du nord-Bénin	60
-------------	---	----

LISTE DES GRAPHIQUES ET FIGURES

Graphique 2.1	Evolution des seuils trimestriels de pauvreté alimentaire et non alimentaire au niveau de la zone cotonnière du nord-Bénin	9
Graphique 2.2	Evolution de l'incidence de pauvreté et de la vulnérabilité alimentaires rurales par trimestre dans la zone cotonnière du nord-Bénin	13
Graphique 2.3	Evolution de l'incidence de pauvreté et de la vulnérabilité globales rurales par trimestre dans la zone cotonnière du nord-Bénin	14
Graphique 3.1	Répartition du temps moyen de travail des ménages de la zone cotonnière du nord-Bénin selon les différentes activités	18
Graphique 3.2	Evolution du temps moyen de travail par équivalent-adulte des ménages de la zone cotonnière du nord-Bénin selon les catégories socio-économiques	19
Graphique 3.3	Source des revenus des ménages ruraux non pauvres de la zone cotonnière du nord-Bénin	20
Graphique 3.4	Source des revenus des ménages ruraux pauvres de la zone cotonnière du nord-Bénin	21
Graphique 3.5	Evolution du niveau des revenus trimestriels des ménages ruraux de la zone cotonnière du nord-Bénin	22
Graphique 3.6	Structure des dépenses de consommation selon les catégories de ménages ruraux de la zone cotonnière du nord-Bénin	24
Graphique 3.7	Evolution des dépenses de consommation alimentaires et non alimentaires des ménages ruraux de la zone cotonnière du nord-Bénin	24
Graphique 3.8	Structure des dépenses de consommation alimentaire selon la catégorie socio-économique des ménages ruraux de la zone cotonnière du nord-Bénin	26
Graphique 3.9	Structure des dépenses de consommation non alimentaire selon la catégorie socio-économique des ménages ruraux de la zone cotonnière du nord-Bénin	31
Graphique 3.10	Répartition des enfants de moins de 5 ans selon leur état nutritionnel au niveau de la zone cotonnière du nord-Bénin	33

Graphique 3.11 Evolution du pourcentage des enfants de moins de 5 ans émaciés au niveau de la zone cotonnière du nord-Bénin	34
Graphique 3.12 Recours aux soins de santé des membres des ménages ruraux selon les catégories socio-économiques au niveau de la zone cotonnière du nord-Bénin	39
Graphique 3.13 Répartition des membres des ménages ruraux de la zone cotonnière du nord-Bénin selon leur niveau d'éducation	40
Graphique 3.14 Niveau d'éducation des membres des ménages ruraux de la zone cotonnière du nord-Bénin selon le sexe	41
Graphique 3.15 Taux de scolarisation des enfants de la zone cotonnière du nord-Bénin selon les catégories socio-économiques des ménages ruraux	42
Graphique 3.16 Raisons de non scolarisation des enfants de la zone cotonnière du nord-Bénin	43
Graphique 5.1 Evolution des prix des principaux produits alimentaires consommés dans la zone cotonnière du nord-Bénin	56
Figure 6.1 Cube d'orientation stratégique pour l'amélioration des conditions de vie et de lutte contre la pauvreté rurale	62
Figure 6.2 Positionnement des mesures proposées dans le domaine de l'augmentation des revenus des ménages ruraux	66
Figure 6.3 Positionnement des mesures proposées dans le domaine de l'amélioration de l'accès des ménages ruraux aux services sociaux	69
Figure 6.4 Positionnement des mesures proposées dans le domaine de l'amélioration du cadre politique, administratif et social de la vie rurale	71
Figure 6.5 Positionnement des mesures proposées dans le domaine de la maîtrise de la croissance démographique en milieu rural	72

LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES

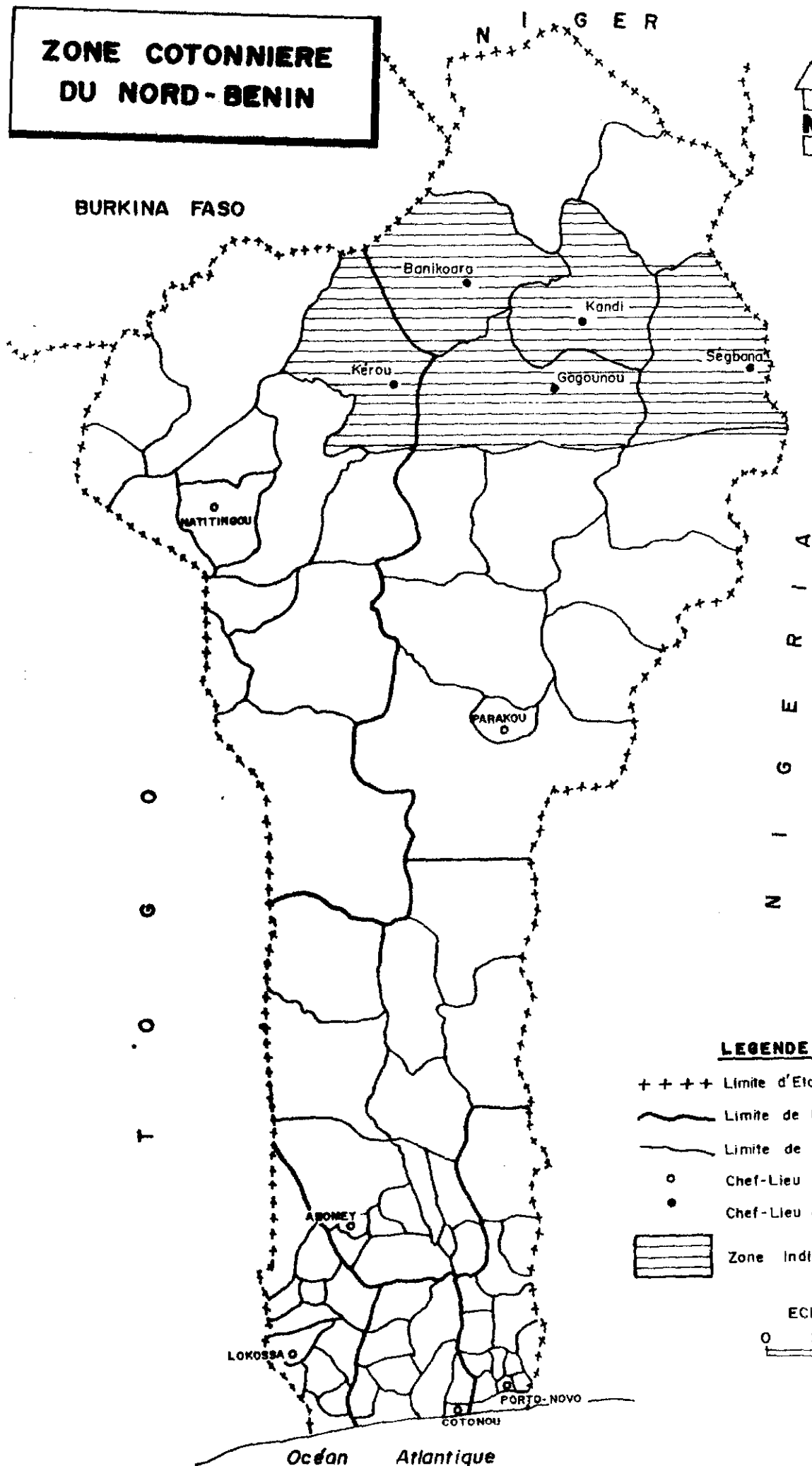
APV:	Agent Polyvalent de vulgarisation (ex AVA: Agent de Vulgarisation Agricole)
CARDER:	Centre d'Action Régionale pour le Développement Rural
CCS:	Centre Communal de Santé
CLCAM:	Caisse Locale de Crédit Agricole Mutuelle
DANA:	Direction de l'Alimentation et de la Nutrition Appliquée
DSA:	Dimensions Sociales de l'Ajustement
DTC3:	Troisième dose du vaccin contre la Diphtérie, le Tétanos et la Coqueluche
EBC:	Enquête Budget Consommation
ECVR:	Enquête sur les Conditions de Vie des ménages Ruraux
EPPR:	Etude sur les Perceptions de la Pauvreté en milieu Rural
FAO:	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
IEC:	Information, Education et Communication
INSAE:	Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique
MDR:	Ministère du Développement Rural
ONG:	Organisation Non Gouvernementale
PAM:	Programme Alimentaire Mondial
PDRI:	Projet de Développement Rural Intégré
PNUD:	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPSA:	Projet Pilote de Sécurité Alimentaire
SIBC:	Système d'Information à Base Communautaire
SNV:	Service Néerlandais des Volontaires
SPA:	Seuil de Pauvreté Alimentaire
SPG:	Seuil de Pauvreté Global
SPNA:	Seuil de Pauvreté Non Alimentaire

TRO:	Thérapie de Réhydratation Orale
UNICEF:	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UVS:	Unité Villageoise de Santé
VAR:	Vaccin Anti Rougeoleux

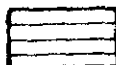
ZONE COTONNIERE DU NORD-BENIN

BURKINA FASO

N I G E R



LEGENDE

- ++++ Limite d'Etat
- ~~~~~ Limite de Département
- — — Limite de Sous-Préfecture
- Chef-Lieu de Département
- Chef-Lieu de Sous-Préfecture
-  Zone Indiquée

ECHELLE

0 25 50Km

Océan Atlantique

INTRODUCTION

En parallèle à la mise en oeuvre des programmes d'ajustement structurel, le gouvernement béninois et les agences d'aide ont accordé une attention particulière à la lutte contre la pauvreté. L'approche Dimensions Sociales de l'Ajustement (DSA) a été initiée conjointement en 1988 par la Banque Mondiale, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et la Banque Africaine de Développement avec le soutien de nombreux organismes bilatéraux de coopération.

Un des problèmes auxquels ils font face pour définir leurs interventions est le manque de connaissances sur les conditions de vie en milieu rural. La Banque mondiale a publié un rapport sur la pauvreté en 1994 qui constitue une très bonne étude documentaire basée sur les données existantes complétées par une enquête qualitative. La seule enquête en profondeur sur les conditions de vie est l'enquête budget-consommation (EBC) menée par l'Institut National de la Statistique de l'Analyse Economique en 1986/87, ce qui fait déjà dix (10) ans. Il y avait donc un besoin pour une enquête nationale actuelle sur les conditions de vie en milieu rural et la pauvreté rurale, d'autant plus que la dévaluation du F.CFA de janvier 1994 a certainement modifié les conditions de vie des ménages.

Le PNUD et le Ministère du Développement Rural (MDR) dans le cadre de la mise en place d'un **observatoire sur les ménages ruraux** ont d'abord réalisé une étude qualitative sur les perceptions des dimensions de la pauvreté, du bien-être et de la richesse en milieu rural (EPPR) en 1993/94 afin d'orienter l'étude sur les conditions de vie en milieu rural (ECVR) menée en 1994/95 avec la collaboration de l'UNICEF en ce qui concerne les volets nutritionnel et sanitaire.

Les **objectifs** de l'étude sur les conditions de vie en milieu rural étaient les suivants:

- 1) fournir une vision actuelle des conditions de vie en milieu rural dans tout le pays;
- 2) établir un profil de la pauvreté en milieu rural;
- 3) proposer des mesures d'amélioration des conditions de vie en milieu rural.

Ces objectifs devaient être atteints avec un minimum d'argent et de temps. On a donc privilégié des enquêtes les plus légères possibles tout en respectant les procédures statistiques habituelles. L'ECVR a suivi le zonage agro-écologique du MDR pour tenir compte de la diversité des situations des ménages ruraux et mener des analyses sur des ensembles géographiques relativement homogènes.

Ce document présente la synthèse des résultats de l'étude sur les conditions de vie des ménages ruraux dans la **ZONE COTONNIERE DU NORD-BENIN**. Le document est divisé en six grandes parties.

La première partie fait une présentation générale des caractéristiques démographiques, agro-écologiques et des infrastructures socio-sanitaires de la zone.

La deuxième partie analyse l'incidence et la profondeur de la pauvreté en milieu rural. Elle présente l'évolution des seuils de pauvreté alimentaire et non-alimentaire au cours de l'année et analyse l'impact des changements saisonniers de prix sur la prévalence de la pauvreté dans la zone.

La troisième partie est la plus substantielle dans la mesure où elle présente les caractéristiques socio-économiques des ménages ruraux. Une analyse détaillée par catégorie de ménages pauvres et

non-pauvres est présentée comparant les caractéristiques démographiques, le temps de travail par type d'activité économique, les sources et le niveau des revenus, le niveau et la structure des dépenses de consommation alimentaire et non-alimentaire par type de produit, l'état nutritionnel des enfants de moins de cinq ans, le degré d'utilisation des services socio-sanitaires, le niveau d'éducation, la fréquentation scolaire et le patrimoine des ménages.

La quatrième partie du rapport présente une analyse des principaux problèmes rencontrés par les ménages ruraux dans l'exercice de leurs activités économiques. Elle compare les ménages appartenant à différentes catégories socio-économiques (Chef de ménage homme, femme, pauvre et non-pauvre). L'analyse identifie les principales causes de ces difficultés et les solutions qu'ont adoptées les ménages pour remédier à ces problèmes.

La cinquième partie aborde les impacts spécifiques de la dévaluation du FCFA sur le comportement des ménages ruraux et analyse les effets de cette mesure sur leurs activités économiques et la solidarité communautaire.

La dernière partie du rapport formule des orientations pour l'amélioration des conditions de vie et la lutte contre la pauvreté rurale dans la zone. Cette partie discute dans un premier temps des principes directeurs qui doivent soutenir les actions pour qu'elles soient efficaces et durables. Les autres sections sont consacrées aux divers domaines d'interventions qui pourraient améliorer les conditions de vie des ménages ruraux tout en mettant l'accent sur les actions spécifiques à mener en direction des ménages défavorisés.

Un document synthèse a également été rédigé au niveau national. Il complète celui-ci dans la mesure où il permet de comparer les zones les unes par rapport aux autres.

La méthodologie détaillée de l'étude et de l'analyse des données fait l'objet d'un document séparé. On y retrouve tous les éléments concernant les questionnaires d'enquête, la méthode ayant permis le calcul des seuils de pauvreté de même que le plan d'analyse détaillé des données des enquêtes ménages et prix.

I. DESCRIPTION ET CARACTERISTIQUES DE LA ZONE

1.1. Délimitations

La zone 2 est désignée sous le nom de "*Zone Cotonnière du Nord-Bénin*" en raison de sa situation géographique et de l'importance de sa production cotonnière. Elle couvre les sous-préfectures de **Ségbana**, **Gogounou**, **Banikoara**, la **Circonscription Urbaine de Kandi** dans le département du Borgou et la sous-préfecture de **Kérou** dans le département de l'Atacora (voir carte de la page suivante).

Avec une superficie de 20.930 km² (18 % du territoire national) dont 56 % environ de terres cultivables, cette zone est limitée à l'Est par la République Fédérale du Nigéria, au Nord par les sous-préfectures de Malanville, de Karimama et par la République du Burkina-Faso, au Sud par les sous-préfectures de Kalalé, Bembéréké, Sinendé, Péhunco et Kouandé et à l'Ouest par celle de Tanguiéta.

1.2. Caractéristiques démographiques

D'après les résultats du Recensement Général de la Population et de l'Habitat de Février 1992, la population de la zone cotonnière du nord-Bénin était évaluée à 301.983 habitants, avec une densité relativement faible de l'ordre de 14 hbts/km². C'est une zone essentiellement rurale et agricole. On y compte une seule ville (Kandi). La population agricole est estimée à 275.235 hbts, soit 91 % de la population totale. Les Bariba, les Boko, les Peulh, les Mokolé et les Dendi sont les ethnies dominantes. Ces populations pratiquent surtout l'animisme et l'islam.

1.3. Caractéristiques agro-écologiques

Le climat est de type soudanien avec toutefois une influence de la montagne dans la sous-préfecture de Kérou. L'unique saison des pluies dure environ 6 mois avec une pluviosité moyenne annuelle oscillant entre 800 et 1200 mm. La période de croissance végétative varie entre 140 et 180 jours.

La végétation est une savane arborée herbeuse fortement dégradée par l'emprise anthropique, évoluant ainsi vers la savane arbustive. Les domaines protégés par l'Etat (forêt de l'Alibori Supérieur, Parc National « W » du Niger, forêt de la Sota, forêt des Trois Rivières) sont également menacés.

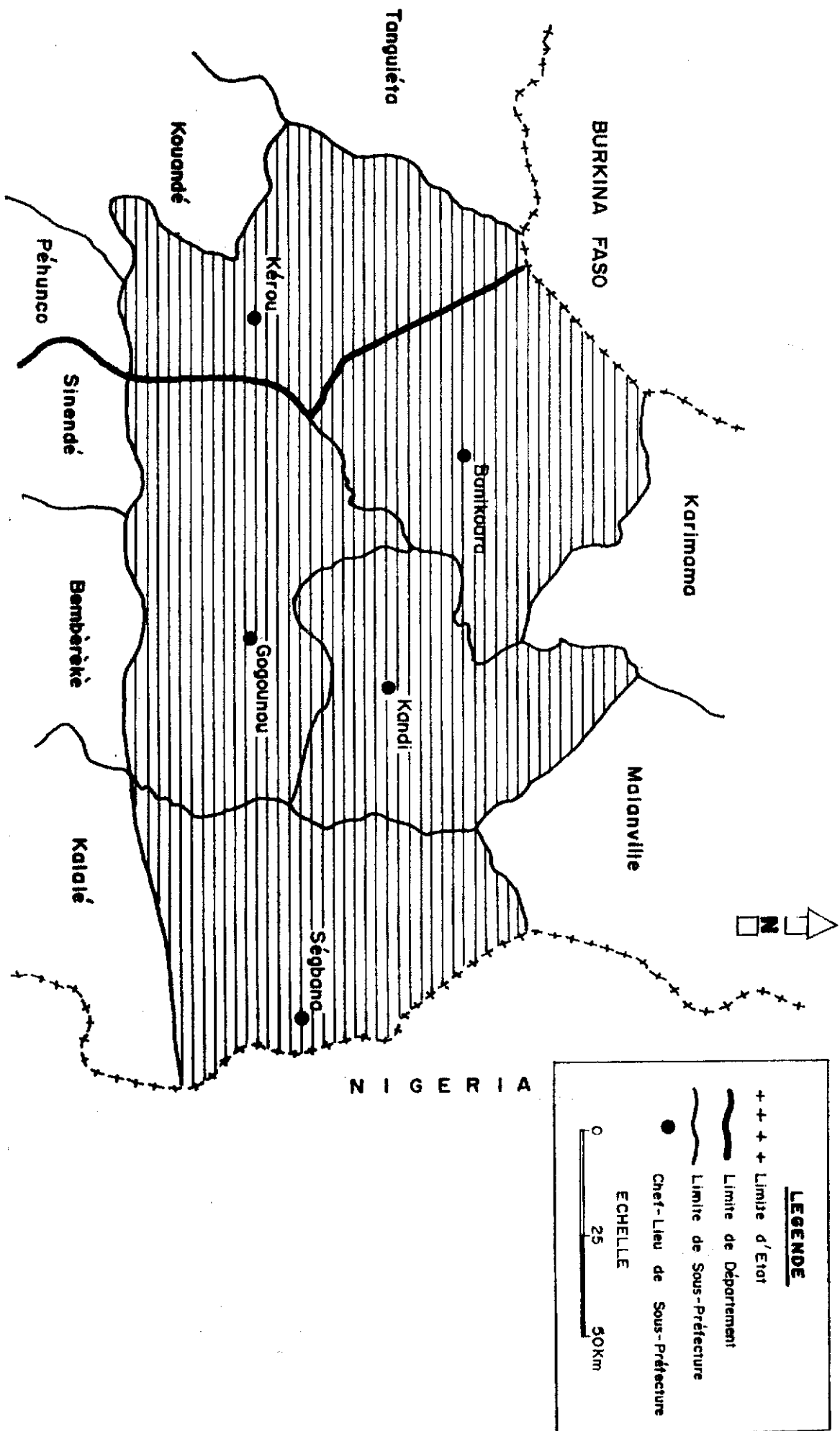
On rencontre dans la zone des forêts galeries le long des cours d'eau, des vallons peuplés d'essences ripicoles (caïlcédrat, le faux acajou, le lingue, etc...).

Le relief est un ensemble de plateaux parfois modelés dans une série sédimentaire du crétacé vers l'Est s'étendant sur la pénélaine cristalline qui est un ensemble valonné couronné de buttes cuirassées et de collines, de grès ferrugineux qui rejoignent la plus grande partie de la chaîne atacorienne vers l'Ouest.

La zone est traversée par les affluents du fleuve Niger que sont de l'Ouest à l'Est : le Mékrou, l'Alibori et la Sota. Les rivières qui drainent leurs eaux vers ces affluents du Niger tarissent pour la plupart en saison sèche.

Les sols proviennent du continental terminal (grès de Kandi) et du socle granito-gneissique. Dans la partie de la zone se situant dans le Borgou, les sols sont relativement profonds, peu

ZONE COTONNIERE DU NORD-BENIN



concrétionnés, parfois caillouteux ou sableux, favorables aux cultures vivrières et industrielles. On y rencontre également des sols argileux, limoneux noirs de bas-fonds, marécages et forêts galeries très fertiles où se font la riziculture, le maraîchage et la culture de l'igname. Dans la sous-préfecture de Kérou, on rencontre des sols peu profonds très concrétionnés en surface, pauvres à faible capacité de rétention et des sols hydromorphes profonds inondables et exposés à l'érosion. Ces sols sont exploités pour la culture du riz en contre-saison, l'igname, le manioc ou le maraîchage.

La zone cotonnière du nord-Bénin est réputée non seulement pour la culture du coton mais également pour certaines cultures vivrières telles que le maïs et le sorgho. En ordre d'importance dans le système d'assolement, les principales cultures sont le maïs, le sorgho (16 à 30 %), l'arachide (2 à 10 %) et le niébé (0,1 à 8 %).

L'extension du coton, seule spéculation qui dispose d'une filière organisée, commence à poser le problème de disponibilité en terres. Le maïs a connu une forte croissance au cours des dernières années et il concurrence maintenant le coton du point de vue des superficies emblavées.

Dans la plus grande partie de la zone, l'igname est en nette regression à cause de l'insuffisance des pluies, de la rareté des terres fertiles et de la progression des cultures de rente.

Les principaux types de rotation sont :

- Coton, maïs-sorgho, coton, maïs-sorgho, coton, maïs-sorgho, jachère
- Coton, coton, maïs-sorgho, maïs-sorgho, coton, maïs, jachère
- Igname, maïs-sorgho, coton, sorgho, arachide, jachère.

Les terres sont mises en jachère après environ 5 ans d'utilisation. Cette durée est plus longue chez certains agriculteurs à cause de l'importance croissante du coton et de l'application des engrais chimiques.

La culture attelée est très développée dans la zone et s'étend même de plus en plus à l'ethnie Peulh.

L'agriculture n'est pas la seule activité de la zone. En effet, l'élevage y est également très développé. On y rencontre par ordre d'importance l'élevage des bovins, des ovins, des caprins et des volailles. Les effectifs des principales espèces ont connu l'évolution suivante entre 1990 et 1992.

Tableau 1.1. : Effectifs des principales espèces animales de la zone cotonnière du nord-Bénin

Espèces	Année		
	1990	1991	1992
Bovins	283.650	363.475	380.488
Caprins	158.450	115.430	127.547
Ovins	144.790	140.450	140.441

Source: DE/MDR, 1993

Les éleveurs ayant exclusivement l'élevage comme seule activité sont de plus en plus rares et on rencontre en majorité des agro-éleveurs avec parfois des effectifs très importants malgré la prédominance de l'agriculture. La transhumance qui s'étend désormais à certains Bariba est pratiquée le long des grands cours d'eau ou autour de quelques retenues d'eau disponibles dans la zone. Le confiage des boeufs aux Peulhs est encore une pratique courante dans le milieu.

Les contraintes sont nombreuses. On peut citer entre autres :

- la baisse de la pluviométrie,
- la surexploitation des terres,
- la déforestation très poussée,
- la divagation des bêtes et le surpâturage,
- l'insuffisance des points d'eaux,
- la faible couverture sanitaire (nombreuses épizooties),
- sérieux problèmes de commercialisation pour les vivriers,

Quant aux atouts, on peut retenir :

- le développement de la culture attelée,
- l'existence de bas-fonds aménageables,
- l'effectif important du cheptel,
- le grand développement de la culture du coton,
- l'adoption progressive des thèmes techniques par les producteurs (coton et maïs),
- la grande disponibilité des terres dans certaines régions (Ségbana).

1.4. Infrastructures socio-économiques des villages de la zone

La zone paraît mal équipée en matière d'infrastructures socio-économiques. En effet, selon les résultats de l'enquête consignés dans les tableaux 1.2 a et b, on observe que:

- Moins d'un village dispose d'une école primaire (0,7 école par village). Il faut noter toutefois que dans la réalité, seuls quelques rares petits villages n'ont pas leur école.

- Dans le domaine de la santé, 56 % des villages ont un dispensaire dans un rayon de 5 km et 25 % ont accès à une maternité dans ce rayon. Ceci montre que les femmes de cette zone éprouvent d'énormes difficultés pour se faire suivre par une sage-femme. Les cabinets médicaux et les dépôts pharmaceutiques sont rares. Les unités villageoises de santé quant à elles ont complètement disparu.

- La zone semble bénéficier d'un accès facile à l'eau potable puisque presque chaque village dispose d'une fontaine ou d'un forage public qui fonctionne.

- A la faveur du développement de la culture cotonnière, chaque village dispose de son magasin d'intrants dans la zone.

- 87% des villages de la zone sont accessibles en permanence ou de façon saisonnière par camion. Toutefois, la situation doit être nuancée car de grandes zones de production restent enclavées pendant toute la saison des pluies (beaucoup de localités de Ségbana, certaines parties des sous-préfectures de Banikoara et de Kérou).

- La présence de banque de céréales est particulièrement faible. Cette situation n'est pas inquiétante dans la mesure où un effort se fait par l'ACODER dans ce sens notamment dans sous-

préfecture de Banikoara. Avec le développement de la culture du maïs, cette situation pourrait cependant changer. Les ménages produisent une grande partie des produits vivriers nécessaires pour l'auto-consommation et on dénombre plusieurs grands marchés ruraux dans la zone (Gogounou, Founongo, Banikoara, Goumori, Piami, Toura, Kérou, etc...) qui réduisent les problèmes d'approvisionnement. Ceci explique sans doute le nombre relativement faible de boutiques villageoises.

Tableau 1.2a: Infrastructures socio-économiques des villages de la zone cotonnière du nord-Bénin

Infrastructures socio-économiques	Nombre recensé	Nombre moyen par village
Ecoles primaires	11	0,7
Dispensaires	5	0,3
Maternités	5	0,3
Unités villageoises de santé fonctionnelles	-	-
Cabinets médicaux	2	0,1
Dépôts pharmaceutiques	2	0,1
Fontaines et forages publics fonctionnels	15	0,9
Boutiques	5	0,3
Banques de céréales	2	0,1
Magasins de stockage d'intrants	16	1,0
Marché	7	0,4

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Nombre total de villages = 16

Tableau 1.2b: Infrastructures socio-économiques des villages de la zone cotonnière du nord-Bénin

Infrastructures socio-économiques	Nombre de villages concernés	%
Villages ayant un dispensaire dans un rayon de 5 km	9	56,3
Villages ayant une maternité dans un rayon de 5 km	4	25,0
Villages accessibles par camion en permanence	10	62,5
Villages accessibles par camion de manière saisonnière	4	25,0
Villages non accessibles en camion	2	12,5
Villages accessibles par vélo en permanence	15	93,8
Villages accessibles par vélo de manière saisonnière	1	6,3
Villages non accessibles en vélo	0	0,0
Villages accessibles par barque en permanence	0	0,0
Villages accessibles par barque de manière saisonnière	0	0,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Nombre total de villages = 16

1.5. Organisations paysannes

Les résultats de l'enquête indiquent la présence de nombreuses organisations paysannes. Ainsi, en ce qui concerne les organisations de prestation de service, on rencontre partout des groupements villageois (GV). Les groupements d'entraide sont moins développés (moins d'un par village) car le travail individuel est favorisé en raison du développement des modes de production (culture attelée).

Quant aux groupements de production, il faut surtout noter l'importance de groupements de femmes et de jeunes. L'expansion des groupements de femmes en moyenne (1,2 groupement par village) s'est accentuée avec le Fonds Villageois qui a favorisé l'émergence de nombreuses associations de femmes. L'importance numérique des groupements de jeunes (1,4 par village en moyenne) s'explique par le fait que dans presque tous les villages les jeunes s'organisent pour se doter d'un orchestre et acceptent de travailler ensemble (soit en faisant un champ communautaire, soit en offrant des prestations de service) pour acquérir les instruments de musique et faire face aux frais de fonctionnement de l'orchestre.

Tableau 1.3 Organisations paysannes de la zone cotonnière du Nord-Bénin

Type de groupement	Nombre	Nombre moyen par village
Groupements villageois fonctionnels	17	1,1
Groupements à vocation coopérative fonctionnels	2	0,1
Groupements de jeunes fonctionnels	23	1,4
Groupements de femmes fonctionnels	19	1,2
Groupes de tontines fonctionnels	3	0,2
Groupements d'entraide mutuelle fonctionnels	9	0,6

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Enfin, les groupements à Vocation Coopérative sont plutôt en voie de disparition (2 seulement dans les 16 villages) retenus. Contrairement à ce qui s'observe dans les autres zones, les ruraux de la zone cotonnière du nord-Bénin n'accordent pas d'importance aux groupes de tontine ou associations rotatives d'épargne et de crédit (AREC). La raison est qu'ils disposent d'assez d'épargne pour pouvoir accéder au crédit des Caisses Locales de Crédit Agricole (CLCAM). Dans ces conditions, ils ne sentent pas la nécessité de se regrouper en groupements de crédit tels que les groupes de tontine.

II. INCIDENCE ET PROFONDEUR DE LA PAUVRETE RURALE

2.1. Evolution des seuils de pauvreté rurale

Pour l'analyse de l'ampleur et de la profondeur de la pauvreté dans la zone, trois seuils ou lignes de pauvreté ont été définis de la manière suivante :

- * **Le seuil de pauvreté alimentaire (SPA)** fait référence à la dépense minimale nécessaire à un individu ou à un ménage pour se procurer un panier de biens alimentaires qui respecte à la fois les normes nutritionnelles d'un régime alimentaire équilibré et les habitudes de consommation de la population rurale considérée ;
- * **Le seuil de pauvreté non-alimentaire (SPNA)** fait référence à la dépense minimale nécessaire pour acquérir les biens non-alimentaires et accéder aux services publics essentiels à la population ;
- * **Le seuil de pauvreté global (SPG)** est obtenu simplement en faisant la somme des seuils de pauvreté alimentaire et non-alimentaire (SPA et SPNA).

En raison des différences observées dans les habitudes de consommation alimentaire des populations et dans les niveaux des prix des produits de base, les trois types de seuils de pauvreté ont été calculés pour chacune des zones étudiées. De même, des seuils de pauvreté ont été calculés à chaque passage, soit à chaque trimestre, en raison des variations saisonnières de prix et de l'impact de la dévaluation du F.CFA. Enfin, il est à noter que ces seuils ont été calculés par équivalent adulte et non par individu.

Sur une base annuelle, les seuils de pauvreté alimentaire (SPA) et non-alimentaire (SPNA) ont été estimés respectivement à 32.400 F.CFA et 21.200 F CFA par équivalent-adulte pour donner un seuil de pauvreté globale (SPG) de 53.700 F CFA par équivalent-adulte dans la zone cotonnière du nord-Bénin.

Tableau 2.1
Evolution des seuils de pauvreté en milieu rural de la zone cotonnière du Nord-Bénin

Seuils de pauvreté	Mars-mai 94	Juin-Août 94	Sept.-Nov. 94	Déc.94-Fév.95	Moyenne
Seuil de pauvreté alimentaire	26 851	30 411	32 989	39 503	32 439
Seuil de pauvreté non alimentaire	31 521	9 603	12 829	31 038	21 248
Seuil de pauvreté globale	58 372	40 014	45 818	70 541	53 687

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Le seuil de pauvreté alimentaire (SPA) a augmenté à chaque trimestre de l'enquête. On constate que les prix des produits alimentaires ont cru de 47 % environ entre le premier et le dernier passages de l'ECVR.

Contre toute attente, le SPA a connu un accroissement au 3^e passage (Septembre-Novembre) qui coïncide pourtant avec la période des récoltes des principaux produits alimentaires. Deux raisons fondamentales expliquent cet accroissement de 8 % environ du SPA :

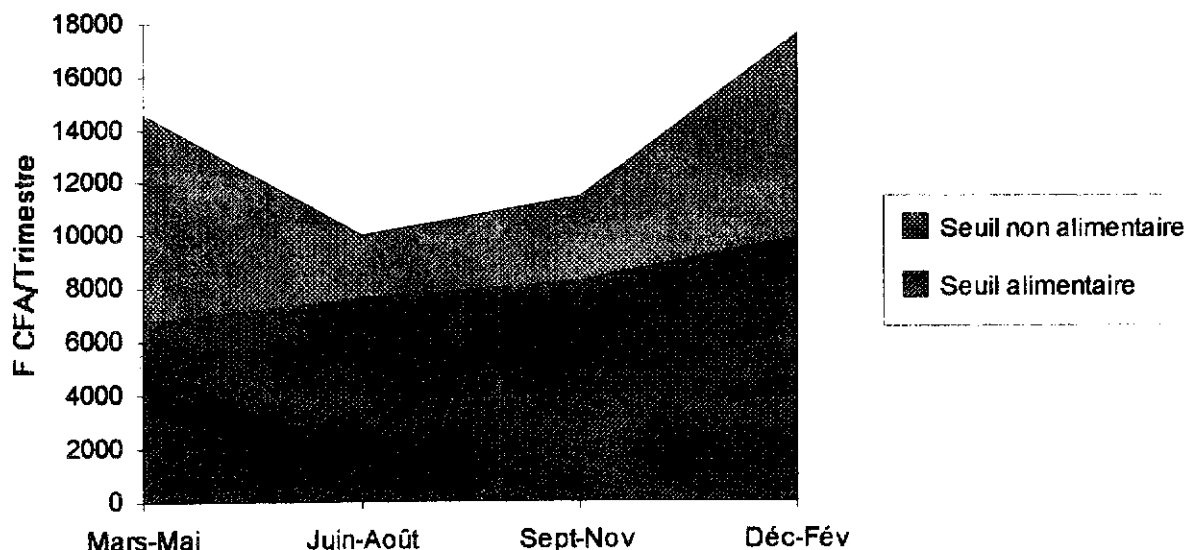
- préoccupés par la récolte tardive du coton, les producteurs ont retardé ou abandonné la récolte de vivriers. Cela a eu pour effet la réduction de l'offre de ces produits et par conséquent une augmentation des prix sur le marché ;
- le paiement par l'Etat (suite à la dévaluation du F.CFA) de 10 F par kilogramme de coton précédemment vendu a accru les revenus des producteurs. Cet accroissement inattendu des revenus a aussi réduit l'offre de vivriers sur le marché (les producteurs n'ayant plus besoin de vendre leurs vivriers pour faire face aux frais de récolte du coton ont ainsi réduit l'offre).

L'accroissement le plus important du SPA a été enregistré au 4^e passage (Décembre 1994 - Février 1995; voir graphique 2.1). Cette hausse de 20 % par rapport au troisième passage s'explique par l'abondance des revenus pendant cette période de commercialisation du coton. La forte demande dans le but de reconstituer les stocks vivriers a accru les prix sur les marchés. Toutefois, un phénomène d'inflation inhabituel a été observé et pourrait être lié à la dévaluation du F.CFA.

Le **seuil de pauvreté non-alimentaire (SPNA)** élevé au premier passage coïncide avec la période de construction et des festivités diverses (cérémonies, mariages, etc) qui occasionnent beaucoup de dépenses vestimentaires. Le seuil est tombé à 9.603 F au deuxième passage, accusant ainsi une baisse de 70 % liée principalement à une diminution de la demande des produits non-alimentaires (matériaux de construction, habillement, etc...). En effet, Juin-Août correspond à la période d'intenses activités agricoles et est peu propice aux constructions d'habitat. Pendant cette période, la soudure alimentaire préoccupe plus que l'habillement.

Le seuil s'est accru de 34 % au 3^e passage. Il revient pratiquement à son niveau du premier passage en Décembre-Février (31.038 F soit 98 % du niveau de Mars-Mai; voir graphique 2.1). Cette période est similaire à celle du premier passage en ce sens que les constructions et les festivités diverses pré-citées démarrent en Décembre pour se poursuivre jusqu'en Avril-Mai. C'est ce qui explique la similitude de ces deux seuils de pauvreté non alimentaire avec toutefois une légère hausse en période de pointe (Mars-Mai).

Graphique 2.1:
Evolution des seuils trimestriels de pauvreté alimentaire et non-alimentaire
au niveau de la zone cotonnière du nord-Bénin



Le **seuil de pauvreté global (SPG)** qui en découle évolue de la même manière que le SPNA sauf qu'il enregistre lui son niveau le plus élevé en Décembre- Février sous l'effet conjugué de la hausse des seuils de pauvreté alimentaire et non-alimentaire.

2.2. Indicateurs de la pauvreté rurale

2.2.1. Choix conceptuels et méthodologiques de base

2.2.1.1. Classement des ménages en catégories socio-économiques homogènes

Les ménages ont été classés en groupes socio-économiques homogènes selon un ordre décroissant de dépenses de consommation (incluant l'auto-consommation) en équivalent-adulte, pour un trimestre considéré et pour une année. Trois catégories de ménages ont été définies :

- la première catégorie, les « **non pauvres** » regroupe les ménages qui ont enregistré des dépenses moyennes supérieures à 150 % du seuil de pauvreté considéré ;
- la deuxième catégorie les « **vulnérables** » regroupe les ménages dont les dépenses réelles moyennes sont comprises entre 100 et 150 % du seuil de pauvreté considéré ;
- la troisième catégorie les « **pauvres** » regroupe les ménages dont les dépenses réelles moyennes sont inférieures au seuil de pauvreté considéré.

2.2.1.2. Indicateurs de la pauvreté¹

¹ / Pour tenir compte à la fois de l'incidence de la pauvreté, c'est-à-dire du nombre de pauvres, mais aussi de la profondeur de la pauvreté, et de sa gravité, un indice de pauvreté a été calculé en reprenant la méthodologie proposée par Foster, Greer et Thorbecke (1984) ("A Class of Decomposable Poverty Measures" *Econometrica*). Cet indice de pauvreté P_α se calcule comme suit :

$$(1) \quad P_\alpha = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^q \frac{z - y_i}{z} \alpha \quad \alpha > 0$$

où z : ligne ou seuil de pauvreté (SPA ou SPG)

y_i : dépense réelle moyenne du membre du ménage i

α : coefficient reflétant différents degrés d'importance accordés à l'égard de la profondeur de la pauvreté

n : population totale (membres de tous les ménages en équivalent-adultes)

q : nombre de pauvres (membres des ménages en équivalent-adultes en dessous du seuil de pauvreté).

Si $\alpha = 0$, on ne se préoccupe que de l'incidence (H) de la pauvreté et pas de sa profondeur. L'indice P_0 est alors égal à la proportion de pauvres dans la population.

$$(2) \quad H = \frac{q}{n}$$

On calcule aussi un coefficient de contribution à la pauvreté nationale. Si la population est divisée en sous-groupes j , la contribution de chaque sous-groupe à la pauvreté nationale est mesurée par le coefficient C_j :

$$C_j = \frac{x_j P_{\alpha_j}}{P_\alpha}$$

où x_j : proportion du sous-groupe j dans la population totale

P_{α_j} : indice de pauvreté du sous-groupe j

P_α : indice national de pauvreté

- **L'incidence de la pauvreté alimentaire**, c'est à dire le pourcentage de la population rurale en dessous du seuil de pauvreté alimentaire. Elle est la proportion de la population rurale qui n'arrive même pas à subvenir à ses besoins alimentaires. Il s'agit donc là d'un indicateur de pauvreté extrême.
- **L'incidence de la pauvreté globale**, c'est le pourcentage de la population rurale qui n'arrive pas à subvenir à ses besoins de base alimentaires et non-alimentaires;
- **Le ratio du déficit de dépenses**, soit le quotient de l'écart entre les dépenses moyennes des pauvres et le seuil de pauvreté sur le seuil de pauvreté en question. C'est donc un indicateur de la profondeur de la pauvreté;
- **Un coefficient de contribution de chaque zone agro-écologique à la pauvreté rurale nationale**. Ce coefficient est calculé pour une zone donnée en multipliant la part de cette zone dans la population totale par le ratio de l'incidence de pauvreté dans la zone sur l'incidence nationale de pauvreté;
- **Le montant total des ressources nécessaires pour éliminer la pauvreté rurale** si le ciblage sur les pauvres était parfait. Ce montant est calculé en multipliant l'écart entre le revenu moyen des pauvres et le seuil de pauvreté par le nombre de pauvres.

2.2.2. Incidence de la pauvreté alimentaire

Selon les données moyennes annuelles, l'étude révèle que dans la zone cotonnière du nord-Bénin, un peu plus d'un ménage sur six (17,3%) se trouve en dessous du seuil de pauvreté alimentaire (SPA), c'est-à-dire n'a pas satisfait ses besoins alimentaires. Cette incidence est presque similaire à celle observée au niveau national (16,3 %).

En considérant le SPA, le tableau 2.2 montre que la plus forte incidence de la pauvreté au cours de l'année se manifeste entre Septembre et Novembre (28%). Cette période correspond à la période de récolte au cours de laquelle on devrait normalement s'attendre à une amélioration de la situation alimentaire. Mais en réalité le seuil de pauvreté alimentaire a augmenté au cours de cette période pour des raisons déjà évoquées plus haut (section 2.1). Ceci a limité l'accès aux produits vivriers (l'offre étant faible); ce qui justifie l'augmentation de l'incidence.

Tableau 2.2 Répartition des ménages ruraux de la zone cotonnière du nord-Bénin en catégories socio-économiques selon le seuil de pauvreté alimentaire

Catégories	Mars-Mai 94	Juin-Août 94	Sept-Nov 94	Déc 94-Fév 95	Moyenne
Non-pauvres	90,0	58,2	58,2	61,4	66,9
Vulnérables	4,3	22,4	13,7	22,8	15,8
Pauvres	5,7	19,4	28,1	15,8	17,3
Pays	10,5	18,1	22,9	13,6	16,3

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

La plus faible incidence de la pauvreté alimentaire s'observe entre Mars-Mai (6%) et s'expliquerait essentiellement par l'importance de l'offre des produits vivriers sur les marchés et les moyens financiers dont disposent les ménages en cette période. L'accès économique à ces produits est fortement favorisé par le niveau généralement élevé des revenus des ménages (recettes de la vente du coton et des autres produits agricoles).

2.2.3. Incidence de la pauvreté globale

Les données du tableau 2.3 mettent en évidence les faits saillants suivants :

- Tout comme au niveau national un ménage rural sur trois, selon les données annuelles, n'a pas satisfait ses besoins tant alimentaires que non alimentaires minima. Cette situation est préoccupante et pose le problème d'utilisation du revenu d'autant plus que les producteurs de cette zone bénéficient des retombées de la vente du coton.
- Par rapport à la moyenne annuelle, la situation de la pauvreté est très critique durant six mois sur douze (de Septembre à Février), avec une incidence de la pauvreté d'environ 43% contre une moyenne de 25% le reste de l'année.
- L'incidence de la pauvreté globale est plus élevée dans la zone entre Décembre et Février au lieu de Septembre-Novembre pour l'ensemble du Bénin. Cette dernière période n'est pas pour autant moins critique mais l'importance relative de l'incidence au cours de la période Décembre-Février résulte de l'augmentation simultanée des deux seuils de pauvreté.
- Les ménages sont relativement moins pauvres entre Mars-Mai (21,4%), période au cours de laquelle les ruraux de la zone disposent relativement plus de moyens financiers.

Tableau 2.3 Répartition des ménages ruraux de la zone cotonnière du centre-Bénin en catégories socio-économiques selon le seuil de pauvreté globale

Indice Po	Mars-Mai 94	Juin-Août 94	Sept-Nov 94	Déc 94-Fév 95	Moyenne
Non-pauvres	57,1	43,3	39,9	34,8	43,7
Vulnérables	21,4	28,4	20,3	18,4	22,1
Pauvres	21,4	28,4	39,9	46,9	34,2
Pays	25,8	33,6	40,5	31,0	33,3

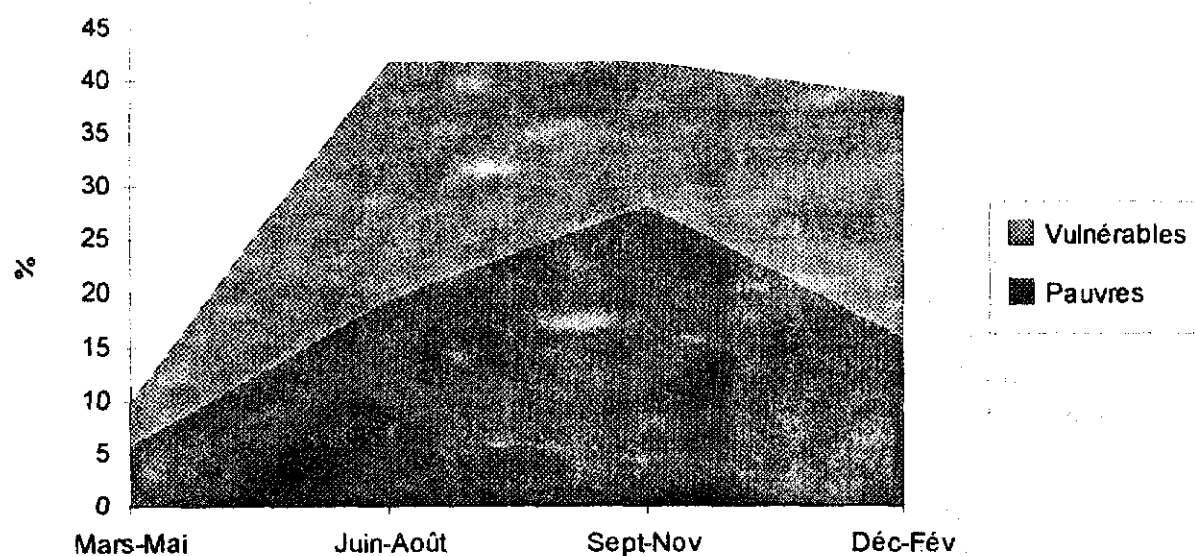
Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

2.2.4 Ratio du déficit des dépenses

Au niveau de la zone, 34% des ménages ruraux se trouvent en dessous du seuil de pauvreté global (SPG).

Les données du tableau 2.4 indiquent l'importance de la profondeur de cette pauvreté. L'écart moyen entre le SPG et les dépenses totales moyennes réalisées par les pauvres de la zone (au cours de l'année couverte par l'étude) atteint 40 % du seuil de pauvreté global. Cet écart moyen est le plus élevé (47 %) de l'année durant le trimestre Septembre-Novembre, période au cours de laquelle l'incidence de la pauvreté globale est de 40%. Quelqu'en soit la période, le ratio de déficit des dépenses de la zone est plus élevé que le ratio national. Ceci témoigne de la gravité de la pauvreté au niveau de la zone cotonnière du nord-Bénin; ce qui pose le problème de l'utilisation des revenus provenant du coton.

Graphique 2.2:
Evolution de l'incidence de pauvreté et de la vulnérabilité alimentaires rurales
par trimestre dans la zone cotonnière du nord-Bénin



Graphique 2.3:
Evolution de l'incidence de pauvreté et de la vulnérabilité globales rurales
par trimestre dans la zone cotonnière du nord-Bénin

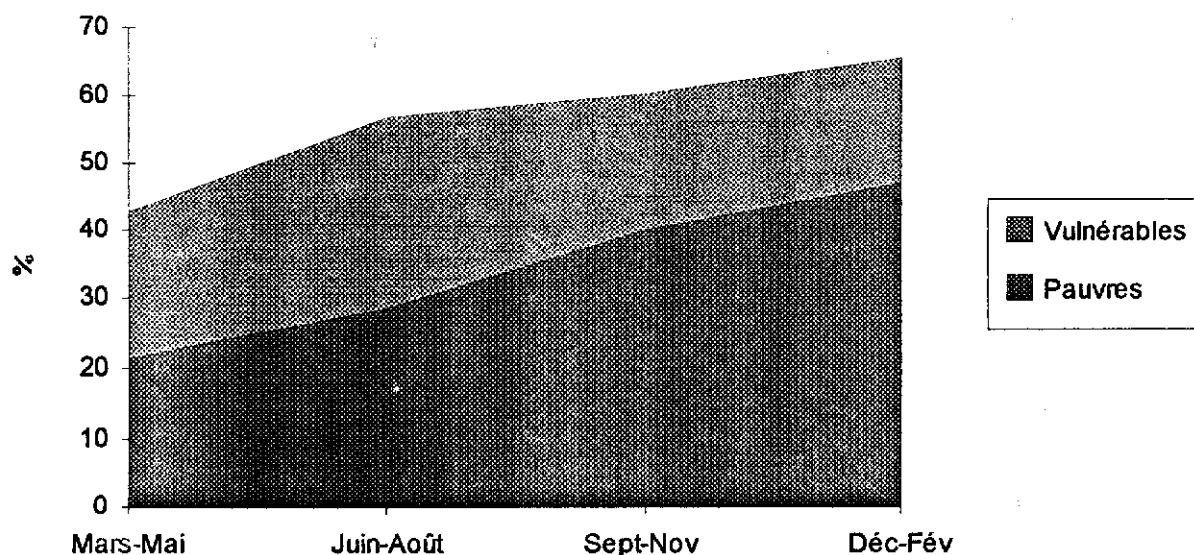


Tableau 2.4 : Evolution du ratio de déficit des dépenses par trimestre selon le SPG (%)

	Mars-Mai 1994	Juin-Août 1994	Sept.-Nov. 1994	Déc. 1994- Fév. 1995	Moyenne
Zone	35,0	40,0	47,0	38,0	40,0
Pays	25,0	34,0	34,0	33,0	31,0

Source: PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

2.2.5 Coefficient de contribution

- Pour un poids démographique de 8% de la population totale, la zone contribue pour 8% également à la pauvreté rurale nationale. Cela signifie concrètement que la zone contribue faiblement à la pauvreté rurale nationale. Cela voudrait dire également qu'avec ou sans la zone cotonnière du nord-Bénin, la pauvreté rurale nationale est toujours la même.

Tableau 2.5 : Pauvreté, poids démographique et coefficient annuel moyen de contribution de la zone cotonnière du nord-Bénin à la pauvreté rurale nationale (%)

	% de pauvres selon SPG	Poids démographique	Contribution à la pauvreté nationale
Zone	34,0	8,0	8,0
Pays	33,0	100,0	100,0

Source: PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

- Par rapport au seuil et à l'importance de la pauvreté dans la zone, il faut environ 1.685 millions de F.CFA par an pour amener les dépenses des ménages pauvres au niveau du seuil de pauvreté global en considérant le coût de vie de la période d'étude.

Tableau 2.6: Montant des ressources nécessaires pour éliminer la pauvreté rurale dans la zone cotonnière du nord-Bénin par passage (millions de F CFA)

	Mars-Mai 94	Juin-Août 94	Sept-Nov 94	Déc94-Fév95	Montant total
Zone	250	257	485	693	1685
Pays	3147	3731	6372	4210	17460

Source: PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

2.2.6 Pauvreté structurelle et conjoncturelle

Un ménage souffre d'une pauvreté structurelle s'il est pauvre sur toute l'année ou au cours de trois différents trimestres. Par contre, sa pauvreté serait conjoncturelle s'il n'est pauvre qu'au cours d'un ou deux différents trimestres.

La moitié des ménages de la zone 2 sont pauvres à un ou deux passages tandis que 8,8% seulement le sont à trois ou quatre passages. Moins de quatre pour cent des ménages sont pauvres durant toute l'année. Plus de 40% (41,3%) des ménages ruraux de la zone n'ont jamais été pauvres au cours des quatre différents passages. Ces résultats reflètent **une grande vulnérabilité à la pauvreté conjoncturelle mais une pauvreté structurelle très faible.**

Tableau 2.7 : Répartition des ménages ruraux selon le nombre de passages où ils sont pauvres dans la zone cotonnière du nord-Bénin

	% des ménages ruraux pauvres à				
	Aucun passage	1 passage	2 passages	3 passages	4 passages
Zone	41,3	27,5	22,5	5,0	3,8
Pays	42,4	25,9	19,5	7,8	4,4

Source: PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

III. CARACTERISTIQUES SOCIO-ECONOMIQUES DES MENAGES RURAUX

Cette partie est destinée à caractériser les ménages ruraux et dans certains cas à comparer les ménages pauvres et non pauvres selon différents indicateurs socio-économiques. Il s'agit des caractéristiques démographiques, du nombre d'heures de travail (emploi), des revenus, des dépenses de consommation alimentaire et non alimentaire, de l'état nutritionnel et sanitaire, de l'accès aux soins de santé, du niveau d'éducation, de l'accès à l'éducation et des actifs du patrimoine des ménages. Les calculs sont faits en utilisant le seuil de pauvreté global et sur une base de membre du ménage en équivalent-adulte. Par ailleurs pour la plupart des indicateurs socio-économiques, les tableaux sont élaborés seulement pour les ménages pauvres et non pauvres. Pour ce fait, il faut être prudent dans la comparaison de ces deux types de tableaux avec celui relatif à l'ensemble des ménages.

3.1 Caractéristiques démographiques des ménages ruraux

Les ménages sont en forte majorité agricoles (96%) et ont une taille moyenne de 8 personnes, ce qui est relativement élevé. Les ménages pauvres ont une taille plus élevée (10 personnes) que chez les ménages non pauvres (6 personnes).

Les ménages sont dirigés par des hommes dans 89% des cas. Ce pourcentage reste pratiquement le même lorsqu'on considère seulement les ménages agricoles (90%).

Le taux de dépendance qui est défini ici comme étant le pourcentage d'enfants de moins de 10 ans dans le ménage est de 38 % dans la zone 2. Les ménages pauvres et non pauvres ont pratiquement le même taux de dépendance (37% chez les non pauvres contre 38% chez les pauvres). A taux de dépendance presque égal, les ménages pauvres ont une taille moyenne supérieure à celle des ménages non pauvres. Ce qui voudrait signifier que les ménages pauvres de la zone ont plus d'actifs que les ménages non pauvres. Cela pourrait s'expliquer par le fait que les actifs des ménages pauvres (les garçons âgés notamment) restent un peu plus longtemps dans le ménage de leurs parents. Les parents n'ayant pas les moyens de prendre la main-d'oeuvre salariée dont ils ont fortement besoin à cause de la culture du coton, retiennent un peu plus longtemps leurs enfants; ce qui sécurise ces derniers qui n'ont pas aussi les moyens pour s'installer à leur propre compte.

Tableau 3.1a Quelques indicateurs démographiques des ménages de la zone cotonnière du nord-Bénin

Indicateurs démographiques	%
Chef de ménage masculin	89,13
Chef de ménage féminin	10,87
Exploitations agricoles dans les ménages	95,63
Chef d'exploitation masculin	89,64
Chef d'exploitation féminin	10,36
Hommes (10 ans et plus) dans le ménage	29,57
Femmes (10 ans et plus) dans le ménage	32,76
Enfants (5 ans et moins) dans le ménage	21,30
Enfants jeunes (2 ans et moins) dans le ménage	10,87

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.1b Indicateurs de dépendance des ménages de la zone cotonnière du nord-Bénin par catégorie socio-économique

Indicateurs de dépendance	Non pauvres	Pauvres	Ensemble des ménages
Taille du ménage	6	10	8
% d'hommes (10 ans et plus) dans le ménage	29,45	30,80	29,57
% de femmes (10 ans et plus) dans le ménage	33,73	30,85	32,76
% d'enfants (moins de 10 ans) dans le ménage	36,82	38,35	37,67

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

3.2 Emplois des ménages ruraux

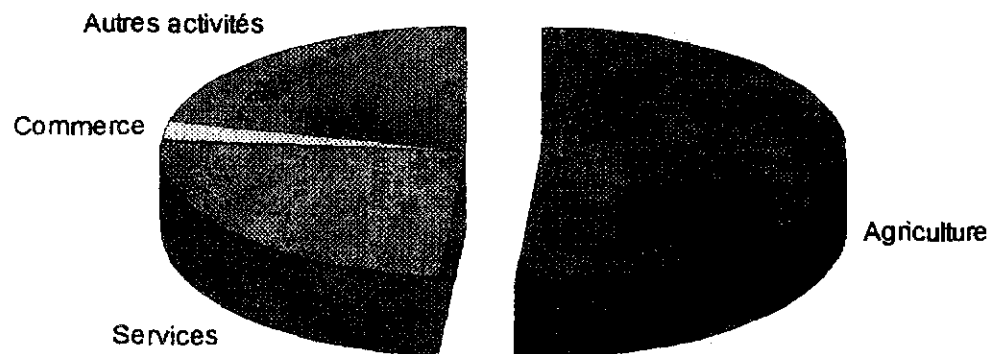
La détermination du nombre moyen d'heures de travail par membre du ménage rural en équivalent-adulte dans la zone cotonnière du nord-Bénin est faite par rapport aux activités économiques notamment l'agriculture, le service, la transformation agro-alimentaire, le commerce et autres activités. Elle ne tient pas compte des tâches domestiques et maternelles des femmes.

Le nombre d'heures de travail effectif est de 29 heures par semaine en moyenne sur toute l'année (voir tableau 3.2). Ramenées sur une base journalière en faisant l'hypothèse de 6 heures de travail par jour, cette moyenne équivaut à 4,8 heures de travail par jour. Ce temps de travail en milieu rural de la zone cotonnière du nord-Bénin est supérieur à la moyenne nationale qui est de 4,4 heures par jour.

Le nombre d'heures de travail effectif dans la zone varie d'une période à une autre. Ainsi, au premier passage, c'est-à-dire au cours de la période d'inactivité agricole dans la zone, le nombre moyen d'heures de travail est le plus bas (24 heures par semaine). Au cours de la période de soudure caractérisée par les travaux de préparation et de semis, le temps de travail par semaine augmente légèrement de 3 heures passant à 27 heures contre 24 heures au premier passage. La faible augmentation du temps de travail au cours de cette période d'intenses activités agricoles provient d'une réallocation du temps de travail. En effet, les activités de service et commerciales baissent de plus de la moitié entre les deux passages. En dépit de cette réallocation, il convient de remarquer que le temps supplémentaire alloué aux activités agricoles est faible et s'explique par la forte utilisation de la culture attelée dans la zone. Au troisième passage, le temps de travail augmente de près de 26 % passant de 27 heures à 34 heures par semaine. Au cours de cette période, le temps alloué aux activités agricoles augmente de plus de la moitié passant de 16 heures par semaine à 25 heures. Ceci s'explique par le démarrage des travaux de récoltes qui ne sont pas encore mécanisés et par conséquent nécessitent beaucoup de temps. Au dernier passage, le temps de travail baisse légèrement: 4 heures de moins qu'au troisième passage (voir tableau 3.2).

En terme de temps d'occupation, l'agriculture (51% du temps de travail) et la fourniture des services (25%) constituent les principales activités des ménages ruraux de la zone cotonnière du nord-Bénin (voir graphique 3.1). Bien que le commerce procure beaucoup de revenus, il occupe très peu les gens (moins d'un jour par semaine) sauf en Mars-Mai, période d'acalmie des travaux agricoles. En ce qui concerne les variations saisonnières, il est à noter que les jours de travail sont plus longs en Septembre-Novembre (6 heures/jour contre 4 heures aux passages précédents et 5 heures au 4^e passage).

Graphique 3.1:
Répartition du temps moyen de travail des ménages de la zone
cotonnière du nord-Bénin selon les différentes activités



L'évolution du temps de travail au cours de l'année diffère selon que le ménage est pauvre ou non-pauvre (voir graphique 3.2). La répartition du temps de travail n'est pas du tout la même chez les ménages pauvres que chez les non-pauvres. Les ménages pauvres affectent plus de temps de travail à l'agriculture (55 % du temps de travail des pauvres contre 48 % chez les non-pauvres) alors que c'est le commerce qui occupe relativement plus de temps chez les non-pauvres (13 % de leur temps de travail contre 2 % chez les pauvres). L'insuffisance des ressources financières au niveau des ménages pauvres peut les contraindre à s'occuper plus dans l'agriculture que dans le commerce qui nécessite plus de moyens financiers. L'autre différence entre les ménages pauvres et non-pauvres en termes d'emploi concerne le nombre d'heures de travail qui est plus élevé chez les non-pauvres (35 heures de travail par semaine chez les non-pauvres contre 21 heures chez les pauvres).

Tableau 3.2

Répartition du nombre moyen d'heures de travail au cours des 7 derniers jours
par membre du ménage rural de la zone cotonnière du nord-Bénin

Activité	Mars-Mai 94		Juin-Août 94		Sept.-Nov 1994		Déc. 94-Fév. 95		Moyenne annuelle	
	Heure	Part	Heure	Part	Heure	Part	Heure	Part	Heure	Part
Agriculture	11,14	46,52	15,54	58,52	24,55	71,58	7,72	25,82	14,74	51,38
Service	4,21	17,57	2,01	7,57	5,95	17,35	16,39	54,85	7,14	24,89
Agro-alimentaire	,06	,25	,02	,08			,06	,20	,05	,17
Commerce	1,29	5,39	,52	1,98	0,4	,12	,99	3,30	,71	2,48
Autre activité	7,25	30,27	8,46	31,85	3,75	10,94	4,73	15,82	6,05	21,08
Total	23,95	100,00	26,55	100,00	34,00	100,00	29,88	100,00	28,68	100,00

Source: PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.3

Répartition du nombre moyen d'heures de travail au cours des 7 derniers jours par membre du ménage rural non-pauvre de la zone cotonnière du nord-Bénin

Activité	Mars-Mai 94		Juin-Août 94		Sept.-Nov 1994		Déc. 94-Fév. 95		Moyenne annuelle	
	Heure	Part	Heure	Part	Heure	Part	Heure	Part	Heure	Part
Agriculture	10.46	43.34	23.76	57.71	23.98	66.39	6.92	19.73	17.03	48.29
Service	4.95	20.51	3.12	7.59	6.17	15.19	19.82	56.52	8.52	24.15
Agro-alimentaire	0.08	0.34	0.04	0.09			0.04	.12	.05	.15
Commerce	1.68	6.97	0.92	2.24	0.02	0.04	1.20	3.42	.95	2.71
Autre activité	6.96	28.84	13.32	32.36	7.47	18.37	7.08	20.20	8.71	24.70
Total	24.13	100.00	41.17	100.00	40.64	100.00	35.06	100.00	35.26	100.00

Source: PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.4

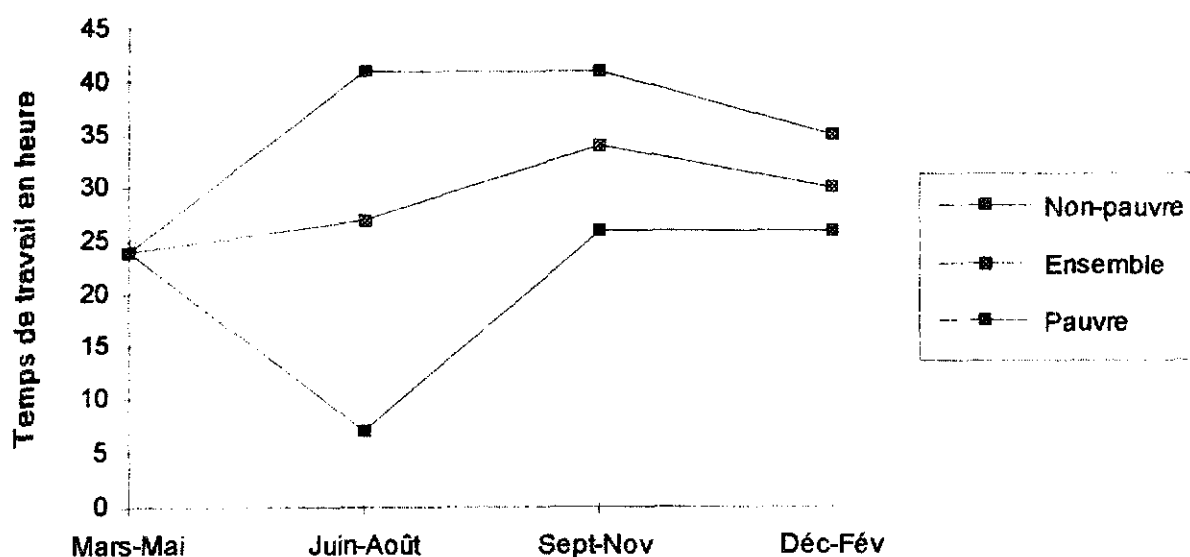
Répartition du nombre moyen d'heures de travail au cours des 7 derniers jours par membre du ménage rural pauvre de la zone cotonnière du nord-Bénin

Activité	Mars-Mai 94		Juin-Août 94		Sept.-Nov 1994		Déc. 94-Fév. 95			
	Heure	Part	Heure	Part	Heure	Part	Heure	Part	Heure	Part
Agriculture	12.06	51.08	4.14	63.09	20.23	76.77	8.86	34.60	11.32	54.78
Service	2.81	11.90	.61	9.24	4.92	18.69	13.40	52.33	5.44	26.29
Agro-alimentaire	.06	.24					.10	.39	.08	.38
Commerce	.86	3.64			.09	.34	.22	.86	.39	1.89
Autre activité	7.83	33.15	1.82	27.67	1.11	4.21	3.03	11.82	3.45	16.67
Total	23.62	100.00	6.57	100.00	26.35	100.00	25.61	100.00	20.67	100.00

Source: PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Graphique 3.2:

Evolution du temps moyen de travail par équivalent-adulte des ménages de la zone cotonnière du nord-Bénin selon les catégories socio-économiques

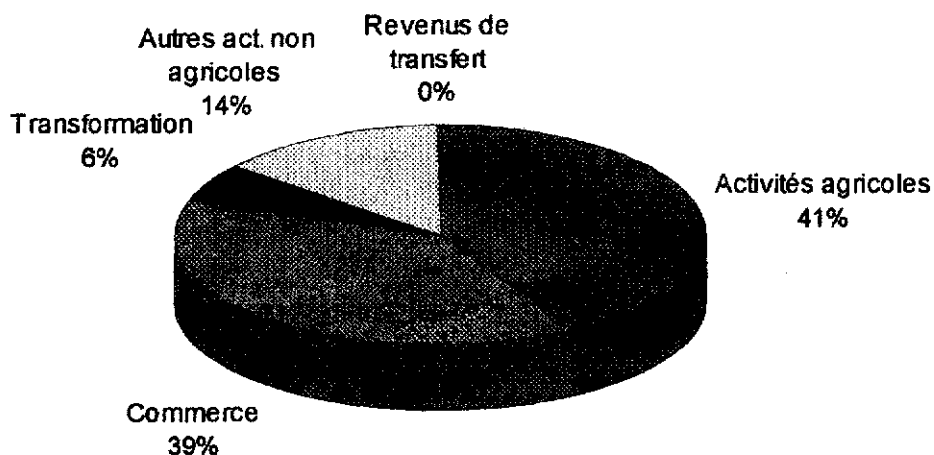


3.3 Revenus des ménages ruraux

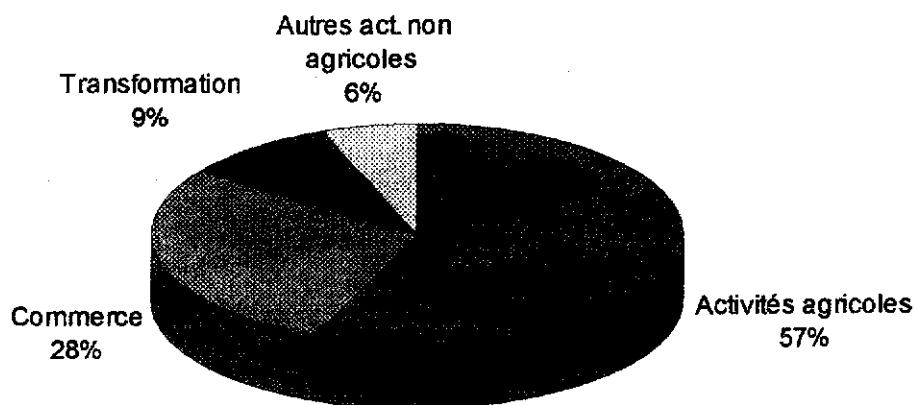
Les données sur les revenus sont toujours difficiles à obtenir et de viabilité relative. La tendance habituellement observée est une sous-déclaration des revenus chez les personnes riches et leur sur-déclaration chez les personnes pauvres. Selon les informations fournies par les experts régionaux (personnes-ressources) travaillant dans la zone les ménages de la zone cotonnière du nord-Bénin n'aiment pas déclarer leurs revenus et par conséquent les sous-déclarent fortement. Il faut donc être prudent dans l'interprétation de ces données. Dans le cadre de la présente étude, l'analyse n'a porté que sur les recettes ou revenus bruts c'est à dire rentrées d'argent ou chiffres d'affaires au niveau des activités commerciales, faute d'informations sur les dépenses d'exploitation.

Le ménage rural moyen de la zone cotonnière du nord-Bénin a un revenu brut annuel d'environ 140.200 F CFA par équivalent-adulte. La source principale est les activités non-agricoles qui procurent environ 53 % des revenus contre 46 % pour les activités agricoles. Les revenus de transfert sont minimes (0,3 %) (voir tableau 3.5). La prédominance des activités non-agricoles est atténuée dans la zone cotonnière du nord-Bénin en raison de la pratique de la culture du coton dans la zone. En effet, cette culture permet aux paysans producteurs de coton de disposer de revenu groupé lors de sa commercialisation. Ceci est mis en exergue par la forte contribution des activités agricoles aux revenus du dernier passage (73 %), c'est-à-dire au moment de la commercialisation du coton. La prédominance des activités non-agricoles se retrouve uniquement au niveau des non pauvres (voir graphique 3.3). Quant aux pauvres, on note plutôt une prédominance des revenus agricoles sur l'année: 57 % des revenus proviennent de l'agriculture contre 43 % pour activités non-agricoles (voir graphique 3.4). Même au niveau des pauvres, la prédominance des activités agricoles ne s'observe qu'au dernier passage, c'est-à-dire au moment de la commercialisation du coton. En dehors de cette période, les revenus non-agricoles sont plus importants (voir tableaux 3.6 et 3.7).

Graphique 3.3:
Source des revenus des ménages ruraux non pauvres
de la zone cotonnière du nord-Bénin



Graphique 3.4:
Source des revenus des ménages ruraux pauvres
de la zone cotonnière du nord-Bénin



Les revenus revêtent un caractère saisonnier dans la zone. En effet, en Mars-Mai, le revenu trimestriel de l'équivalent adulte est de 47.300 F CFA environ. Ce revenu n'est plus que de 11.000 F CFA environ en Juin-Août, accusant ainsi une baisse de près de 80 %. L'importance des revenus du premier passage pourrait s'expliquer par le fait qu'au cours de la période Mars-Mai, le commerce (de bétail et de produits non-alimentaires) est très développé et permet aux ménages de disposer de revenus substantiels. La zone compte d'ailleurs de gros marchés ruraux dont les marchés de bétail de Gogounou, Founougo, Angaradébou et de Bensékou. La baisse subite du revenu au 2^e passage s'explique donc par une baisse importante de l'intensité des activités commerciales à cause des travaux champêtres. La légère hausse observée au 3^e passage (voir graphique 3.5) est liée d'une part au démarrage de la commercialisation des produits céréaliers et d'autre part à la reprise des activités non agricoles avec le ralentissement des travaux champêtres. C'est ce qui explique donc le pic des revenus en Décembre-Février. Par ailleurs, il a été observé une importante contribution de la transformation agro-alimentaire en Juin-Août. Cela est liée à la soudure qui induit une hausse des prix des produits transformés (bouillie, pâte, akassa, beignets, huiles, etc...) pendant que les gens sont amenés à prendre plus fréquemment des repas hors domicile.

Le niveau des revenus varient beaucoup d'une catégorie socio-économique à une autre. Les ménages non-pauvres ont un revenu brut annuel 2,4 fois plus important que celui des ménages pauvres.

Graphique 3.5:
Evolution du niveau des revenus trimestriels des ménages ruraux
de la zone cotonnière du nord-Bénin

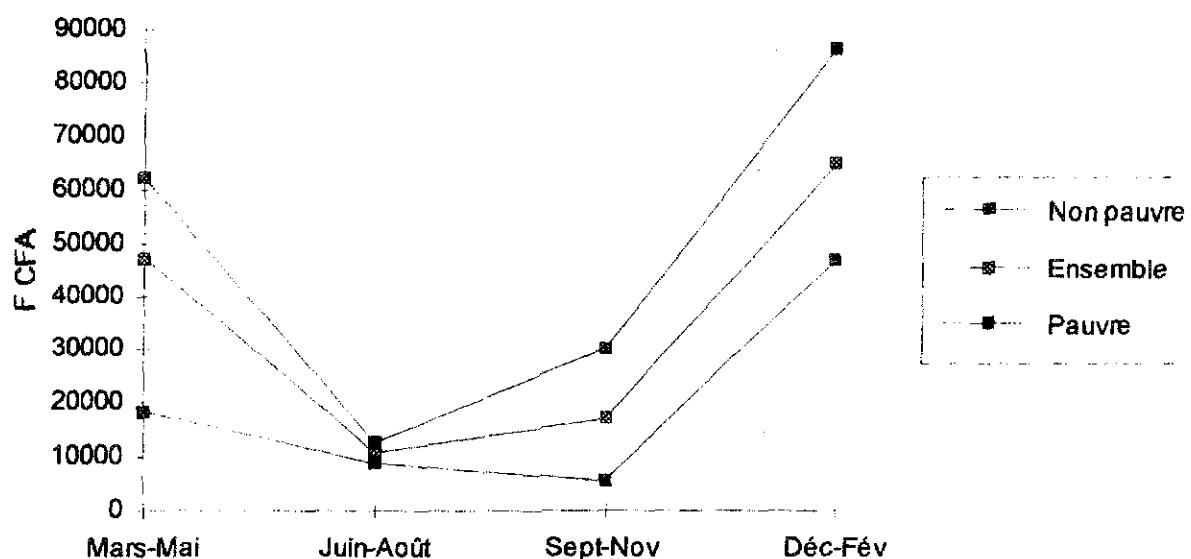


Tableau 3.5

Niveau et sources des revenus trimestriels (en FCFA) par membre du ménage rural
de la zone cotonnière du nord-Bénin

Activités	Mars-Mai 1994		Juin-août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Activités agricoles	9 509	20,09	2 794	26,15	4 947	29,05	47 704	73,20	64 953	46,3
Activités non agricoles	37 789	79,83	7 838	73,36	12 017	70,58	17 208	26,41	74 851	53,4
dont Commerce	32 660	69,00	2 569	24,05	5 876	34,53	8 341	12,80	49 449	35,3
Transformation agro-alimentaire	153	0,32	2 185	20,45	2 466	14,48	4 048	6,21	8 853	6,3
Revenus de transfert	38	0,08	53	0,49	62	0,37	257	0,39	411	0,3
Revenu total	47 336	100	10 684	100	17 026	100	65 169	100	140 215	100

Source : PNUD-MDR, FCVR 1994-1995

Tableau 3.6

Niveau et sources des revenus trimestriels (en FCFA) par membre du ménage non-pauvre
de la zone cotonnière du nord-Bénin

Activités	Mars-Mai 1994		Juin-août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Activités agricoles	11 217	17,98	2 832	22,69	7 075	23,42	59 357	68,26	80 480	41,9
Activités non agricoles	51 095	81,91	9 565	76,63	23 005	76,17	27 430	31,55	11 109	57,9
dont Commerce	43 537	69,79	3 317	26,56	13 195	43,68	13 856	15,94	73 904	38,5
Transformation agro-alimentaire	41	0,07	2 437	19,53	3 818	12,64	4 565	5,25	10 860	5,7
Revenus de transfert	67	0,11	85	0,68	124	0,410	165	0,19	441	0,2
Revenu total	62 379	100	12 482	100	30 204	100	86 952	100	192 016	100

Source : PNUD-MDR, FCVR 1994-1995

Tableau 3.7

Niveau et sources des revenus trimestriels (en FCFA) par membre du ménage pauvre de la zone cotonnière du nord-Bénin

Activités	Mars-Mai 1994		Juin-août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Activités agricoles	216	1,18	3 910	44,24	2 597	46,36	38 503	81,66	45 226	56,6
Activités non agricoles	18 083	98,82	4 928	55,76	2 983	53,25	8 570	18,18	34 564	43,3
dont										
Commerce	16 666	91,08	2 196	24,85	988	17,63	2 589	5,49	22 439	28,1
Transformation agro-alimentaire	21	0,11	2 538	28,72	1 420	25,31	3 519	7,46	7 497	9,4
Revenus de transfert	-	-	-	-	22	0,40	80	0,17	702	0,1
Revenu total	18 299	100	8 838	100	5 602	100	47 154	100	79 892	100

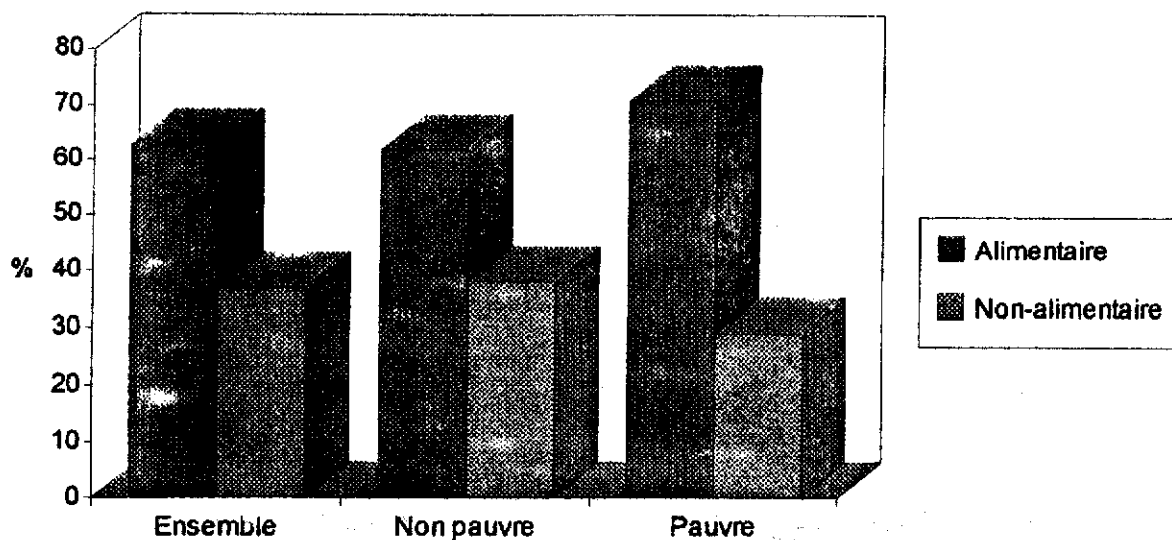
Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

3.4 Dépenses globales des ménages ruraux

Le ménage rural de la zone cotonnière du nord-Bénin effectue en moyenne au cours d'une année une dépense globale de 92.700 F CFA par équivalent-adulte. Les dépenses alimentaires représentent la part la plus importante des dépenses totales (63 %) (voir tableau 3.8). Cette importance du poste des dépenses alimentaires baisse avec le niveau de richesse des ménages: les ménages pauvres consacrent une part plus importante de leurs dépenses aux biens alimentaires (71 % pour les ménages pauvres contre 62 % pour les non-pauvres) (voir graphique 3.6). Le niveau des dépenses globales varie aussi selon la catégorie socio-économique des ménages. Les ménages non-pauvres dépensent 4,8 plus que les ménages pauvres (voir tableaux 3.9 et 3.10).

Le niveau des dépenses globales trimestrielles varie d'une période à une autre et dans le même sens que les revenus. Au cours de la période mars-mai, période qui suit immédiatement la commercialisation du coton, le niveau des dépenses est plus élevé (29.900 F CFA). Ce niveau baisse au trimestre suivant d'environ 48 %, passant à 15.600 F CFA. Elles atteignent ainsi leur niveau le plus bas de l'année. Cette baisse importante s'explique par la période de soudure au cours de laquelle les paysans ont besoin de moyens pour financer les activités agricoles et par conséquent réduisent leurs dépenses de consommation. Les dépenses non-alimentaires sont les plus touchées; elles enregistrent une baisse de plus de 70 %. Au troisième passage, les dépenses augmentent de 28 % passant des 15.600 F CFA à 20.100 F CFA. Cette hausse se poursuit jusqu'au dernier passage où les dépenses sont évaluées à 27.000 F CFA (voir graphique 3.7). L'évolution des dépenses globales est donc déterminée par celle des revenus.

Graphique 3.6:
Structure des dépenses de consommation selon les catégories de ménages
ruraux de la zone cotonnière du nord-Bénin



Graphique 3.7:
Evolution des dépenses de consommation alimentaire et non-alimentaire
des ménages ruraux de la zone cotonnière du nord-Bénin

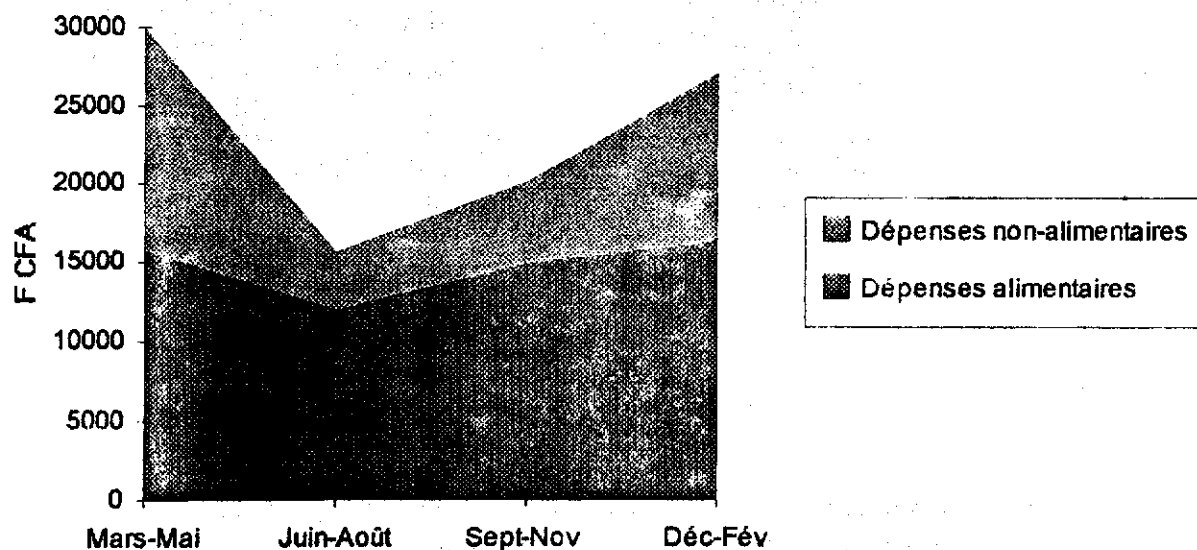


Tableau 3.8
Niveau et composition des dépenses globales (en FCFA) par membre du ménage rural
de la zone cotonnière du nord-Bénin

Type de dépenses	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Dépenses alimentaires	15 645	52,3	11 921	76,3	14 892	74,1	16 275	60,2	58 732	63,4
Dépenses non alimentaires	14 275	47,7	3 693	23,7	5 198	25,9	10 772	39,8	33 937	36,6
Dépenses globales	29 920	100	15 613	100	20 090	100	27 046	100	92 669	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.9
Niveau et composition des dépenses globales (en FCFA) par membre du ménage rural
non-pauvre de la zone cotonnière du nord-Bénin

Type de dépenses	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Dépenses alimentaires	21 030	49,9	16 721	76,8	27 434	73,9	29 385	57,2	94 571	62,0
Dépenses non alimentaires	21 127	50,1	5 058	23,2	9 713	26,1	22 008	42,8	57 906	38,0
Dépenses globales	42 158	100	21 779	100	37 147	100	51 393	100	152 477	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.10
Niveau et composition des dépenses globales (en FCFA) par membre du ménage rural
pauvre de la zone cotonnière du nord-Bénin

Types de dépenses	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Dépenses alimentaires	6 371	70,2	3 574	71,2	4 659	76,8	7 466	67,0	22 070	70,5
Dépenses non alimentaires	2 704	29,8	1 443	28,8	1 409	23,2	3 680	33,0	9 236	29,5
Dépenses globales	9 075	100	5 016	100	6 068	100	11 146	100	31 306	100

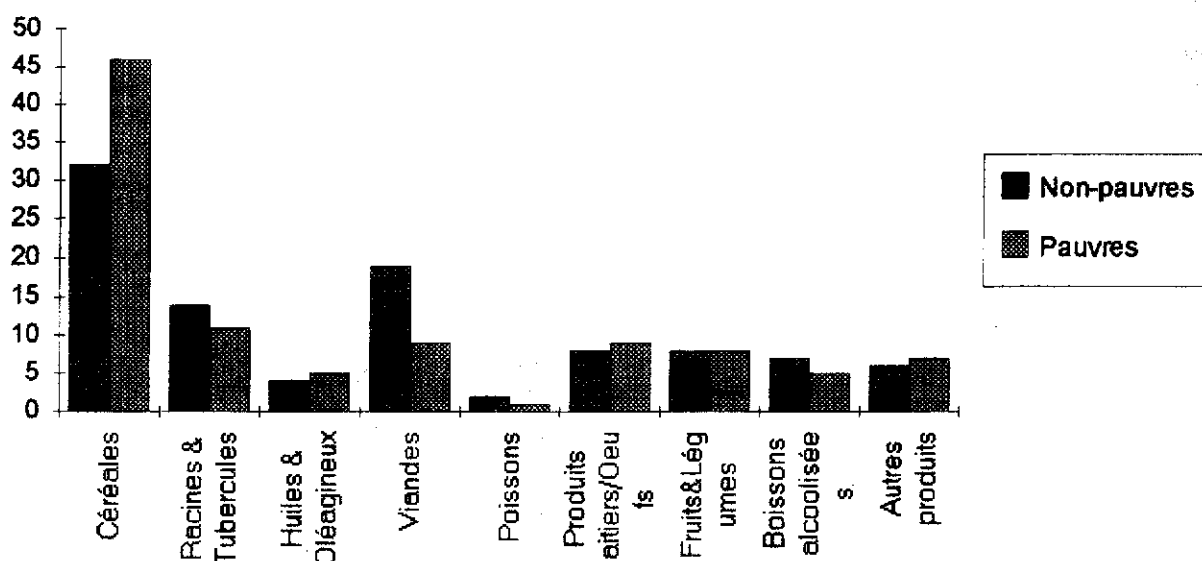
Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

3.5 Dépenses alimentaires des ménages ruraux

Les groupes de produits alimentaires les plus importants dans les dépenses alimentaires (incluant l'auto-consommation) sont dans l'ordre décroissant les céréales (36 % des dépenses alimentaires), les viandes (16 %), les racines et tubercules (12 %), les produits laitiers et oeufs (9 %) et les fruits et légumes (8 %) (voir tableau 3.11). La prédominance des céréales dans l'alimentation des ménages de la zone est effective, surtout à Banikoara, Kandi et Kérou où les repas de midi sont constitués pendant une grande partie de l'année d'une bouillie granulée de maïs accompagnée de lait frais ou caillée; ce qui justifie les 9 % des produits laitiers/oeufs. Ces parts sont quasiment les mêmes d'une période à une autre sauf pour les racines et tubercules pour lesquelles les dépenses varient très sensiblement d'une période à une autre. C'est ainsi que de mars à août, les dépenses faites sur ces produits sont en moyenne de 1.200 F CFA alors que pour le reste de l'année (période au cours de laquelle l'igname n'est pas disponible sur les marchés) elles avoisinent les 2.200 F CFA.

Les parts budgétaires de certains groupes de produits varient selon la catégorie socio-économique des ménages. La part des viandes et des boissons alcoolisées augmente avec le niveau de richesse alors que celle des céréales baisse (voir tableaux 3.12 et 3.13 et graphique 3.8). Les tubercules constitués essentiellement d'igname dans la zone, sont plus consommés par les ménages non pauvres que par les pauvres.

Graphique 3.8:
Structure des dépenses de consommation alimentaire selon la catégorie socio-économique des ménages ruraux de la zone cotonnière du nord-Bénin



A l'intérieur du groupe des céréales, le maïs et le mil/sorgho sont les produits les plus consommés (40 % et 46 % des dépenses pour les céréales respectivement). Dans le milieu rural de la zone cotonnière du nord-Bénin, le riz est très peu consommé (7 %) et le blé (0,1 %) encore moins (voir tableau 3.14). Les habitudes de consommation sont presque les mêmes pratiquement chez les pauvres et les non-pauvres dans ce domaine (voir tableaux 3.15 et 3.16).

Au niveau des tubercules, c'est l'igname qui représente la part importante des dépenses sur les racines et tubercules (75 %). Le manioc suit de très loin (11 %) (voir tableau 3.14). Les habitudes de consommation sont presque les mêmes chez les pauvres comme chez les non-pauvres dans ce domaine aussi. Cependant, on note que les ménages pauvres accordent un peu plus d'importance à la consommation du manioc que les ménages non-pauvres: 14 % pour les pauvres contre 10 % pour les non-pauvres (voir tableaux 3.15 et 3.16).

Tableau 3.11
Composition des dépenses alimentaires par membre du ménage rural
de la zone cotonnière du nord-Bénin

Groupe de produits	Mars-Mai 1994		Juin-août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Céréales	6596,93	42,17	4616,25	38,72	4222,13	28,35	5763,53	35,41	21198,84	36,1
Racines et tubercules	1170,25	7,48	1317,42	11,05	2314,52	15,54	2280,02	14,01	7082,21	12,1
Huiles et oléagineux	770,62	4,93	611,30	5,13	511,84	3,44	879,93	5,41	2773,69	4,7
Viandes	2490,38	15,92	1150,89	9,65	3529,14	23,70	2107,14	12,95	9277,55	15,8
Poissons/fruits de mer	18,42	0,12	77,07	0,65	287,47	1,93	412,70	2,54	795,66	1,4
Produits laitiers/oeufs	1259,87	8,05	1521,18	12,76	1232,04	8,27	1178,41	7,24	5191,50	8,8
Fruits et légumes	909,87	5,82	813,10	6,82	1060,90	7,12	1656,94	10,18	4440,81	7,6
Boissons non alcoolisées	11,26	0,07	34,57	0,29	67,82	0,46	30,96	0,19	144,61	0,2
Boissons alcoolisées	1362,92	8,71	943,65	7,92	936,93	6,29	832,20	5,11	4075,7	6,9
Autres produits	1054,43	6,74	835,31	7,01	729,11	4,90	1132,82	6,96	3751,67	6,4
Dépenses alimentaires	15644,94	100	11920,75	100	14891,91	100	16274,65	100	56732,24	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.12
Composition des dépenses alimentaires par membre du ménage rural
non-pauvre de la zone cotonnière du nord-Bénin

Groupe de produits	Mars-Mai 1994		Juin-août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Céréales	8492,75	40,38	6437,38	38,50	6477,53	23,61	8932,76	30,40	30340,42	34,1
Racines et tubercules	1623,75	7,72	1928,21	11,53	4641,96	16,92	4624,95	15,74	12818,87	13,6
Huiles et oléagineux	1072,51	5,10	769,78	4,60	797,84	2,91	1565,95	5,33	4206,08	4,4
Viandes	3511,22	16,70	1637,70	9,79	8283,36	30,19	4616,05	15,71	18048,33	19,1
Poissons/fruits de mer	31,45	0,15	83,68	0,50	533,91	1,95	786,49	2,68	1435,53	1,5
Produits laitiers/oeufs	1536,34	7,31	2041,09	12,21	1987,27	7,24	2204,64	7,50	7769,34	8,2
Fruits et légumes	1256,65	5,98	1129,90	6,76	1744,38	6,36	3188,58	10,85	7319,51	7,7
Boissons non alcoolisées	19,70	0,09	60,96	0,36	151,70	0,55	80,02	0,27	312,38	0,3
Boissons alcoolisées	2051,22	9,75	1464,19	8,76	1834,72	6,69	1465,71	4,99	6815,84	7,2
Autres produits	1434,87	6,82	1167,92	6,98	981,43	3,58	1920,22	6,53	5504,44	5,9
Dépenses alimentaires	21031,46	100	16720,81	100	27434,10	100	29385,36	100	94570,74	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.13
Composition des dépenses alimentaires par membre du ménage rural
pauvre de la zone cotonnière du nord-Bénin

Groupe de produits	Mars-Mai 1994		Juin-août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Céréales	3461,41	54,33	1409,63	39,44	1798,35	38,60	3412,78	45,71	10082,17	45,70
Racines et tubercules	236,52	3,71	736,45	20,61	716,80	15,39	831,72	11,14	2521,49	11,4
Huiles et oléagineux	233,12	3,66	144,77	4,05	218,35	4,69	418,80	5,61	1015,04	4,6
Viandes	909,90	14,28	318,81	8,92	237,61	5,10	473,19	6,34	1939,51	8,8
Poissons/fruits de mer	2,08	0,03	-	-	90,79	1,95	179,23	2,40	272,10	1,2
Produits laitiers/oeufs	489,56	7,68	412,73	11,55	517,29	11,10	493,68	6,61	1913,26	8,7
Fruits et légumes	233,38	3,66	263,94	7,39	441,97	9,49	716,04	9,59	1655,33	7,5
Boissons non alcoolisées	-	-	-	-	16,79	0,36	4,08	0,05	20,87	0,1
Boissons alcoolisées	338,76	5,32	133,66	3,74	239,41	5,14	329,31	4,41	1041,14	4,7
Autres produits	466,69	7,32	153,73	4,30	381,50	8,19	607,53	8,14	1609,45	7,3
Dépenses alimentaires	6371,44	100	3573,70	100	4658,86	100	7466,35	100	22070,36	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.14

Dépenses pour les céréales et les tubercules par membre du ménage rural
de la zone cotonnière du nord-Bénin

Groupe de produits	Mars-Mai 1994		Juin-août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Céréales										
Riz	426,54	6,47	247,92	5,37	392,23	9,29	468,01	8,12	1534,70	7,2
Maïs	3532,59	53,55	1585,74	34,35	1648,68	39,05	1716,01	29,77	8483,02	40,0
Mil/Sorgho	2317,40	35,13	2300,79	49,84	1941,73	45,99	3119,16	54,12	9679,08	45,7
Blé	13,65	0,21	3,03	0,07	0,17	0,00	13,58	0,24	30,43	0,1
Autres céréales	306,75	4,65	478,76	10,37	239,33	5,67	446,77	7,75	1471,61	7,0
Total céréales	6596,93	100	4616,25	100	4222,13	100	5763,53	100	21198,04	100
Tubercules										
Manioc	213,34	18,23	211,89	16,08	217,58	9,40	143,01	6,27	785,82	11,1
Ignames	865,02	73,92	1076,48	81,71	1499,60	64,79	1848,21	81,06	5289,31	74,7
Pommes de terre/patates douces	4,42	0,38	-	-	464,11	20,05	35,94	1,58	504,47	7,1
Autres tubercules	87,46	7,47	29,04	2,20	133,22	5,76	252,86	11,09	502,58	7,1
Total tubercules	1170,25	100	1317,42	100	2314,52	100	2280,02	100	7082,18	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.15

Dépenses pour les céréales et les tubercules par membre du ménage rural
non-pauvre de la zone cotonnière du nord-Bénin

Groupe de produits	Mars-Mai 1994		Juin-août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Céréales										
Riz	507,76	5,95	391,60	6,08	392,23	9,29	940,15	10,52	2231,74	7,9
Maïs	4950,51	58,29	2082,99	32,36	1648,68	39,05	2542,51	28,46	11224,69	40,0
Mil/Sorgho	2663,43	31,36	3186,50	49,50	1941,73	45,99	4883,67	54,67	12675,33	45,1
Blé	5,61	0,07	5,35	0,08	0,17	0,00	28,04	0,31	39,17	0,1
Autres céréales	365,44	4,30	770,94	11,98	239,33	5,67	538,40	6,03	1914,11	6,8
Total céréales	8492,75	100	6437,38	100	4222,13	100	8932,76	100	28085,04	100
Tubercules										
Manioc	267,39	16,47	330,65	17,15	463,09	9,98	218,11	4,72	1279,24	10,0
Ignames	1195,79	73,64	1552,88	80,53	2967,08	63,92	3932,45	85,03	9648,2	75,3
Pommes de terre/patates douces	7,74	0,48	-	-	894,99	19,28	5,67	0,12	908,40	7,1
Autres tubercules	152,83	9,41	44,68	2,32	316,80	6,82	468,71	10,13	983,02	7,7
Total tubercules	1623,75	100	44,68	100	4641,96	100	4624,95	100	12818,86	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.16

**Dépenses pour les céréales et les tubercules par membre du ménage rural
pauvre de la zone cotonnière du nord-Bénin**

Groupe de produits	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Céréales										
Riz	494,41	14,28	63,67	4,52	789,60	12,19	188,27	5,52	1535,95	10,4
Maïs	1549,93	44,78	778,14	55,20	2684,59	41,44	1141,19	33,44	6153,85	41,7
Mil/Sorgho	1160,49	33,53	467,33	33,15	2540,68	39,22	1835,27	53,68	6003,77	40,7
Blé	48,75	1,41	-	-	-	-	6,38	0,19	55,13	0,4
Autres céréales	207,83	6,00	100,48	7,13	462,65	7,14	241,68	7,07	1012,64	6,9
Total céréales	3461,41	100	1409,63	100	6477,53	100	3418,78	100	14761,34	100
Tubercules										
Manioc	113,96	48,18	104,37	14,17	77,81	10,86	51,36	6,18	347,50	13,8
Igname	122,56	51,80	627,25	85,17	514,78	71,82	610,38	73,39	1874,97	74,4
Pommes de terre/patates douces	-	-	-	-	124,20	17,33	5,99	0,72	130,19	5,2
Autres tubercules	-	-	4,83	0,66	-	-	163,99	19,72	168,82	6,7
Total tubercules	236,52	100	736,45	100	716,80	100	831,72	100	2521,48	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Outre les dépenses alimentaires, un autre indicateur de la situation alimentaire des ménages ruraux est le nombre de repas pris par jour. Le nombre moyen de repas pris par jour est de 2,8 en milieu rural de la zone. Il ne change pratiquement pas d'une catégorie socio-économique à une autre. Cette similitude dans les situations ne reflète pas la différence possible qu'il peut y avoir entre les différentes catégories et périodes. La qualité et la quantité des produits consommés varient sans doute d'une catégorie socio-économique à une autre.

Dans la zone cotonnière du nord-Bénin, les ménages ruraux achètent très peu de produits vivriers. Ils puisent l'essentiel de leur consommation de produits vivriers de leur propre production. C'est ainsi que seulement 12% du maïs est acheté, 19% du mil/sorgho, 14% de manioc et 23% d'igname. En ce qui concerne le riz, produit qui du reste est très peu consommé, 83% de la quantité consommée est achetée (voir tableau 3.17).

Cette dépendance du marché est relativement élevée en Juin-Août (période de soudure) en ce qui concerne les céréales (26% du maïs et 34% de mil/sorgho sont achetés au cours de cette période). Quant à l'igname c'est plutôt en Mars-Mai qu'il est assez rare au niveau des greniers des ménages (44% de sa consommation sont achetés). Le riz, par contre, est acheté à plus de 75% quelqu'en soit la période.

D'une façon générale, il n'existe pas de grandes différences entre ménages pauvres et non pauvres en ce qui concerne la dépendance du marché. Toutefois il convient de noter que les ménages pauvres sont un peu plus tributaires que les non pauvres du marché en ce qui concerne le mil/sorgho et le manioc et moins tributaires pour les autres produits vivriers (voir tableaux 3.18 et 3.19)

Tableau 3.17
Part de la consommation des principaux produits de base achetée par
les membres du ménage rural de la zone Cotonnière du Nord-Bénin

Produits	Mars-Mai 1994	Juin-Août 1994	Sept-Nov 1994	Déc 94-Fév 95	Mars 94-Fév 95
	%	%	%	%	%
Maïs	4,1	25,5	15,7	13,6	12,3
Mil/Sorgho	14,5	33,7	9,9	20,4	19,4
Manioc	12,8	3,2	24,5	14,7	13,8
Igname	43,7	3,1	19,7	28,5	23,3
Riz	85,3	91,7	75,5	84,0	83,4

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.18
Part de la consommation des principaux produits de base achetée par
les membres du ménage rural non-pauvre de la zone Cotonnière du Nord-Bénin

Produits	Mars-Mai 1994	Juin-Août 1994	Sept-Nov 1994	Déc 94-Fév 95	Mars 94-Fév 95
	%	%	%	%	%
Maïs	3,8	28,1	21,7	15,1	14,2
Mil/Sorgho	18,7	37,2	15,1	28,4	8,6
Manioc	8,3	0,3	26,7	16,7	14,3
Igname	49,6	3,8	22,6	27,3	24,8
Riz	97,1	95,5	79,2	86,0	87,5

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.19
Part de la consommation des principaux produits de base achetée par
les membres du ménage rural pauvre de la zone Cotonnière du Nord-Bénin

Produits	Mars-Mai 1994	Juin-Août 1994	Sept-Nov 1994	Déc 94-Fév 95	Mars 94-Fév 95
	%	%	%	%	%
Maïs	8,4	13,8	4,0	11,3	9,6
Mil/Sorgho	19,3	11,0	7,3	8,8	11,9
Manioc	50,0	28,5	13,1	34,8	33,0
Igname	100,0	0,0	3,3	23,3	15,0
Riz	48,8	100,0	45,1	87,0	60,9

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

3.6 Dépenses non alimentaires des ménages ruraux

En milieu rural de la zone cotonnière du nord-Bénin, les postes de dépenses non-alimentaires les plus importants sont dans l'ordre décroissant d'importance l'habillement (37 % des dépenses non-alimentaires), le logement (26 %), le transport (17 %) et la santé (14 %). L'éducation et les loisirs représentent une part minime des dépenses non-alimentaires, soit 2 % et 1 % respectivement (voir tableau 3.20). En ce qui concerne, les dépenses liées à l'éducation, elles augmentent fortement entre le deuxième et le troisième passage, période qui correspond à la rentrée scolaire. En réalité, les ménages ne dépensent dans ce domaine qu'au quatrième passage, c'est-à-dire après la

commercialisation du coton. Le problème qui se pose est que les dépenses ne sont pas effectuées au moment opportun. Les enfants attendent certainement le mois de mars pour obtenir leurs fournitures scolaires et les frais d'écologie. Les dépenses d'habillement et celles relatives au logement représentent à elles seules plus de 60 % des dépenses non alimentaires. La prédominance de ces dépenses procède de l'importance accordée par les ruraux de la zone aux fêtes et cérémonies qui nécessitent des dépenses d'habillement souvent énormes et du souci des ménages ruraux de mettre leur épargne à l'abri des dépenses courantes en les investissant dans les constructions. Le faible niveau des dépenses affectées aux cérémonies réputées ruineuses (obligations sociales) est tout de même surprenant dans la mesure où l'on a toujours pensé que la grande partie des revenus du coton est utilisée à cette fin.

On note des différences dans les habitudes de consommation non-alimentaire des ménages ruraux de la zone selon les périodes. Ainsi, les dépenses d'habillement sont plus importantes au cours de la période des fêtes de fin d'année et des cérémonies. Ceci est normal dans la mesure où ces festivités nécessitent que tout le monde se parre d'habits neufs. De façon générale, les dépenses de consommation non-alimentaire sont plus importantes entre mars et mai. Elles sont plus faibles en période de soudure où les ménages ont plutôt une préférence pour les dépenses d'exploitation dans un souci d'assurer leur survie. A partir de cette période, les dépenses de consommation non-alimentaire augmentent d'une période à une autre.

Les parts budgétaires de certains postes varient selon la catégorie socio-économique. Les parts du transport et des obligations sociales augmentent avec le niveau de richesse alors que celle du logement baisse (voir tableaux 3.21 et 3.22 et graphique 3.9).

Graphique 3.9:

Structure des dépenses de consommation non-alimentaire selon la catégorie socio-économique des ménages ruraux de la zone cotonnière du nord-Bénin

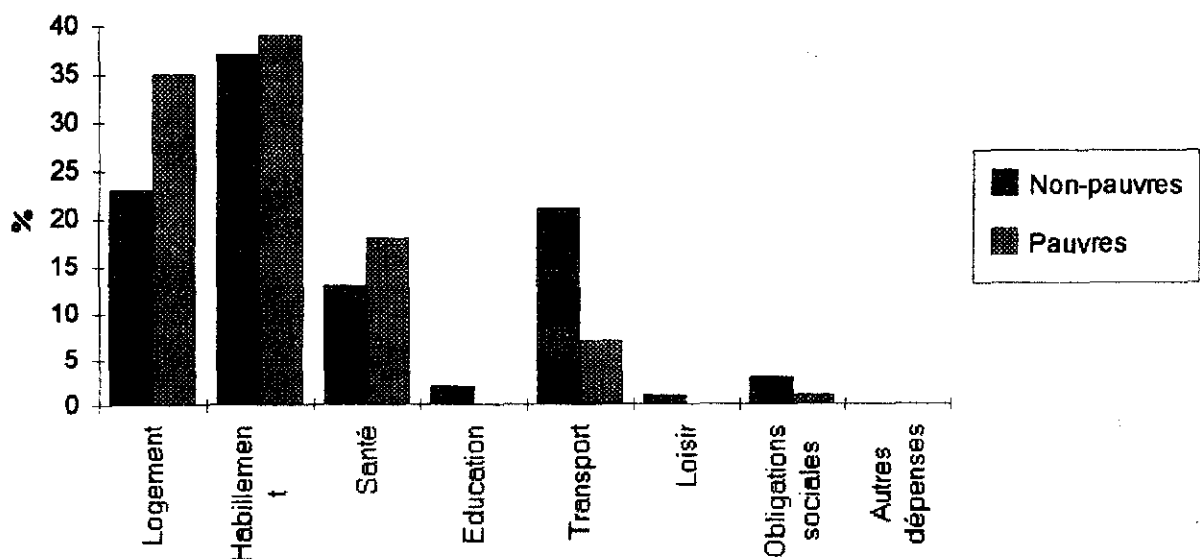


Tableau 3.20
Composition des dépenses non-alimentaires par membre du ménage rural
de la zone cotonnière du nord-Bénin

Poste de dépenses	Mars-Mai 1994		Juin-août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Logement	3712,74	26,01	1306,57	35,38	1446,55	27,83	2314,94	21,49	8780,80	25,9
Habillement	5246,33	36,75	1056,24	28,60	2095,94	40,32	4243,94	39,40	12642,45	37,3
Santé	1781,73	12,48	767,42	20,78	810,41	15,59	1539,26	14,29	4898,82	14,4
Education	419,02	2,94	0,87	0,02	68,09	1,31	13,67	0,13	501,65	1,5
Transport	1962,66	13,75	544,61	14,75	751,20	14,45	2515,01	23,35	5773,48	17,0
Loisir	288,10	2,02	-	-	3,52	0,07	72,73	0,68	364,35	1,1
Obligations sociales	864,24	6,05	16,93	0,46	22,36	0,43	63,30	0,64	966,83	2,8
Autres dépenses	-	-	-	-	-	-	2,67	0,02	2,67	0,0
Dépenses non-alimentaires totales	14274,82	100	3692,64	100	5198,07	100	10765,52	100	33931,05	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.21
Composition des dépenses non-alimentaires par membre du ménage rural
non-pauvre de la zone cotonnière du nord-Bénin

Poste de dépenses	Mars-Mai 1994		Juin-août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Logement	5480,12	25,94	1713,78	33,88	2542,07	26,17	3867,29	17,57	13603,26	23,5
Habillement	7541,21	35,69	1459,73	28,86	4085,98	42,07	8492,25	38,59	21579,17	37,30
Santé	2395,77	11,34	1038,63	20,53	1446,07	14,89	2888,75	13,13	7769,22	15,4
Education	730,33	3,46	1,53	0,03	132,68	1,37	27,18	0,12	891,72	1,5
Transport	3136,87	14,85	815,51	16,12	1474,66	15,18	6553,71	29,78	11980,75	20,7
Loisir	504,18	2,39	-	-	7,37	0,08	75,07	0,34	586,62	1,0
Obligations sociales	1338,82	6,34	28,97	0,57	24,39	0,25	103,56	0,47	1495,74	2,6
Autres dépenses	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses non-alimentaires totales	21127,29	100	5058,15	100	9713,23	100	22007,81	100	57906,48	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.22
Composition des dépenses non-alimentaires par membre du ménage rural
pauvre de la zone cotonnière du nord-Bénin

Poste de dépenses	Mars-Mai 1994		Juin-août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Logement	884,50	32,71	608,55	42,19	641,06	45,50	1118,08	30,38	3252,19	35,2
Habillement	1354,57	50,09	261,76	18,14	384,00	27,25	1556,31	42,29	3556,64	38,5
Santé	430,48	15,92	290,09	20,11	263,88	18,73	694,49	18,87	1678,94	18,2
Education	-	-	-	-	22,80	1,62	-	-	22,80	0,2
Transport	34,63	1,28	279,83	19,40	90,14	6,40	212,32	5,77	616,92	6,7
Loisir	-	-	-	-	-	-	40,73	1,11	40,73	0,4
Obligations sociales	-	-	2,41	0,17	7,88	0,50	52,45	1,43	61,94	0,7
Autres dépenses	-	-	-	-	-	-	5,70	0,15	5,70	0,1
Dépenses non-alimentaires totales	2704,18	100	1442,74	100	1408,95	100	3680,08	100	9235,86	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

3.7 Etat nutritionnel et sanitaire et accès aux soins de santé des ménages ruraux

Au niveau de la zone cotonnière du nord-Bénin, sur l'ensemble des quatre passages de l'ECVR, un échantillon total de 656 enfants de moins de 5 ans a été suivi. On y compte environ 43 % d'enfants de moins de 2 ans et 57 % dans le groupe des 2-5 ans. Cet échantillon compte en moyenne 56 % de garçons et 44 % de filles.

3.7.1 Etat nutritionnel des enfants selon la classification de Waterlow

La classification de Waterlow est une méthode directe d'appréciation de l'état nutritionnel des enfants qui se base sur la combinaison des deux indicateurs Poids/Taille : P/T (indicateur de l'émaciation ou de la malnutrition sévère selon certains auteurs) et Taille/âge : T/A (indicateur de la malnutrition chronique engendrant le retard de croissance).

La zone cotonnière du nord-Bénin est l'une des régions les plus touchées par la malnutrition au Bénin. En effet, sur l'ensemble de la période de l'étude, on note que 43 % des enfants de moins de 5 ans sont malnutris contre une moyenne nationale de 36 %. Cela pourrait s'expliquer en partie par les habitudes alimentaires essentiellement basées presque uniquement sur la consommation de bouillie très légère de sorgho et de mil. On pourrait également évoquer le manque de disponibilité alimentaire au niveau de la zone car étant la plus grande productrice de coton dans le Borgou, le ratio terres allouées aux cultures vivrières entrant dans les habitudes alimentaires (sorgho-mil) sur terres allouées au coton est très faible.

Tout comme au niveau national et dans la plupart des pays africains au Sud du Sahara, le retard de croissance prend largement le pas dans ces cas de malnutrition. On constate, en effet, que 35 % environ des enfants de moins de 5 ans ont accusé un retard de croissance contre 6 % seulement de cas d'émaciation (voir tableau 3.23 et graphique 3.10).

Graphique 3.10
Répartition des enfants de moins de 5 ans selon leur état nutritionnel
au niveau de la zone cotonnière du nord-Bénin

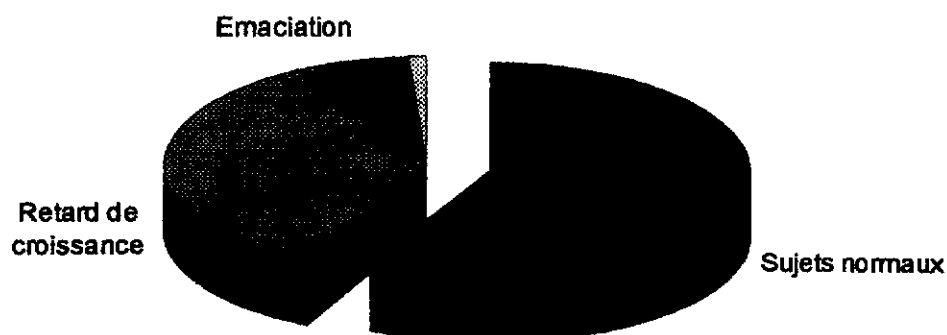


Tableau 3.23

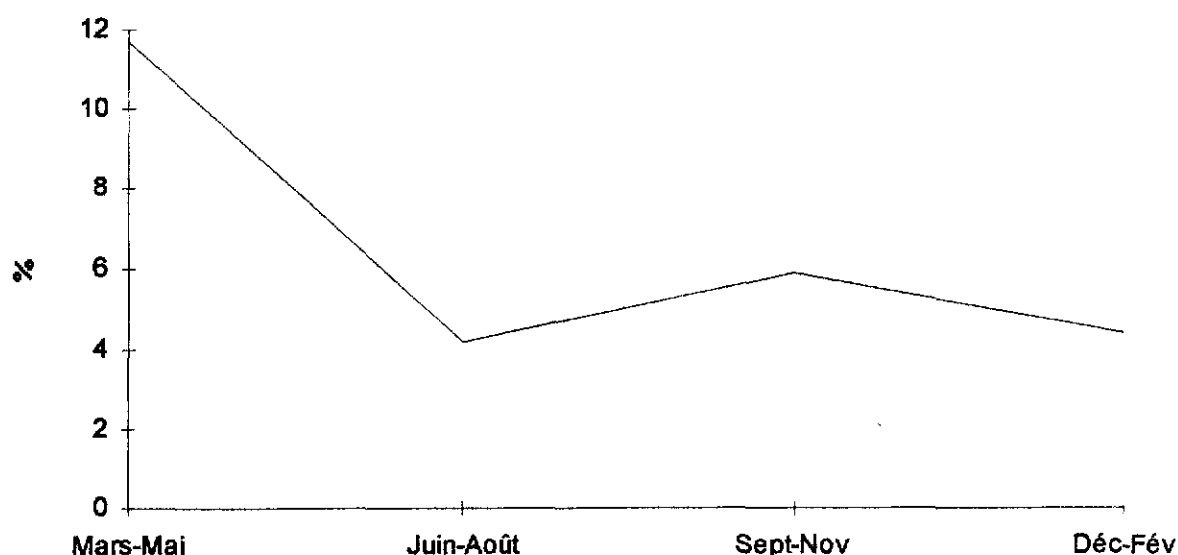
Evolution de l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans
de la zone cotonnière du nord-Bénin selon la classification de Waterlow

Etat nutritionnel	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept.-Nov. 1994		Déc. 94-Fév. 95		Mars 94 - Fév. 95	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Enfants normaux	59	58,9	59	61,5	120	54,5	134	58,5	372	56,7
Enfants accusant un retard statural	36	32,4	31	32,3	82	37,3	82	35,8	231	35,2
Enfants émaciés	13	11,7	4	4,2	13	5,9	10	4,4	40	6,1
Enfants accusant un retard Enfants et émaciés	3	2,7	1	1,0	3	1,4	2	0,9	9	1,4
Enfants examinés	111	100	96	100	220	100	229	100	656	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1994

L'influence de la faible disponibilité alimentaire pendant la période de soudure de Juin à Août 94 a eu pour effet l'augmentation de la prévalence de retard de croissance au troisième passage. La forte incidence de la rougeole au premier passage est probablement l'une des raisons de la forte prévalence de l'émaciation observée au premier passage (11,7 % contre une moyenne de 6 % sur toute la période de l'étude). L'influence des saisons sur l'état nutritionnel des enfants est manifeste au niveau de la zone (voir graphique 3.11).

Graphique 3.11:
Evolution du pourcentage des enfants de moins de 5 ans émaciés
au niveau de la zone cotonnière du nord-Bénin



Le retard de croissance étant un phénomène chronique, le résultat sur les enfants se ressent beaucoup plus sur ceux de 2-5 ans de la zone que ceux de moins de 2 ans (45% au niveau des enfants de 2-5 ans contre 24 % chez les moins de 2 ans).

A cause de la forte prévalence de cette forme de malnutrition, les enfants de 2-5 ans apparaissent beaucoup plus atteints de malnutrition (45 % contre 24 % chez les 0 à 2 ans).

Cependant, il est à noter que la malnutrition sévère ou émaciation est plus accentuée chez les plus jeunes enfants (10 % environ contre 3 % seulement au niveau des 2-5 ans).

L'étude par sexe montre que les garçons sont relativement plus atteints que les filles (49 % de malnutrition chez les garçons contre 36 % seulement au niveau des filles; voir tableau 3.24). C'est le phénomène de l'écosensitivité du sexe féminin qui se manifeste par une meilleure résistance des femmes aux mauvaises conditions de vie.

Tableau 3.24

Etat nutritionnel des enfants de moins de 5 ans
de la zone cotonnière du nord-Bénin selon le sexe au cours des deux derniers passages

Etat nutritionnel	Sept.94 - Fév. 95 Garçons		Sept.94 - Fév.95 Filles	
	Nombre	%	Nombre	%
Enfants normaux	129	51,0	125	63,8
Enfants accusant un retard statural	106	41,9	58	29,6
Enfants émaciés	11	4,3	12	6,1
Enfants accusant un retard statural et émaciés	4	1,6	1	0,5
Total Enfants examinés	253	100	196	100

Source : PNUD-MDR, ECVR, 1994-1995

Au niveau de cette zone, si les enfants des ménages pauvres sont relativement plus touchés par la malnutrition notamment par le retard de croissance au niveau des enfants de 2 à 5 ans, il n'en demeure pas moins que la malnutrition existe presque de manière identique dans toutes les catégories socio-économiques (non-pauvres, vulnérables et pauvres) (voir tableau 3.25). Cela pose, dans la zone, le problème de l'utilisation du revenu procuré par la vente du coton.

Tableau 3.25

Etat nutritionnel des enfants de la zone cotonnière du nord-Bénin
selon les catégories socio-économiques des ménages

a. Enfants 0-2 ans au cours de l'étude

Etat nutritionnel	Non-Pauvres		Vulnérables		Pauvres		Total	
	N	%	N	%	N	%	N	%
Normaux	89	61,8	29	60,4	64	72,7	182	65,0
Retard statural	36	25,0	13	27,1	17	19,3	66	23,6
Emaciation	17	11,8	6	12,5	6	6,8	29	10,4
Retard statural + Emaciation	2	1,4	0	0,0	1	1,1	3	1,1
Total enquêté	144	100,0	48	100,0	88	100,0	280	100,0

b. Enfants 2-5 ans au cours de l'étude

Etat nutritionnel	Non-Pauvres		Vulnérables		Pauvres		Total	
	N	%	N	%	N	%	N	%
Normaux	83	49,4	38	61,3	65	47,4	186	50,7
Retard statural	76	45,2	23	37,1	65	47,4	164	44,7
Emaciation	6	3,6	0	0,0	5	3,6	11	3,0
Retard + Emaciation	3	1,8	1	1,6	2	1,5	6	1,6
Total	168	100,0	62	100,0	137	100,0	367	100,0

c. Enfants 0-5 ans au cours de l'étude

Etat nutritionnel	Non-Pauvres		Vulnérables		Pauvres		Total	
	N	%	N	%	N	%	N	%
Normaux	172	55,1	67	60,9	129	57,3	368	56,9
Retard statural	112	35,9	36	32,7	82	36,4	230	35,5
Emaciation	23	7,4	6	5,4	11	4,9	40	6,2
Retard + Emaciation	5	1,6	1	0,9	3	1,3	9	1,4
Total	312	100,0	110	100,0	225	100,0	647	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1994

3.7.2 Quelques indicateurs de santé des enfants de moins de 5 ans

Sur l'ensemble des quatre passages, on constate que les cas de rougeole sont relativement nombreux et plus particulièrement au cours du premier passage entre Mars et Mai 94 (9 cas sur 111 enfants suivis, soit 8,1 %). Cela s'explique, en partie, par les faibles taux de couverture vaccinale contre la rougeole dans la zone.

Quant à la poliomyélite, l'incidence est plus remarquable au cours des deux derniers passages (3,6 % au troisième et 5,2 % au quatrième passage contre moins de 2 % au niveau national).

C'est une zone de forte prévalence de diarrhée. Les maladies diarrhéiques touchent 32 % environ des enfants de moins de 5 ans. Face à cela, on note malheureusement, un très faible taux d'utilisation de la Thérapie de Réhydratation Orale (TRO : SRO + SSS) dans la zone (9.6 % au cours des deux derniers passages).

Tableau 3.26

Evolution des indicateurs de santé des enfants de moins de 5 ans
de la zone cotonnière du nord-Bénin

Etat sanitaire	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept.-Nov. 1994		Déc. 94-Fév. 95		Mars94 - Fév.95	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Enfants ayant fait la rougeole	9	8,1	6	6,2	17	7,7	16	7,0	48	7,3
Enfants ayant fait la poliomyélite	1	0,9	2	2,1	8	3,6	12	5,2	23	3,5
Enfants ayant fait la diarrhée dans les derniers 15 jours	37	33,3	35	36,5	67	30,4	69	30,1	208	31,7
Total enquêté	111		96		220		229		656	

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.27

Indicateurs de santé des enfants de moins de 5 ans
de la zone cotonnière du nord-Bénin selon le sexe au cours des deux derniers passages

Etat sanitaire	Sept.94 - Fév. 95 Garçons		Sept.94 - Fév.95 Filles	
	Nombre	%	Nombre	%
Enfants ayant fait la rougeole	20	7,9	13	6,6
Enfants ayant fait la poliomyélite	9	3,6	11	5,6
Enfants ayant fait la diarrhée dans les derniers 15 jours	85	33,6	51	26,0
Total Enfants enquêtés	253		196	

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

3.7.3 Utilisation des services socio-sanitaires

Les accouchements assistés par du personnel qualifié sont très faibles dans la zone (26 % environ sur les deux derniers passages). Cela s'explique en grande partie par la faible couverture en infrastructures sanitaires.

Les taux de couverture vaccinale sont très bas dans la zone: 30 % pour le VAR et 31 % de DTC3. Le problème d'inaccessibilité de certains villages et la migration de la population vers des localités plus reculées du fait de la dégradation des sols pendant certaines périodes de l'année ne permettent pas à la stratégie avancée en matière de vaccination d'atteindre les résultats escomptés. Cette situation est certainement l'une des raisons des résultats obtenus.

Le suivi de la croissance des enfants dans la zone est très faible (34 % environ sur les deux derniers passages) (voir tableau 3.28).

Tableau 3.28

**Utilisation de certaines pratiques sanitaires auprès des enfants
de la zone cotonnière du nord-Bénin au cours des deux derniers passages**

Autres indicateurs de santé	Garçons		Filles		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Enfants de moins de 5 ans						
Enfants ayant été traités pour la diarrhée par TRO (1)	12	14,1	1	2,0	13	9,6
Enfants nés à la maternité	68	26,9	47	24,0	115	25,6
Total des enfants recensés de moins de 5 ans	253		196		449	
Enfants de moins de 2 ans						
Enfants vaccinés contre la rougeole (2)	20	28,6	13	33,3	33	30,3
Enfants ayant reçu la 3 ^{ème} dose du DTC (2)	20	28,6	14	35,9	34	31,2
Enfants non suivis dans un centre de suivi de la croissance (3)	93	82,3	57	67,9	150	76,1
Total des enfants recensés de moins de 2 ans	113		84		197	

Source: PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

- (1) Le pourcentage se rapporte au nombre d'enfants de moins de 5 ans ayant eu la diarrhée indiqué aux deux tableaux précédents.
- (2) Le pourcentage se rapporte au groupe cible, soit les enfants de 12 à 24 mois.
- (3) Le pourcentage se rapporte aux sujets étudiés, soit les enfants de moins de 2 ans.

Dans la zone, en cas de maladies les membres des ménages ruraux ont relativement plus recours à la médecine moderne (39 % environ) par rapport aux autres modes de traitement. Les membres des ménages non-pauvres ont plus recours à cette forme de traitement que ceux des ménages pauvres. L'automédication qui est une mauvaise pratique en nature de traitement est utilisé par 13,5 % des ménages avec relativement plus de cas au niveau des ménages pauvres (16,3% contre 13,6 % chez les vulnérables et 8,6 % au niveau des ménages non-pauvres). On n'observe pratiquement pas de différences en ce qui concerne les autres formes de traitement (voir graphique 3.12)

Tableau 3.29

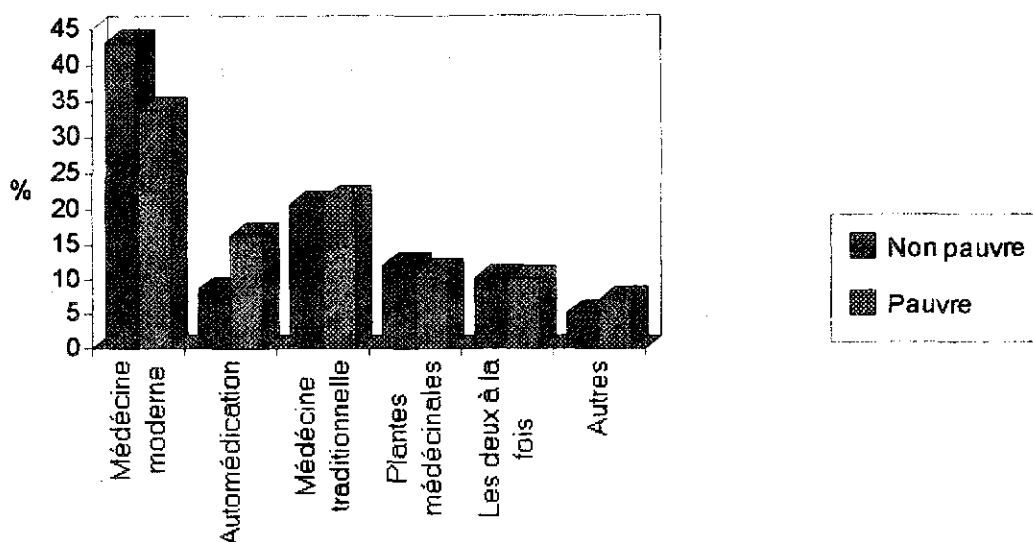
**Recours aux soins des membres des ménages
de la zone cotonnière du nord-Bénin selon les catégories socio-économiques**

Type de soins	Non-Pauvres		Vulnérables		Pauvres		Total	
Recours								
Médecine moderne	25	43,1	19	43,2	33	33,7	77	38,5
Médecine traditionnelle	12	20,7	6	13,6	21	21,4	39	19,5
Les 2 à la fois	6	10,3	3	6,8	10	10,2	19	9,5
Automédication	5	8,6	6	13,6	16	16,3	27	13,5
Plantes médicinales	7	12,1	6	13,6	11	11,2	24	12,0
Autres	3	5,2	4	9,1	7	7,1	14	7,0
Total	58	100,0	44	100,0	98	100,0	200	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Graphique 3.12:

Recours aux soins de santé des membres des ménages ruraux selon les catégories socio-économiques au niveau de la zone cotonnière du nord-Bénin



3.8 Niveau et accès à l'éducation des ménages ruraux

Un autre volet important de la caractérisation des pauvres est l'éducation. A l'instar des résultats relatifs à la nutrition et à la santé, ceux concernant l'éducation viennent confirmer la mauvaise situation des ménages ruraux dans leur ensemble dans le domaine de la satisfaction des besoins de base. La zone cotonnière du nord-Bénin abrite une population à majorité analphabète près de 82 % des habitants de cette zone n'ont reçu aucune éducation formelle et 14 % seulement ont été à l'école (dont primaire 11,4 % et secondaire 2,4 %) (voir tableau 3.30 et graphique 3.13). L'alphabétisation fonctionnelle n'a pas comblé les espoirs malgré les efforts déployés, moins de 4 % de la population savent lire et écrire sans avoir été à l'école. Ce faible niveau d'éducation traduit bien la situation de l'école dans la zone où les revenus cotonniers ont entraîné une désaffection, vis-à-vis de l'école. Toutefois, il faut noter que les écoles secondaires se trouvent souvent dans des localités éloignées, amenant parfois les enfants à abandonner les études au primaire à cause des problèmes de tuteurs en ville.

Graphique 3.13:
Répartition des membres des ménages ruraux de la zone cotonnière du
nord-Bénin selon leur niveau d'éducation

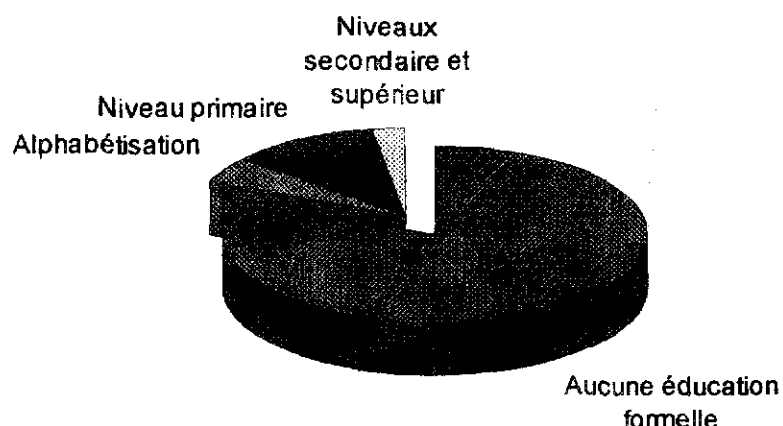


Tableau 3.30
Niveau d'éducation des membres des ménages de la zone cotonnière du nord-Bénin
dans différentes catégories socio-économiques

Niveau d'éducation	Non-pauvres		Pauvres		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Aucune éducation formelle	199	74,86	479	85,5	832	81,6
Reçu une alphabétisation fonctionnelle	16	6,0	12	2,1	37	3,6
Reçu une alphabétisation en arabe	1	0,4	3	0,5	11	1,1
Fréquenté l'école primaire	33	12,4	60	10,7	116	11,4
Fréquenté l'école secondaire au premier cycle	13	4,9	4	0,7	18	1,8
Fréquenté l'école secondaire au deuxième cycle	4	1,5	2	0,4	6	0,6
Fréquenté l'enseignement supérieur	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Total membres	266	100,0	560	100,0	1020	100,0

Source: PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

La situation au niveau de l'éducation varie selon la catégorie socio-économique du ménage et le sexe des membres des ménages. Ainsi, le pourcentage de membres analphabètes diminue avec le niveau de richesse alors que celui de membres ayant fréquenté l'école primaire augmente. L'analphabétisme est plus prononcé chez les femmes que chez les hommes: 89 % des femmes sont analphabètes contre 74 % pour les hommes. Dans la zone, 16 % des membres ayant fréquenté l'école primaire étaient des hommes contre 7 % seulement de femmes, soit un rapport de plus du simple au double (voir tableaux 3.31). Cette différence observée entre genre provient du fait qu'il existe des facteurs sociologiques dans les milieux ruraux qui limitent la fréquentation des institutions de formation formelle par les femmes. Pour accroître la fréquentation de l'école par les filles, il faut dans un premier temps éliminer les facteurs sociologiques contraignants par une sensibilisation des parents aux bienfaits de l'instruction. Toutefois, l'adaptation des formations aux besoins réels des ruraux et à la situation économique actuelle du pays est nécessaire pour convaincre les ménages ruraux.

Graphique 3.14:
Niveau d'éducation des membres des ménages ruraux
de la zone cotonnière du nord-Bénin selon le sexe

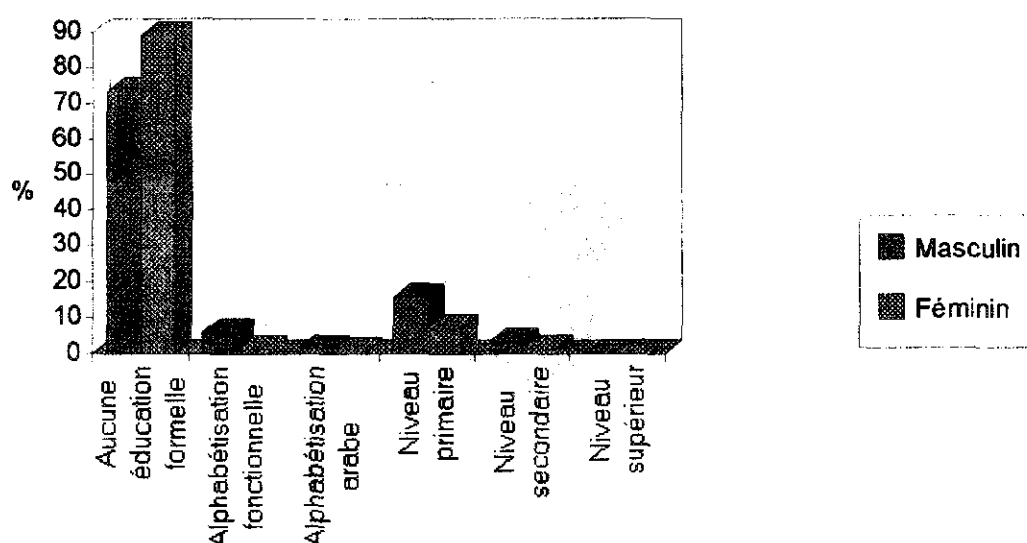


Tableau 3.31
Niveau d'éducation des membres des ménages de la zone cotonnière
du nord-Bénin selon le sexe

Niveau d'éducation	Masculin		Féminin		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Aucune éducation formelle	368	73,6	464	89,2	832	81,6
Reçu une alphabétisation fonctionnelle	30	6,0	7	1,3	37	3,6
Reçu une alphabétisation en arabe	7	1,4	4	0,8	11	1,1
Fréquenté l'école primaire	79	15,8	37	7,1	116	11,4
Fréquenté l'école secondaire au premier cycle	11	2,2	7	1,3	18	1,8
Fréquenté l'école secondaire au deuxième cycle	5	1,0	1	0,2	6	0,6
Fréquenté l'enseignement supérieur	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Total membres	500	100,0	520	100,0	1020	100,0

Source: PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

En ce qui concerne la fréquentation de l'école, 20 % seulement des enfants en âge d'aller au primaire étaient effectivement inscrits. Ce taux n'est plus que de 6 % pour les enfants en âge d'aller au secondaire, niveau maximum enregistré. Ce taux baisse avec le degré de pauvreté. En ce qui concerne les autres ordres d'enseignement, les taux sont nuls (voir tableau 3.32). Malgré la suffisance de la couverture en matière d'infrastructures scolaires dans la zone, les taux de scolarisation ne sont pas des meilleurs du pays. Ceci conforte le besoin d'information et de formation des ruraux en la matière.

Graphique 3.15:
Taux de scolarisation des enfants de la zone cotonnière du nord-Bénin
selon les catégories socio-économiques des ménages ruraux

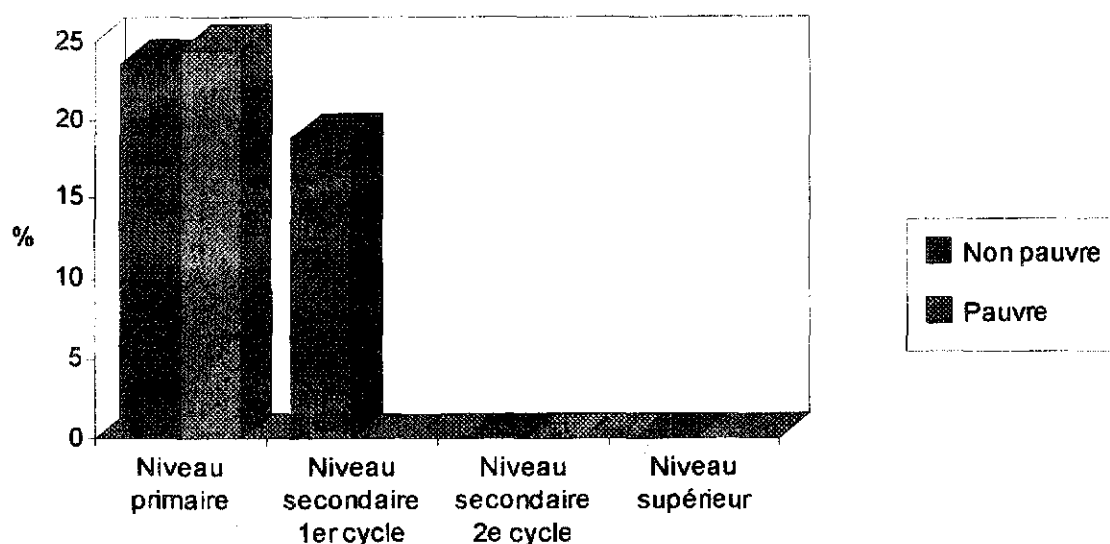


Tableau 3.32
Accès actuel à l'éducation des enfants des ménages
de la zone cotonnière du nord-Bénin selon la catégorie socio-économique du ménage

Niveau d'instruction	Non-pauvres		Pauvres		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Niveau primaire	17	23,6	28	17,6	58	20,4
Niveau secondaire premier cycle	7	18,7	0	0,0	7	5,5
Niveau secondaire deuxième cycle	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Niveau supérieur	0	0,0	0	0,0	0	0,0

Source: PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.33
Accès actuel à l'éducation des enfants des ménages
de la zone cotonnière du nord-Bénin selon le sexe de l'enfant

Niveau d'instruction	Garçons		Filles		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Niveau primaire	46	29,7	12	9,3	58	20,4
Niveau secondaire premier cycle	4	6,2	3	4,8	7	5,5
Niveau secondaire deuxième cycle	-	-	-	-	-	-
Niveau supérieur	-	-	-	-	-	-

Source: PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Les raisons de cette désaffection vis-à-vis de l'école sont multiples. Les principales sont : la nécessité de travailler (35 %) et les autres raisons (voir tableau 3.34). En effet, avec le développement de la culture attelée induite par le boom cotonnier, il s'est avéré nécessaire de détourner de l'école plus d'enfants pour la conduite des boeufs et pour accroître de façon significative la main-d'oeuvre familiale, ce qui permet d'emblaver de grandes superficies. Parmi les

autres raisons, on peut citer surtout l'attraction des revenus cotonniers. Cette attraction est aggravée par le phénomène de « diplômés sans emploi » qui fait dire qu'il vaut mieux gagner sa vie au lieu de perdre d'abord de longues années à l'école pour ensuite se « retrouver au champ ». Ensuite, il y a les pesanteurs sociales qui font encore qu'on préfère garantir des mains aux filles au lieu de les envoyer à l'école ou les confier également à des parents pour renforcer les liens de parenté (cela se fait aussi chez les garçons mais de façon plus réduite). Ces enfants confiés sont condamnés à ne pas aller à l'école.

Graphique 3.16:
Raisons de non scolarisation des enfants de la zone cotonnière du nord-Bénin

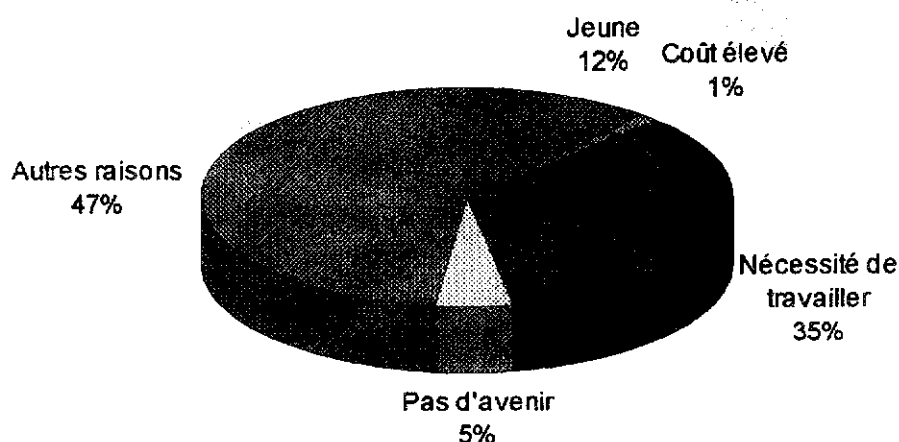


Tableau 3.34
Raisons de non-scolarisation des enfants de 5 à 14
par sexe de la zone cotonnière du nord-Bénin

Raisons de non-scolarisation	Garçons	Filles	Total
Jugé trop jeune pour aller à l'école	14,6	8,8	11,5
Nécessité de travailler	36,4	32,7	34,5
Coût trop élevé des études	1,3	1,2	1,2
Pas d'avenir pour les gens éduqués	6,6	2,9	4,7
N'a pas réussi	0,7	-	0,3
Manque de place à l'école	0,7	-	0,3
Autres raisons	39,7	54,4	47,5
Total	100,00	100,00	100,00

Source: PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

3.9 Patrimoine des ménages ruraux

En matière de logement, il n'y a pas de maisons en agglomérés en milieu rural de la zone cotonnière du nord-Bénin. Ce résultat traduit bien la réalité car malgré les revenus cotonniers, les populations rurales ne sont pas encore acquises à l'habitat amélioré tel que préconisé par les services compétents. L'amélioration se comprend ici en terme de toit. La tôle ondulée remplace désormais la paille. C'est ce qui explique la prédominance des maisons en terre et toit en tôle (53 % contre 47 %

de maisons en paille) (voir tableau 3.35). Mieux, pour cause de rareté de la paille (la région étant de plus en plus confrontée au problème de sahélisation), la tôle s'impose comme matériaux de construction. Par ailleurs, la tôle est devenue plus accessible à cause des revenus cotonniers. On comprend dès lors que ce type de maison domine aussi bien chez les non-pauvres que chez les pauvres avec toutefois une proportion légèrement plus élevée chez les non-pauvres (59 % de maisons en tôle contre 51 % pour les pauvres). Globalement, chaque ménage de la zone dispose d'au moins deux (2) maisons. Les ménages pauvres ont plus de maisons que les non-pauvres. Toutefois, il faut signaler que dans la zone, les nantis construisent de grandes cases longues comportant plusieurs appartements alors que les pauvres construisent des cases à dimensions plus réduites avec moins d'appartements.

Les ménages ruraux de la zone cotonnière du nord-Bénin ne possèdent presque pas les autres installations fixes. En effet, à l'exception des greniers qu'on rencontre à raison de 0,84 en moyenne par ménage, toutes les autres installations fixes sont presque inexistantes dans le patrimoine des ménages: moins d'un (1) pour dix (10) ménages. La possession des autres installations fixes n'est pas liée au niveau de richesse. La moyenne de greniers par ménage pauvre est plus importante que celle observée chez les non-pauvres (voir tableau 3.36).

Tableau 3.35
Nombre moyen et pourcentage des différents types d'habitat possédés
par les ménages ruraux pauvres et non pauvres de la zone cotonnière nord-Bénin

Type d'habitat	Non-Pauvres		Pauvres		Ensemble des ménages	
	Nombre moyen de maisons	% du total des maisons	Nombre moyen des maisons	% du total des maisons	Nombre moyen de maisons	% du total des maisons
Maison avec murs en terre et toit en tôle	1.23	58.59	1.28	51.32	1.25	52.75
Maison avec murs en terre et toit en paille	.87	41.41	1.21	48.68	1.12	47.25
Total	2.10	100.00	2.49	100.00	2.38	100.00

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.36
Nombre moyen des différentes autres installations fixes possédées
par les ménages ruraux pauvres et non pauvres de la zone cotonnière nord-Bénin

Autres installations fixes	Non-Pauvres		Pauvres		Ensemble des ménages	
	Nombre recensé	Nombre moyen	Nombre recensé	Nombre moyen	Nombre recensé	Nombre moyen
Bergerie	1	.02	2	.03	3	.02
Grenier	41	.67	54	.89	128	.84
Aire de séchage	3	.05			3	.02
Magasin de stockage	5	.08	3	.05	8	.05
Etang de poissons			1	.02	1	.01
Autres installations	23	.38	16	.26	46	.30

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

En ce qui concerne l'équipement et le petit matériel agricole, seuls les petits matériels agricoles (houes, machettes, etc) se retrouvent dans tous les ménages ruraux (3 au moins par

ménage). Ce sont des instruments rudimentaires qu'un ménage agricole doit nécessairement posséder. En dehors de ce type de matériel agricole, l'attelage complet est le plus répandu. On en rencontre à raison de 1 pour deux ménages. Toutefois, il faudra comprendre par attelage complet une paire de boeufs et la charrue et non la gamme complète (paire de boeufs, charrue, butteur, canadien, herse, semoir, et souleveuse). Les appareils de traitement sont possédés à raison de 0,22 en moyenne par ménage. Ces équipements sont acquis dans le cadre de la production cotonnière. En dehors de ces équipements, les autres équipements agricoles sont presque inexistant dans le patrimoine des ménages (voir tableau 3.37).

Parmi les équipements ménagers et de transport, la bicyclette se rencontre en moyenne dans tous les ménages (1,1 par ménage). La bicyclette est le moyen de transport le plus répandu dans la zone. On y retrouve aussi les mobylettes et les motos mais dans une moindre ampleur (0,22 en moyenne par ménage). Les ménages possèdent aussi les postes radio et les foyers améliorés; en moyenne 0,6 et 0,5 respectivement. En dehors de ces équipements, les autres équipements ménagers et de transport sont presque inexistant. Seule la possession du poste radio semble être l'appanage des non-pauvres: 0,75 par ménage non-pauvre contre 0,46 pour le ménage pauvre (voir tableau 3.38).

Dans la zone cotonnière du nord-Bénin, l'élevage est très développé. Le cheptel constitue une composante importante du patrimoine des ménages et une forme d'épargne très développée dans la zone. Le troupeau moyen compte 9 boeufs, 4 caprins, 3 ovins et 10 poulets. Ceci se comprend dans la mesure où la zone renferme beaucoup de peulhs qui sont des grands éleveurs dont les tailles de troupeau peuvent atteindre plusieurs centaines de boeufs. Seule la possession du gros bétail est plus répandue chez les non-pauvres que chez les pauvres: 12 têtes de boeufs chez les non-pauvres contre 5 pour les pauvres (voir tableau 3.39).

Tableau 3.37
Nombre moyen des différents équipements agricoles possédés
par les ménages ruraux pauvres et non pauvres de la zone cotonnière nord-Bénin

Équipements et matériels agricoles	Non-Pauvres		Pauvres		Ensemble des ménages	
	Nombre recensé	Nombre moyen	Nombre recensé	Nombre moyen	Nombre recensé	Nombre moyen
Attelage complet	42	.69	29	.48	91	.59
Butteur	4	.07			5	.03
Canadien					1	.01
Appareil de traitement	8	.13	14	.23	33	.22
Charette	3	.05			6	.04
Tracteur			1	.02	1	.01
Rapeuse manuelle					1	.01
Rapeuse à moteur	3	.05			3	.02
Filet			2	.03	2	.01
Nasse	4	.07			4	.03
Autres équipements et petits matériels agricoles	235	3.85	149	2.44	488	3.19

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.38
Nombre moyen des différents équipements ménagers possédés
par les ménages ruraux pauvres et non pauvres de la zone cotonnière nord-Bénin

Équipement ménager et de transport	Non-Pauvres		Pauvres		Ensemble des ménages	
	Nombre recensé	Nombre moyen	Nombre recensé	Nombre moyen	Nombre recensé	Nombre moyen
Moulin manuel	1	.02	2	.03	3	.02
Moulin à moteur	1	.02			3	.02
Foyer traditionnel	33	.54	27	.44	69	.45
Réchaud à pétrole	11	.18			12	.08
Poste radio	46	.75	28	.46	84	.55
Magnétoscope	1	.02	2	.03	3	.02
Mobylette/Moto	16	.26	11	.18	33	.22
Bicyclette	70	1.15	65	1.07	170	1.11
Automobile/Camionnette	2	.03			2	.01
Autres équipements ménagers	294	4.82	213	3.49	723	4.73

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.39
Nombre moyen des différentes espèces animales possédées
par les ménages ruraux pauvres et non pauvres de la zone cotonnière nord-Bénin

Espèces animales	Non-Pauvres		Pauvres		Ensemble des ménages	
	Nombre recensés	Nombre moyen par ménage	Nombre recensés	Nombre moyen par ménage	Nombre recensés	Nombre moyen par ménage
Bovins	742.00	12.16	332.00	5.44	1412.00	9.23
Ovins	205.00	3.36	164.00	2.69	466.00	3.05
Caprins	246.00	4.03	214.00	3.51	536.00	3.50
Poulets	582.00	9.54	694.00	11.38	1482.00	9.69

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

IV. PROBLEMES DES MENAGES RURAUX ET SOLUTIONS ADOPTEES

Cette section traite des difficultés rencontrées et des stratégies adoptées par les ménages ruraux dans le cadre des activités quotidiennes qu'ils mènent dans la zone en vue d'améliorer leurs conditions de vie. L'analyse met en évidence les différences et les similitudes dans les attitudes et les perceptions existant d'une part entre chefs de ménages hommes et les femmes et d'autre part entre les ménages pauvres et non pauvres.

4.1. Difficultés des chefs de ménages hommes et des femmes en milieu rural

Pour les chefs de ménages hommes, la moitié des difficultés concerne le secteur de la production végétale. Dans une moindre mesure, la production animale (21 %) et les problèmes environnementaux (16 %) ont également été identifiés comme des secteurs préoccupants aux yeux des chefs de ménages-homme. Il en est de même pour les activités non-agricoles comme le commerce eu égard à l'importance numérique des personnes qui mènent ces activités.

Le classement des difficultés par les femmes diffère de celui des hommes. En effet, après la production végétale, les femmes s'adonnent plus à la transformation agro-alimentaire qu'à l'élevage. Elles ne pratiquent que rarement la pêche et elles ne font ni la chasse, ni la pisciculture. Ainsi la production végétale a été citée en tête dans 41 % des cas, la transformation agro-alimentaire dans 20 % et l'élevage dans 16 % des cas. Les secteurs de l'environnement et du commerce figurent également parmi les secteurs à difficultés.

Une comparaison des difficultés par secteur citées par les chefs de ménages-homme et par les femmes montrent, entre autres, que les difficultés liées à la production végétale, bien qu'étant en première place sont moins préoccupantes chez les femmes (41 % contre 50 % chez les hommes). Par contre, les difficultés relatives à la transformation agro-alimentaire préoccupent plus les femmes (20 % contre 5 % chez les hommes). Enfin, les femmes se préoccupent des problèmes de l'environnement presque autant que les hommes à cause certainement de l'accuité de ces problèmes.

Le tableau 4.1 présente les dix difficultés les plus citées par les chefs de ménages-homme dans la zone. Six des dix difficultés les plus citées concernent le secteur de la production végétale. L'élevage et l'environnement viennent au second rang, ce qui traduit bien la situation dans la zone à savoir la prédominance de l'agriculture et de l'élevage.

Le *coût des intrants trop élevé* représente de loin le problème le plus préoccupant en matière de production végétale. Etroitement lié à l'activité agricole, le *problème des inondations* occupe le second rang dans les préoccupations des chefs de ménage. Les autres difficultés sont presque aussi importantes les unes que les autres.

Il faut souligner que la pluviosité de l'année 1994 a été très abondante et a causé beaucoup d'inondation de maisons et de cultures dans la zone. Cette situation particulière a sans doute augmenté la fréquence de citation de cette difficulté. Le tableau 4.2 présente les dix principales difficultés citées chez les femmes.

Les difficultés relatives à la production végétale occupent la première et la deuxième places avec 8 et 6,3 % des citations. Les difficultés relatives à la transformation agro-alimentaire figurent parmi les principales difficultés des femmes. Cela confirme le rôle que jouent les femmes dans la transformation agro-alimentaire.

Bien que les femmes n'aient pas cité des difficultés sur crédit pour la transformation agro-alimentaire, il faut noter que ces difficultés existent réellement.

Dans le secteur de la production végétale, le *coût élevé des intrants* et le *manque de crédit* sont les principales difficultés des femmes. Il faut souligner qu'effectivement les femmes sont pénalisées dans le domaine du crédit parce qu'elles ne sont pas encore suffisamment sensibilisées pour ouvrir un compte à la CLCAM, avoir un compte à la CLCAM étant une condition essentielle pour obtenir un crédit. La *pénibilité du travail agricole manuel* est aussi une préoccupation des femmes (environ 6 % des citations).

Tableau 4.1 Principales difficultés citées par les chefs de ménages hommes

Secteur	Difficultés	Nombre de citations	% du total de citation
Production végétale	Coût des intrants trop élevé	63	11,5
Environnement	Problème d'inondation	38	6,9
Elevage	Problème de disponibilité de points d'eau	27	4,9
Elevage	Problème de transhumance		
Production végétale	Appauvrissement du sol	26	4,8
Production végétale	Pénibilité du travail agricole manuel	25	4,6
Environnement	Problème de sécheresse	24	4,4
Production végétale	Mauvais approvisionnement en équipements agricoles	21	3,8
		21	3,8
Elevage	Problème de pâturages		
Production végétale	Manque de crédit	18	3,3
		18	3,3

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 4.2 Principales difficultés citées par les femmes

Secteur	Difficultés	Nombre de citations	% du total de citation
Production végétale	Coût des intrants trop élevé	27	7,7
Production végétale	Manque de crédit	22	6,3
Transformation agro-alimentaire	Marge réduite	21	6,0
Production végétale	Pénibilité du travail agricole manuel	20	5,7
Transformation agro-alimentaire	Manque de matériels adaptés	19	5,4
Environnement	Problème d'inondation	17	4,8
Transformation agro-alimentaire	Problème d'approvisionnement en matière première	16	4,5
Elevage	Problème de disponibilité de points d'eau	14	4,0
Elevage	Problème de vol d'animaux	12	3,4

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

4.2. Difficultés des ménages ruraux non pauvres et pauvres

L'analyse comparée des données par catégorie socio-économique montre que les ménages pauvres et les ménages non pauvres ressentent des difficultés dans les mêmes secteurs d'activités, mais à des degrés variables.

Pour les deux catégories socio-économiques, la production végétale, l'élevage et l'environnement sont les secteurs dans lesquels les ménages rencontrent le plus de difficultés. En dehors de la transformation agro-alimentaire chez les non-pauvres, les autres secteurs d'activités sont très peu préoccupants.

Bien que les proportions diffèrent, les secteurs d'activités ont été cités dans le même ordre, montrant ainsi que les préoccupations sont semblables aussi bien chez les pauvres que chez les non-pauvres bien que les degrés soient différents. Les pauvres ressentent avec plus d'acuité les problèmes sur la production végétale que les non-pauvres (52 % contre 43 %).

En ce qui concerne la priorisation des difficultés rencontrées, la situation par catégorie socio-économique est présentée aux tableaux 4.3 et 4.4. On note que les difficultés liées au secteur de l'élevage (vol d'animaux, disponibilité de produits vétérinaires et le manque de points d'eau) sont importantes pour les ménages non-pauvres.

Les problèmes les plus aigus se situent au niveau des prix des intrants agricoles. En effet, leur coût trop élevé a été évoqué comme le principal problème des ménages des deux catégories.

Au niveau des ménages pauvres, les principaux problèmes concernent de loin le secteur de la production végétale et dans une moindre mesure la transformation agro-alimentaire et l'environnement. Le coût des intrants se distingue des autres difficultés qui sont semblables en terme de nombre de pourcentage.

Le tableau 4.4 montre que la production végétale demeure le secteur dans lequel se concentre l'essentiel des difficultés des ruraux.

Tableau 4.3
Principales difficultés citées par les chefs de ménages non pauvres

Secteur	Difficultés	Nombre de citations	% du total de citation
Production végétale	Coût des intrants trop élevé	28	7,6
Production végétale	Pénibilité du travail agricole manuel	19	5,2
Elevage	Problème de vol d'animaux	18	4,9
Elevage	Problème de disponibilité de produits vétérinaires	16	4,4
Environnement	Problème d'inondation	16	4,4
Production végétale	Manque de crédit	15	4,1
Transformation agro-alimentaire	Manque de matériel adaptés	12	3,3
Production végétale	Coût élevé de la main-d'oeuvre agricole	11	3,0
Elevage	Problème de disponibilité de points d'eau	9	2,5
Production végétale	Problèmes de transhumance	5	1,3

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 4.4
Principales difficultés citées par les chefs de ménages pauvres

Secteur	Difficultés	Nombre de citations	% du total de citation
Production végétale	Coût des intrants trop élevé	46	13,9
Environnement	Problème d'inondation	25	7,5
Elevage	Problème de disponibilité de points d'eau	19	5,7
Production végétale	Pénibilité du travail agricole manuel	18	5,4
Transformation agro-alimentaire	Problème d'approvisionnement en matières premières	17	5,1
Production végétale	Mauvais approvisionnement en équipements agricoles	15	4,5
Transformation agro-alimentaire	Marge bénéficiaire réduite	15	4,5
Production végétale	Appauvrissement du sol	15	4,5
production végétale	Problème de transhumance	13	3,9
Production végétale	Manque de crédit	12	3,6

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

4.3. Causes des principales difficultés et solutions adoptées par les ménages pauvres et non-pauvres

Cette section du rapport traite des stratégies des ménages ruraux. L'analyse porte sur les causes et les solutions adoptées par les ménages ruraux pauvres et non-pauvres pour faire face aux principales difficultés qui affectent leurs activités économiques.

Les tableaux 4.5 et 4.6 présentent pour les principales difficultés rencontrées par les ménages pauvres et non pauvres, les trois causes majeures de ces difficultés et les solutions adoptées par les ménages pour réduire les effets de ces contraintes. Les colonnes pourcentages donnent l'importance relative de la cause ou de la solution retenue dans l'ensemble des causes et des solutions citées par difficulté. Trois principales causes et solutions seulement ont été retenues pour les fins de l'analyse ce qui explique que le total par difficulté peut être inférieur à 100 pour cent.

L'analyse de ces quatre principales difficultés sera complétée par celle de certaines autres déjà examinées dans la section précédente.

Tableau 4.5
Causes, difficultés et solutions adoptées par les ménages ruraux pauvres

Causes	%	Difficultés	Solutions adoptées	%
1. Conséquence de la dévaluation du F.CFA	49	1. Coût des intrants trop élevé	1. Utiliser des intrants lorsque possible	43
2. Ignorance ou incompréhension	36		2. Substituer les intrants par du travail manuel	17
			3. Redoublement d'effort	13
1. Infrastructures insatisfaisantes	94	2. Problème de disponibilité de points d'eau	1. Recherche de pâturage	57
2. Environnement naturel hostile	6		2. Utilisation de moyens adaptés	14
			3. Confier les animaux à un éleveur pour transhumance	14
1. Environnement naturel hostile	76	3. Problème d'inondation	1. On accepte ce phénomène naturel	61
2. Volonté de Dieu ou des fétiches	20		2. Abandonner les parcelles à problème	11
3. Ignorance ou incompréhension	4		3. On fait ce qu'on peut avec ce qu'on a	11
1. Manque de capital pour investir	21	4. Pénibilité du travail agricole manuel	1. Limiter le travail au minimum nécessaire à la satisfaction des besoins de base	19
2. Coût élevé des équipements	11		2. Utilisation des moyens rudimentaires (Techniques culturelles traditionnelles, et technologies simples)	13
3. Environnement naturel hostile	11		3. Travail collectif avec des voisins.	13

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 4.6

Causes, difficultés et solutions adoptées par les ménages ruraux non-pauvres

Causes	%	Difficultés	Solutions adoptées	%
1. Manque de technologies économisant l'effort physique	75	1. Pénibilité du travail agricole manuel	1. Utilisation des moyens rudimentaires (Techniques culturelles traditionnelles et technologies simples)	26
2. Manque de capital pour investir	9		Utilisation de la main-d'oeuvre	23
	6		3. Limiter le travail au minimum à la satisfaction des besoins de base	16
1. Manque d'accès au crédit	29	2. Manque de crédit	1. On fait ce qu'on peut avec ce qu'on a	43
2. Manque de capital pour investir	21		2. Emprunt à des voisins ou à des membres du ménage	24
3. Peur d'être insolvable	14		3. Vente de produits ou même de biens personnels	10
1. Conséquence de la dévaluation du F.CFA	50	3. Coût des intrants trop élevé	1. Substituer les intrants par du travail manuel	50
2. Taxation formelle et informelle des intrants importés du Nigéria	42		2. Limiter au minimum d'intrants	12
3. Disponibilité insuffisante d'intrants au niveau local	4			
1. Manque de surveillance des animaux	28	4. Problème de vol d'animaux	1. On accepte les vols parce qu'il n'y a pas d'autres solutions	84
2. Personnes au chômage ou désœuvrées s'adonnant au vol	22		2. Implorer Dieu et les fétiches	11
3. Action de certaines personnes au détriment d'autrui	22		3. Recours aux autorités pour régler les conflits	5

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

- **Premier type de difficulté : Coût trop élevé des intrants agricoles**

Selon les ménages ruraux, la principale cause du coût élevé des intrants agricoles est la dévaluation du F.CFA qui a doublé le coût des engrais chimiques et des produits phytosanitaires importés. Une alternative pour certains ménages consiste à s'approvisionner en intrants à partir du Nigéria. Mais les taxes et les péages informels des agents de l'administration renchérissent les coûts de ces intrants. La troisième cause évoquée est la non disponibilité des intrants au niveau de certaines localités; la commercialisation des intrants n'étant pas rentable pour les commerçants dans lesdites localités.

Face aux coûts élevés des intrants agricoles, les ménages ruraux adoptent deux principales solutions à savoir la réduction des quantités d'intrants utilisés par unité de superficie et la substitution du travail aux intrants. La première solution adoptée contribue à une faible productivité et par conséquent conduit les ménages ruraux dans un cercle vicieux de la pauvreté.

- **Deuxième type de difficulté : Insuffisance de points d'eau pour le bétail**

Le problème d'insuffisance de points d'eau est fortement ressenti par les ménages ruraux pauvres. Selon eux, les infrastructures disponibles sont insuffisantes et leur environnement constitue un frein à la disponibilité des points d'eau (zone aride).

Face à ce problème une seule solution semble avoir été véritablement adoptée. Il s'agit du déplacement des troupeaux vers les zones plus propices soit par les ménages eux-mêmes soit en les confiant aux éleveurs peulhs.

- **Troisième type de difficulté : Problème d'inondation**

Tout comme pour la précédente, les ménages ruraux pauvres sont les seuls à signaler l'inondation comme faisant partie des quatre principales difficultés alors que toute la région y fait face par moment. Cet intérêt accordé à ce phénomène vient du fait que les ménages pauvres sont plus vulnérables à ses conséquences. Selon les ménages, les causes sont relatives à l'hostilité de l'environnement, à la situation géographique des villages et à la volonté de Dieu.

Les causes évoquées montrent qu'il s'agit d'un phénomène naturel contre lequel les ménages ne peuvent rien. La solution adoptée est d'abandonner les parcelles concernées ou alors des attitudes fatalistes qui se résument à "nous faisons ce que nous pouvons".

- **Quatrième type de difficulté : Pénibilité du travail agricole manuel**

Pour l'ensemble des ménages ruraux (pauvres et non-pauvres) les trois raisons ci-dessous expliquent cette difficulté qui, comme on l'a déjà vu, est de loin la plus durement vécue par eux :

- * la non-disponibilité par eux de matériels techniques et des équipements pouvant leur permettre une économie d'effort physique ;
- * l'insuffisance de moyens financiers pour acquérir des équipements plus modernes
- * l'insuffisance de main-d'oeuvre par rapport aux superficies des terres à cultiver.

Pour faire face à la pénibilité du travail, les ménages ruraux ont recours en premier, à la main-d'oeuvre familiale (on comprend mieux pourquoi ils estiment qu'avoir beaucoup d'enfants et de femmes contribuerait à améliorer leur bien-être), solution qu'ils combinent souvent avec la limitation des superficies à cultiver au minimum nécessaire à la satisfaction des besoins de base. En troisième lieu, les ménages pauvres sollicitent davantage l'aide des autres producteurs (travail collectif avec des voisins).

- **Cinquième type de difficulté : Le manque de crédit**

Les ménages ruraux estiment qu'ils n'ont pas accès au crédit essentiellement parce qu'ils n'arrivent pas à réunir le capital minimum requis. Ils ont aussi peur d'être insolvable.

Parmi les solutions adoptées, on retiendra essentiellement: le recours aux tiers notamment à l'entraide mutuelle (pour l'emprunt d'argent ou d'équipement); la vente de produits ou des biens matériels et si cela n'est pas possible, ils « font ce qu'ils peuvent avec ce qu'ils ont ». Cette attitude des ménages ruraux de la zone pose clairement la question du financement du secteur rural.

- **Sixième type de difficulté : Problème de vol d'animaux**

Selon les ménages ruraux, les vols d'animaux sont le fait d'une part de chômeurs ou des désœuvrés qui dans l'oisiveté tombent dans le banditisme ou résultent d'autre part des problèmes de règlement de compte ou conflits entre populations d'un même quartier ou village voire de la même zone. Certains membres des ménages pensent que c'est souvent l'oeuvre des transhumans étrangers qui emportent dans leurs troupeaux les bêtes qui sont au pâturage et souvent surveillées par des enfants. L'entrée de ces transhumans étrangers engendre une autre difficulté celle du manque de pâturage.

Les ménages ruraux sont le plus souvent résignés face à cet état de fait (dans 84% de cas on accepte les vols parce qu'il n'y a pas d'autres solutions) et implorent Dieu et les fétiches. Un certain nombre de ménages non pauvres essaient d'améliorer la surveillance des bêtes en prenant un gardien. Le recours aux autorités politico-administratives n'est envisagée que dans 5% des cas en raison de sa faible efficacité. Cependant ces dernières, en ce qui concerne la transhumance sont en train de prendre des mesures pour empêcher l'entrée des éleveurs étrangers.

- **Septième type de difficulté : Problème de disponibilité de produits vétérinaires**

Le problème de disponibilité de produits vétérinaires, en particulier pour la vaccination des animaux, est principalement imputable au manque d'appui ou au mauvais suivi des services vétérinaires. Ceux-ci n'ont probablement pas les moyens adéquats pour assurer ce service public. Cette faiblesse des pouvoirs publics est d'autant plus ressentie que les besoins de services vétérinaires sont importants compte tenu des nombreuses épizooties rencontrées dans la zone.

Face à ce problème, les ménages ruraux n'ont d'autres choix que de se plier sur des techniques traditionnelles rudimentaires comme l'arrachage manuel des tiques sur les animaux.

- **Huitième type de difficulté : Manque de matériels adaptés pour la transformation agro-alimentaire**

Le manque de matériels adaptés pour la transformation agro-alimentaire vient d'une part du manque de capital nécessaire pour acheter l'équipement, même à crédit et d'autre part du manque de technologies adaptées aux conditions de fonctionnement en milieu rural et aux connaissances des ménages ruraux.

Pour remédier à cette difficulté les ruraux, notamment les femmes essayent de se débrouiller avec les moyens de bord. Elles n'ont pas vraiment d'alternatives dans une situation de contraintes financières et de manque d'accès au crédit.

- **Neuvième type de difficulté : L'appauvrissement des sols**

Dans la zone avec le développement de la culture du coton, les sols deviennent de plus en plus dégradés et peu fertiles.

Pour lutter contre l'appauvrissement de leurs sols, les ménages ruraux pratiquent la technique de jachère de longue durée en allant en colonie dans d'autres localités.

- **Dixième type de difficulté : Coût élevé/Manque de main-d'oeuvre agricole**

L'engouement des paysans de la zone pour la culture du coton a conduit à une augmentation des superficies cultivées grâce à l'utilisation de la culture attelée. Ceci nécessite plus de main-d'oeuvre pour les travaux de récolte qui ne sont pas mécanisés. La forte demande de la main-d'oeuvre pendant les récoltes entraîne un renchérissement du coût de ce facteur. Cela fait que les ménages pauvres subissent en particulier un manque de main-d'oeuvre car ils n'ont pas les moyens d'engager de la main-d'oeuvre salariée.

Face au coût élevé de la main-d'oeuvre agricole, les ménages ruraux essaient d'utiliser au maximum la main-d'oeuvre familiale (cela se ressent sur le taux de fréquentation et les raisons de non scolarisation des enfants). Cependant cette ressource fortement sollicitée a ses limites, ce qui amène les ménages à limiter les superficies au strict minimum. Il s'agit là d'une solution de survie qui de surcroît conduit à un cercle vicieux de la pauvreté.

En dehors du revenu beaucoup d'autres paramètres interviennent dans l'identification des pauvres. Indiscutablement les problèmes des ménages ruraux sont liés à trois paramètres majeurs à savoir :

- *le niveau de formation de la population*
- *l'accès aux services sociaux de base*
- *l'accès aux ressources productives*

Comme on peut le constater à travers les problèmes qui viennent d'être évoqués par les ménages ruraux tant pauvres que non pauvres, c'est seulement le dernier paramètre qui est mis en cause par l'énumération des difficultés comme: pénurie de terre, appauvrissement des terres, manque de crédit, manque d'équipements et d'intrants agricoles, manque de matériels adaptés à la transformation agro-alimentaire, marge bénéficiaire réduite, pénibilité du travail agricole manuel, etc.

Les mesures préconisées par ces ménages pour remédier aux problèmes ne sont pas pertinentes. Les ménages sont dans la plupart des cas résignés ou adoptent des solutions qui indéniablement les conduisent dans un cercle vicieux de la pauvreté. C'est pourquoi il est urgent de concevoir un programme raisonnable qui devra prendre en compte la résolution des problèmes afférents non seulement à ces trois paramètres mais également régler les problèmes d'environnement institutionnel c'est à dire susciter la participation communautaire. C'est ce que tente de faire le chapitre 6 relatif aux orientations.

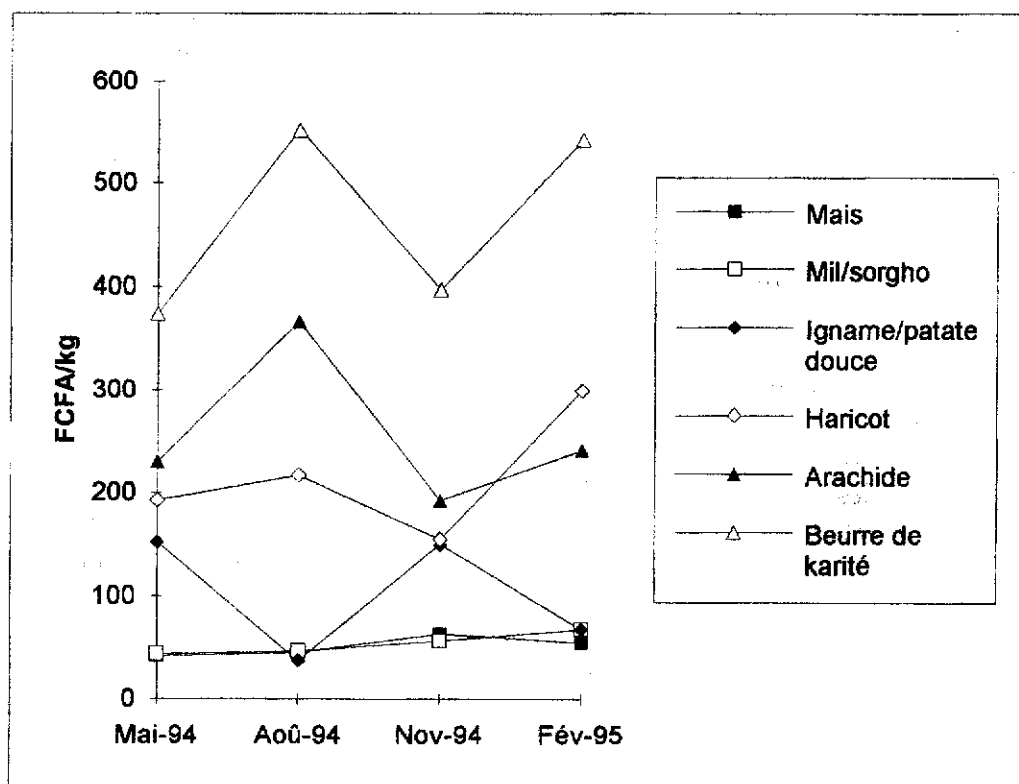
V. PRESENTATION DES RESULTATS D'UNE ENQUETE D'OPINION AUPRES DES MENAGES RURAUX SUR L'IMPACT DE LA DEVALUATION DU F.CFA

5.1. L'évolution des prix sur les marchés ruraux

Les données fournies par l'ECVR permettent une analyse détaillée par zone agro-écologique des prix des produits alimentaires sur les marchés ruraux de mai 1994 à février 1995. Ces données sont disponibles pour les quatre passages de l'ECVR, soit mai, août et novembre 1994 et février 1995. On s'intéresse d'une part aux fluctuations entre les différents passages et d'autre part à la tendance entre le premier et le quatrième passages.

Les fluctuations de prix ont été souvent fortes sauf pour le mil/sorgho et dans une certaine mesure le maïs. De même, plus de produits ont connu une tendance à la hausse dans l'année sauf pour l'igname (voir graphique 5.1).

Graphique 5.1 Evolution des prix des principaux produits alimentaires consommés dans la zone cotonnière du nord-Bénin



Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

5.2. Impact de la dévaluation du FCFA sur la consommation alimentaire des ménages ruraux

La zone cotonnière du Nord-Bénin présente une situation différente de la zone de l'extrême Nord-Bénin et beaucoup plus proche de la moyenne nationale. Les consommateurs ont fréquemment réduit leur consommation d'igname, de condiment et d'oignon. Ils ont réduit la quantité, mais aussi la qualité de la viande. Enfin les quantités consommées de céréales ont été

réduites également, mais beaucoup moins compte tenu du manque de substitut pour le maïs et de la forte auto-consommation de mil/sorgho (voir tableau 5.1). Quant aux changements dans les comportements de consommation des produits alimentaires importés, ils sont légèrement inférieurs à ceux mentionnés au niveau national.

Tableau 5.1
Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la consommation de produits alimentaires par les ménages ruraux de la zone cotonnière du Nord-Bénin

Produits	% des citations par produit					Nombre total de citations	% total citations produits locaux
	Quantité à la baisse	Quantité à la hausse	Quantité stable	Qualité à la baisse	Qualité à la hausse		
Cossette d'igname	75,9	0,0	13,0	9,3	1,9	54	15,2
Maïs	43,1	5,9	39,2	5,9	5,9	51	14,3
Mil/sorgho	36,0	6,0	50,0	8,0	0,0	50	14,0
Viande	63,3	2,0	6,1	26,5	2,0	49	13,7
Condiment	77,4	0,0	19,4	3,2	0,0	31	8,7
Oignon	92,9	0,0	3,6	3,6	0,0	28	7,9
Produits locaux	64,6	2,5	20,9	10,3	1,7	359	100
Produits importés	73,8	1,7	8,6	15,9	0	233	100
Total produits	68,2	2,2	16	12,5	1	592	100

NP: Non pertinent

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

5.3. Impact de la dévaluation du FCFA sur la consommation non alimentaire des ménages ruraux

Dans la zone, le poste logement a été un peu plus souvent affecté et le poste transport un peu moins qu'au niveau national, ce qui explique l'inversion des rangs dans le tableau 5.2. Les ménages ruraux ont plus souvent réduit la qualité des dépenses non alimentaires qu'au niveau national et ce, pour tous les postes sauf les obligations sociales où on observe une plus forte stabilité des dépenses. Quant aux quantités consommées, elles ont été plus souvent réduites pour le logement et le transport et moins souvent pour l'habillement et la santé par rapport à l'ensemble du pays.

Tableau 5.2
Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la consommation de produits non alimentaires par les ménages ruraux de la zone cotonnière du Nord-Bénin

Postes	% des citations par produit					% total citations produits non alimentaires
	Quantité à la baisse	Quantité à la hausse	Quantité stable	Qualité à la baisse	Qualité à la hausse	
Habillement	35,1	2,5	5,0	56,6	0,8	31,8
Santé	36,1	2,1	22,7	38,1	1,0	25,5
Obligations sociales	30,5	3,4	46,6	17,8	1,7	15,5
Logement	63,6	0,8	10,2	25,4	0,0	15,5
Transport	59,6	2,2	4,5	33,7	0,0	11,7
Total	41,9	2,2	16,7	38,4	0,8	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

5.4 Impact de la dévaluation sur la production vivrière des ménages ruraux

Dans cette zone, la dévaluation a eu un impact positif sur la production vivrière. Les ménages ruraux ont enregistré principalement une hausse de la rentabilité suite à la dévaluation (51% des cas cités, soit 8% de plus que la moyenne nationale). Ils ont aussi augmenté plus souvent leur production vivrière de maïs, de sorgho, d'igname et de haricot (40% des citations, soit 11% de plus que la moyenne nationale).

Tableau 5.3

Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la rentabilité des cultures vivrières par les ménages ruraux de la zone cotonnière du Nord-Bénin

Produits	% des citations par produit			Nombre total de citations	% total citations produits
	Rentabilité à la baisse	Rentabilité à la hausse	Rentabilité inchangée		
Maïs	18,6	46,9	34,5	113	38,1
Sorgho	11,0	52,7	36,3	91	30,6
Ignane	12,0	40,0	48,0	25	8,4
Haricot	16,0	52,0	32,0	25	8,4
Total	14,1	51,2	34,3	296	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 5.4

Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la production des cultures vivrières par les ménages ruraux de la zone cotonnière du Nord-Bénin

Produits	% des citations par produit			Nombre total de citations	% total citations produits
	Quantité à la baisse	Quantité à la hausse	Quantité stable		
Maïs	17,0	42,0	41,1	113	38,0
Sorgho	14,3	41,8	44,0	91	30,9
Ignane	28,0	20,0	52,0	25	8,5
Haricot	12,0	24,0	64,0	25	8,5
Total	14,6	40,0	45,4	296	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

5.5 Impact de la dévaluation sur la production des cultures de rente des ménages ruraux

Dans la zone cotonnière du Nord-Bénin, la dévaluation a aussi eu un impact mitigé sur les cultures de rente. Comme dans la zone de l'extrême Nord-Bénin, la rentabilité du coton a souvent diminué (59% des cas, soit 18% de plus que la moyenne nationale), mais les ménages ont quand même augmenté leur production (47% des cas), faute d'alternative. Pour l'arachide, la rentabilité et la production sont toutes deux le plus souvent à la hausse. Quant au maïs, sa rentabilité a le plus souvent augmenté, mais reste sans doute encore inférieure à celle du coton, ce qui explique que la production de maïs soit restée stable.

Tableau 5.5

Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la rentabilité des cultures de rente par les ménages ruraux de la zone cotonnière du Nord-Bénin

Produits	% des citations par produit			Nombre total de citations	% total citations produits
	Rentabilité à la baisse	Rentabilité à la hausse	Rentabilité inchangée		
Coton	68,8	15,6	15,6	128	65,0
Arachide	12,9	64,5	22,6	31	15,7
Maïs	7,1	64,3	28,6	28	14,2
Total	49,2	32,5	18,3	197	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 5.6

Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la production des cultures de rente par les ménages ruraux de la zone cotonnière du Nord-Bénin

Produits	% des citations par produit			Nombre total de citations	% total citations produits
	Quantité à la baisse	Quantité à la hausse	Quantité stable		
Coton	23,6	47,2	29,1	127	64,8
Arachide	9,7	61,3	29,0	31	15,8
Maïs	3,6	21,4	75,0	28	14,3
Total	19,4	45,4	35,2	196	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

5.6. Impact de la dévaluation sur les activités de transformation agro-alimentaire des ménages ruraux

Dans la zone, la dévaluation a eu un impact plutôt positif sur les activités de transformation agro-alimentaire. L'impact sur la rentabilité a été plus souvent positif que négatif. Ce qui frappe aussi dans cette zone est le grand nombre d'activités de transformation citées.

Tableau 5.7

Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la rentabilité des activités de transformation agro-alimentaire par les ménages ruraux de la zone cotonnière du Nord-Bénin

Produits	% des citations par produit			Nombre total de citations	% total citations produits
	Rentabilité à la baisse	Rentabilité à la hausse	Rentabilité inchangée		
Total	29,5	48,9	21,6	139	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

5.7. Impact de la dévaluation sur les activités de commerce des ménages ruraux

Dans la zone, la dévaluation a eu un impact très faible sur les activités de commerce et le peu d'impact sur la rentabilité a été surtout à la baisse.

Tableau 5.8
Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la rentabilité
des activités de commerce par les ménages ruraux de la zone
cotonnière du Nord-Bénin

Produits	% des citations par produit			Nombre total de citations	% total citations produits
	Rentabilité à la baisse	Rentabilité à la hausse	Rentabilité inchangée		
Total	74,5	17,0	8,5	47	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

5.8. Impact de la dévaluation sur la solidarité communautaire des ménages ruraux

Dans la zone, la dévaluation a eu un impact faible sur la solidarité communautaire. Peu de ménages ruraux ont reçu ou envoyé des aides ou des personnes suite à la dévaluation. Les envois d'aide sont plus fréquents que les dons reçus (respectivement 14% et 7%). Les ménages ruraux ont accueilli autant de personnes qu'ils en ont envoyé à l'extérieur (2%).

Tableau 5.9
Changements induits par la dévaluation du FCFA dans
la solidarité communautaire des ménages ruraux de la
zone cotonnière du Nord-Bénin

	% des ménages	
	Oui	Non
Aide en argent ou en nature		
Appel à des aides d'autres personnes	7,3	92,7
Dons faits à d'autres personnes	14,3	85,7
Ni aides reçues, ni dons faits	81,4	18,6
Accueil de personnes		
Personnes envoyées ailleurs	2,0	98,0
Personnes accueillies venant d'ailleurs	2,0	98,0
Aucun parent envoyé ou accueilli	96,3	3,7

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

VI. ORIENTATIONS POUR L'AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE ET LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE RURALE

6.1. Principes directeurs

1. **Les orientations proposées touchent plusieurs domaines d'activité.** Elles s'insèrent dans la perspective du PNUD en matière de Développement Humain Durable. Les orientations sont conçues dans une vision systémique et multidisciplinaire. Les dimensions autres que celles économiques identifiées lors de l'étude sur la perception de la pauvreté en milieu rural ont été aussi prises en compte dans la formulation des orientations. Ainsi, les aspects environnementaux, sociaux, politiques et culturels ont été intégrés. La pauvreté n'est pas seulement une affaire de la faiblesse du niveau des dépenses, mais aussi de manque d'accès à l'éducation, à la santé, à l'emploi, au marché, au crédit, à la technologie, à l'information, etc. Par conséquent, l'accès aux services sociaux de base a été analysé.
2. **Les orientations proposées interviennent aux niveaux macro, meso et micro.** L'amélioration des conditions de vie et la réduction de la pauvreté supposent des actions concertées et des initiatives individuelles et collectives à tous les niveaux: le gouvernement central, les formes de gouvernement local, les donateurs, les ONG, les entrepreneurs privés, les groupements associatifs ou communautaires (coopératives, tontines, groupements villageois, etc.), les ménages ruraux. Les changements ne peuvent se réaliser de manière coercitive, mais par la formation, la participation et le dialogue en tenant compte des valeurs endogènes et des contraintes culturelles et culturelles des milieux.
3. **Les orientations proposées concernent différents horizons temporels: le court, le moyen et le long termes.** Dans tous les cas, il faut procéder avec des expériences pilotes à petite échelle pour tester et valider une intervention avant de l'appliquer au niveau de l'ensemble de la zone.
4. Ces trois principes directeurs sont intégrés au sein d'un **cube d'orientation stratégique** présenté à la figure 6.1.
5. Enfin **les orientations proposées visent soit l'ensemble des ménages ruraux, soit sont ciblées sur les pauvres ou les femmes.**

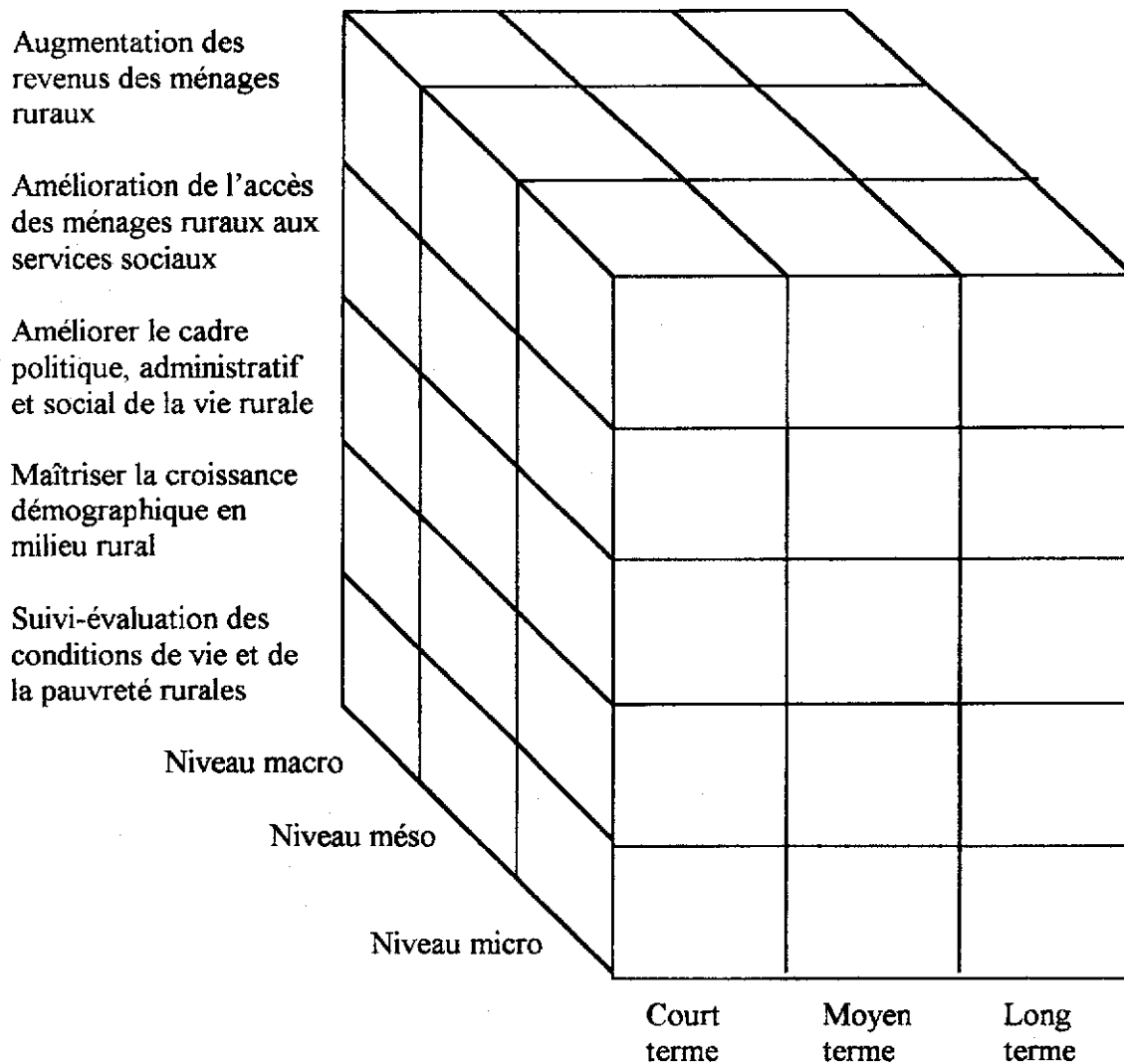
6.2 Premier domaine d'intervention: l'augmentation des revenus des ménages ruraux

Premier axe d'intervention: les prix des équipements et des produits agricoles

Objectifs

- Améliorer la rentabilité des activités agricoles et donc les revenus agricoles
- Augmenter l'utilisation d'intrants agricoles (semences améliorées, engrais organique et chimique, compost, produits phytosanitaires) qui permet d'augmenter la productivité et de lutter contre l'appauvrissement des sols
- Augmenter l'accès aux équipements agricoles et de transformation agro-alimentaire qui augmentent la productivité et les revenus et réduisent la pénibilité du travail manuel

Figure 6.1: Cube d'orientation stratégique pour l'amélioration des conditions de vie et de lutte contre la pauvreté rurales



Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

Favoriser l'augmentation des prix de vente des produits agricoles au producteur

L'augmentation des prix de vente des produits agricoles au producteur apparaît comme la meilleure méthode pour améliorer la rentabilité des activités agricoles et l'utilisation accrue d'intrants. Pour le coton, il est relativement facile d'augmenter le prix au producteur et ainsi de lui faire plus bénéficier du doublement du prix dénommé en FCFA suite à la dévaluation.

Pour les autres cultures, outre les effets indirects dus à la dévaluation, l'Etat peut favoriser une hausse des prix au producteur par l'amélioration des performances des filières concernées, en particulier la recherche de débouchés accrus, l'augmentation de la concurrence aux différents niveaux des filières, la réduction des coûts de transaction formels et informels qui grèvent les

coûts de commercialisation, le développement des infrastructures de stockage villageois et la circulation de l'information sur les prix et les opportunités de vente et d'achat.

Améliorer la filière mil/sorgho

Mettre des fonds à la disposition de la recherche agricole pour qu'elle puisse mettre au point des semences et variétés de mil/sorgho. Les ménages doivent être encouragés dans la pratique des techniques de cultures intercalaires avec mucuna.

Mesures ciblées sur les pauvres

Favoriser l'achat d'équipements agricoles par les plus pauvres

Ne pas faire de dons, mais prendre en charge une partie de la mise de fonds initiale qui représente entre 10 et 20% du prix d'achat, le reste (80%) étant financé à crédit. Dans tous les cas, le producteur doit mettre une partie de la mise de fonds initiale, si minime soit-elle et la rentabilité de l'investissement en équipement agricole doit permettre de rembourser le crédit octroyé. On pourra suivant ce principe mettre à la disposition de ces ménages la ligne de crédit équipement du PDRI (Projet de Développement rural intégré) du CARDER (Projet Borgou II) et celle du CREP.

Une autre manière d'agir est de doter les ménages non pauvres des équipements modernes (après un investissement de base) afin que ces derniers fassent des prestations de services aux ménages pauvres

Deuxième axe d'intervention: le crédit rural

Objectif

Améliorer l'accès au crédit pour l'achat d'intrants agricoles et l'équipement agricole et de transformation agro-alimentaire, en particulier des pauvres:

- Le crédit intrants (type crédit de campagne) devrait stimuler l'utilisation des intrants agricoles (engrais, produits phyto-sanitaires, semences sélectionnées) qui augmentera la productivité du sol (les rendements), la production et les revenus et contribuera à lutter contre l'appauvrissement des sols.
- Le crédit équipement agricole améliorera la productivité du sol et du travail et donc les revenus et réduira la pénibilité du travail agricole manuel.
- Le crédit équipement de transformation agro-alimentaire augmentera la productivité du travail féminin, réduira la pénibilité du travail des femmes, leur fera économiser du temps et peut indirectement contribuer à faciliter l'envoi des enfants, surtout des filles à l'école.

Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

Renforcer le rôle des CLCAM

- Encourager la mise en place de CLCAM au niveau de certaines communes de la zone pour rapprocher la CLCAM des ménages ruraux
- Adapter la conditionnalité de l'accès au crédit par les CLCAM: réduction du montant de cotisation pour être membre de la CLCAM, réduction du montant minimal de l'argent en compte, suppression du délai entre l'ouverture du compte et la possibilité de contracter un prêt

- Assouplir les types de prêt en termes de montant, d'échéance et de secteur d'activité des CLCAM
- S'assurer toujours de la viabilité de l'institution financière qui n'est pas une institution charitable
- Encourager le regroupement de producteurs hommes et femmes pour réunir la mise de fonds minimale et les garanties nécessaires pour l'obtention d'un prêt
- Dans la mesure du possible, utiliser de l'argent chaud pour renforcer le sens des responsabilités et la probabilité de remboursement des prêts
- Mener des campagnes de sensibilisation, d'information et de formation particulièrement auprès des femmes et des pauvres sur les services offerts par la CLCAM et les modalités d'accès au crédit

Développer le potentiel d'autres formes alternatives de crédit

Coopératives d'épargne et de crédit, tontines, banquiers itinérants, etc.

Mobiliser l'épargne locale

En particulier en libérant les taux d'intérêt des mutuelles

Mesures ciblées sur les pauvres

Réduire le taux d'intérêt de certains prêts aux plus pauvres

Les expériences menées dans d'autres pays ont montré la nocivité de subventions générales sur le taux d'intérêt qui rend le capital artificiellement peu cher, mène à son gaspillage, démobilise l'épargne et n'est pas soutenable à long terme par l'Etat une fois que le financement du bailleur de fonds s'est arrêté. Cependant des réductions légères peuvent être accordées pour des prêts contribuant directement et fortement à l'augmentation des revenus des plus pauvres.

Combinaison du crédit avec des réductions du prix des intrants pour les pauvres dans des conditions très particulières

Des subventions sur les prix des intrants ne sont pas souhaitables pour ne pas fausser le système de prix et créer une mauvaise allocation de ressources. L'utilisation d'intrants produits par le paysan (engrais organique, compost) doit aussi être privilégiée. De plus elles ne sont pas vraiment possibles dans un contexte d'ajustement structurel. Cependant elles peuvent être envisagées dans des conditions particulières : des producteurs pauvres, localisés dans des zones à haut risque environnemental; des intrants qui contribuent directement à préserver les sols; une subvention limitée en importance et la plus ciblée possible pour limiter les coûts et éviter les effets de déperdition.

Troisième axe d'intervention: les infrastructures de transport rurales

Objectifs

- Désenclaver certaines zones rurales pour donner au producteur un meilleur accès au marché, d'une part pour avoir un meilleur accès aux intrants et d'autre part pour pouvoir mieux écouler les produits agricoles
- Réduire les coûts de transport et augmenter les revenus du producteur
- Augmenter les opportunités économiques des ménages ruraux

- Améliorer l'accès à certains services

Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

Construction, réfection et entretien de pistes, de ponts et de guets afin de désenclaver Ségbana et autres sous-préfectures de la zone.

Il s'agit d'élargir et d'améliorer le réseau de voies secondaires et tertiaires pour les rattacher aux voies primaires (les grandes routes). Selon le degré de pauvreté de la zone, les ménages ruraux auront à assumer une plus ou moins grande partie de ces coûts. Dans ce cadre l'activité de certaines ONG comme le BDBD qui a ouvert et refectionné des pistes et construit des ouvrages de franchissement mérite d'être encouragée.

Quatrième axe d'intervention : l'aide alimentaire aux très pauvres

Objectifs

- S'assurer d'une couverture minimale des besoins essentiels en période critique
- Lutter contre la malnutrition dans des groupes à risque: femmes enceintes et allaitantes, enfants en bas âge et vieillards

Mesures ciblées sur les pauvres

Distribution de vivres PAM dans des écoles et des centres de santé primaires en échange de l'amélioration des pratiques nutritionnelles par les mères en particulier la conduite du sevrage

Figure 6.2: Positionnement des mesures proposées dans le domaine de l'augmentation des revenus des ménages ruraux

	Court terme	Moyen terme	Long terme
Niveau macro			
Niveau méso	<p>Hausse des prix des produits agricoles au producteur</p> <p>Renforcer le rôle des CLCAM dans le crédit</p>	<p>Construction et entretien de voies rurales</p> <p>Développer formes alternatives de crédit</p> <p>Mobiliser l'épargne locale</p>	<p>Construction et entretien de voies rurales</p>
Niveau micro	<p>Réduction du prix des intrants aux pauvres sous condition.</p> <p>Favoriser l'achat d'équipement agricole par les plus pauvres sous condition.</p> <p>Ententes entre éleveurs et agriculteurs sur droits de transhumance du bétail</p> <p>Aide alimentaire contre travail aux plus pauvres</p> <p>Réduire le taux d'intérêt de certains prêts</p>	<p>Aide alimentaire pour groupes à risque sous condition.</p>	

6.3 Deuxième domaine d'intervention : l'amélioration de l'accès des ménages ruraux aux services sociaux

Premier axe d'intervention : la santé

Objectifs

- Améliorer l'accès aux soins de santé, en particulier des plus pauvres
- Améliorer la qualité des soins fournis
- Améliorer l'état sanitaire de la population rurale
- Lutter de façon efficace contre la malnutrition chronique
- Privilégier la médecine préventive par rapport à la médecine curative

Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

Financer et organiser une campagne nationale d'IEC

Campagne d'Information, d'Education et de Communication sur la prévention des principales maladies (ex: mesures d'hygiène, allaitement au sein exclusif des bébés jusqu'à six mois), sur le traitement de maladies courantes (ex: TRO), intérêt de la vaccination et son suivi, méfaits de l'automédication.

Réfectionner et équiper correctement les centres de soins primaires en milieu rural

Réorienter une partie du budget de la santé des centres urbains vers les communes rurales, en particulier pour fournir les équipements et le matériel nécessaires aux Unités villageoises de santé, aux Complexes communaux de santé et aux maternités dans le contexte de la mise en place de zones sanitaires.

Favoriser l'émergence de nouveaux centres de soins primaires

A partir d'initiatives privées et communautaires. Par exemple les cliniques coopératives.

Améliorer la formation des agents de santé primaires

En particulier les matrones et les secouristes des UVS et les infirmières des CCS.

Etendre le système d'information à base communautaire (SIBC) à d'autres villages de la zone

A partir de l'expérience pilote menée par le Ministère de la santé et l'UNICEF dans 20 villages du Zou, dix villages du Borgou et dix villages de l'Atacora, il s'agira d'étendre le SIBC pour permettre entre autres un suivi de la croissance des enfants et un suivi de la prévalence de certaines maladies. La participation active de la population permet de réduire considérablement les coûts et d'augmenter le niveau de conscience de la population par rapport aux questions sanitaires et nutritionnelles.

Mesures ciblées sur les pauvres

Encourager l'achat de moustiquaires par les pauvres

L'utilisation de moustiquaires permettrait de réduire considérablement et à faible coût le paludisme, maladie endémique en milieu rural qui entraîne des souffrances, affaiblit la personne et la rend plus susceptible d'attraper d'autres maladies parfois mortelles et enfin réduit la productivité du travail. Une campagne nationale de sensibilisation des populations à l'achat, à l'utilisation et aux bienfaits des moustiquaires soutenue par le slogan "Un béninois en santé couche sous une moustiquaire" serait nécessaire. On pourra encourager la fabrication nationale des moustiquaires (créant ainsi de l'emploi) et la vente à prix très réduit des moustiquaires.

Deuxième axe d'intervention : l'éducation

Objectifs

- Améliorer l'accès à l'éducation, en particulier des pauvres et des filles
- Améliorer la qualité et la pertinence de l'éducation
- Améliorer le niveau d'éducation de la population rurale
- Privilégier l'éducation primaire et professionnelle par rapport à l'éducation générale de niveaux secondaire et supérieur en milieu rural

Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

Revoir le contenu des programmes

Privilégier l'apprentissage de connaissances fondamentales (français, calcul) et appliquées (techniques agricoles, techniques de transformation agro-alimentaire, hygiène, nutrition, santé, etc.). La langue d'enseignement devrait rester le français, seule langue de communication entre les nombreuses ethnies du pays et langue de l'administration et des bailleurs de fonds. Cependant la transition de la langue nationale au français devrait être progressive en première année.

Intensifier le programme national d'alphabétisation fonctionnelle

Ce programme devrait permettre d'alphabétiser le maximum d'adultes et de leur donner un minimum de connaissances appliquées utiles pour leur milieu de vie.

Mesures ciblées sur les pauvres

Réduire les coûts de la scolarisation des enfants des ménages pauvres

L'Etat devra étendre son programme d'éducation primaire gratuite aux garçons des ménages ruraux en général et en particulier ceux des ménages pauvres. L'Etat devra fournir du matériel scolaire et oeuvrer pour la suppression de l'uniforme kaki en milieu rural.

Figure 6.3: Positionnement des mesures proposées dans le domaine de l'amélioration de l'accès des ménages ruraux aux services sociaux

	Court terme	Moyen terme	Long terme
Niveau macro	Campagne nationale d'IEC en pratiques sanitaires	Mise en place au niveau national d'un système d'information sanitaire à base communautaire	Revoir le contenu des programmes à l'école Programme national d'alphabétisation fonctionnelle
Niveau méso	Réduire les coûts de scolarisation des pauvres sous condition	Equiper les centres de santé primaire Formation des agents de santé primaire Favoriser l'émergence de nouveaux centres de santé primaires.	
Niveau micro	Expérience pilote de fabrication et de vente de moustiquaires à prix subventionnés réduits aux pauvres	Si expérience pilote concluante, programme national de subvention de moustiquaires pour les pauvres.	

6.4 Troisième domaine d'intervention : Améliorer le cadre politique, administratif et social de la vie rurale

Premier axe d'intervention: Décentraliser la prise de décision publique

Objectif

- Rapprocher l'administration des ménages ruraux à la base
- Répondre mieux et plus vite aux besoins spécifiques de chaque communauté rurale

Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

Réforme administrative

Augmenter les pouvoirs de prise de décision et de dépenses des collectivités locales

Réforme de la fiscalité

Transfert correspondant de ressources financières du niveau central vers les niveaux locaux

Actions de formation et d'information

Formation des agents de la fonction publique à leurs nouveaux pouvoirs et responsabilités et information des populations rurales quant au nouveau fonctionnement des pouvoirs publics

Deuxième axe d'intervention : Favoriser l'implication communautaire et individuelle des acteurs de la société civile dans la vie politique et sociale

Objectifs

- Mieux refléter les points de vue des acteurs de la société civile dans les prises de décision
- Bénéficier de leurs initiatives individuelles et collectives, base du développement.

Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

Augmenter la participation et le pouvoir décisionnel des acteurs de la société civile aux instances locales

Election de représentants

Encourager les initiatives locales

Qu'elles soient individuelles (secteur privé) ou collectives (associations de producteurs, de femmes, coopératives) par des petits financements

Créer un mécanisme participatif de planification et de gestion régionales

Il s'agit d'organiser des causeries et des séminaires régionaux comme mécanisme de concertation entre l'Etat (agents de l'administration publique, et les principaux acteurs de la société civile concernés par un secteur (santé, éducation, crédit, etc.) ou une filière stratégique dans le but d'échanger de l'information, des points de vue et des propositions d'amélioration des performances du secteur ou de la filière étudiés.

Troisième axe d'intervention: améliorer les services publics en milieu rural

Objectifs

- Améliorer la disponibilité des services publics
- Augmenter la qualité de ces services
- Réduire le coût de ces services

Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

A titre d'exemple, prenons les services vétérinaires.

Construction des centres de vente de produits vétérinaires dans les localités d'élevage qui en manquent

Financement et organisation de campagnes de vaccination

Revalorisation des salaires et intéressement financier du personnel des services vétérinaires

Pourcentage de leur salaire selon la performance collective du service vétérinaire et la performance individuelle (critères techniques et degré de satisfaction de la clientèle. Cette réforme suppose au préalable une bonne campagne d'explication de l'approche client et de formation auprès du personnel et des bénéficiaires.

Figure 6.4: Positionnement des mesures proposées dans le domaine de l'amélioration du cadre politique, administratif et social de la vie rurale

	Court terme	Moyen terme	Long terme
Niveau macro		Réforme administrative Réforme fiscale Revalorisation des salaires et intéressement financier des agents de l'Etat Formation des agents de l'Etat et information de la population	
Niveau méso		Créer un mécanisme participatif de planification et de gestion régionales.	
Niveau micro		Augmenter la participation et le pouvoir décisionnel des acteurs de la société civile dans les instances locales Encourager les initiatives locales	Amélioration de la disponibilité, de la qualité des services publics et réduction de leur coût

6.5. Quatrième domaine d'intervention : la maîtrise de la croissance démographique en milieu rural

Axe d'intervention : Mettre en place un système d'information sur la parenté responsable

Objectifs

- Permettre aux parents de prendre d'un commun accord une décision volontaire et éclairée sur le nombre d'enfants qu'ils souhaitent
- Maintenir un équilibre entre la population et la base de ressources naturelles dans une perspective de développement durable et de pérennisation des bienfaits des autres actions entreprises pour améliorer les conditions de vie rurales.

Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

Campagne IEC

Mettre en place une campagne IEC sur la parenté responsable, sur les techniques d'espacement et de contrôle des naissances.

Disponibilité de services publics

Rendre disponible aux personnes qui le souhaitent les techniques d'espacement et de contrôle des naissances.

Mise en place d'une politique familiale

Finalisation d'un code de la famille qui respecte les traditions culturelles dans la mesure où elles vont dans le sens de la reconnaissance des droits universels des femmes tels que reconnus à la conférence de Beijing de 1995.

Figure 6.5: Positionnement des mesures proposées dans le domaine de la maîtrise de la croissance démographique en milieu rural

	Court terme	Moyen terme	Long terme
Niveau macro	Campagne nationale d'IEC sur la parenté responsable	Mise en place d'une politique familiale	
Niveau méso			
Niveau micro		Disponibilité de services publics pour mettre en application la parenté responsable	